

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

HOMMAGE

A UN JOURNALISTE EXILÉ

par Albert CAMUS

La Démocratie ouvrière est pessimiste

par Louis MERCIER

Une Solution ouvrière pour l'Algérie

par Raymond BARANTON

Grève totale à l'E.D.F. et au G.D.F.

par Clément DELSOL

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 422 - Novembre 1957

Albert Camus, un copain.	
Hommage à un journaliste exilé	Albert CAMUS
La démocratie ouvrière est pessimiste ..	Louis MERCIER
Kadar fait assassiner.	
Propos d'automne	Roger HAGNAUER
A bas les math !	J. PERA
Une solution ouvrière pour l'Algérie	R. BARANTON
Grève totale à l'E.D.F. et au G.D.F.	Clément DELSOL
Les raisons d'un refus	Tony PEYRE
A propos de l'anticolonialisme américain.	R. H.
Chronique de l'Union des Syndicalistes ..	R. GUILLORE

Notes d'économie et de politique :

Lacoste le tortionnaire. — Un remède : le bonapartisme. — Le recul de l'Occi- dent. — In memoriam	Robert LOUZON
Lettre de Tunis	J.-P. FINIDORI
Lettre d'Argentine	J. P.
Ce que nous reprochons au mouvement syndical français et international	Roger LAPEYRE
Les luttes ouvrières dans la Loire au début du siècle	Pétrus FAURE

Parmi nos lettres :

Sur la réforme de l'enseignement (G. Wa-
lusinski). — Une défense de l'U.R.S.S.
(Henensal). — Dirigisme et socialisme
(Duperray). — Où il est question d'unité
(P. Cottet).

Cercle Zimmerwald.

ENTRE NOUS

Ce numéro de la « R.P. » se signole par une double originalité.

D'abord, il compte trente-deux pages.

Ensuite, il porte un texte inédit de notre ami Albert Camus — un texte qui prouve que le dernier Prix Nobel a été attribué à un camarade dont la dignité humaine est encore plus exceptionnelle que sa valeur littéraire.

Un troisième caractère, qui n'est pas original, mais qui est plus nettement marqué que dans nos autres numéros : c'est l'étalage volontaire de nos divergences sur de grands problèmes internationaux, en même temps que l'affirmation de notre accord sur le devoir de solidarité internationale.

Nous ne dissimulons pas que cette « originalité » entame sérieusement nos faibles réserves financières.

C'est ce qui justifie un nouvel appel à la fidélité de nos amis. Nous voulons sans doute profiter de la circonstance pour intensifier notre propagande. Nous voulons surtout diffuser le message d'Albert Camus.

Nous avons donc décidé un tirage supplémentaire. Mais si nous maintenons la formule de l'envoi du numéro à des abonnés possibles, nous voudrions que tous nos amis participent à la diffusion du message.

Pour cela il est un moyen très simple. Nous commander des numéros au tarif ordinaire de 100 francs. On trouvera bien, si on le veut, le moyen de placer des exemplaires dans les réunions, dans les librairies sympathisantes, chez des gens qui sans adopter nos partis pris, entendent défendre l'humanisme libéral (pour ne pas dire libertaire) dont Albert Camus s'affirme le représentant le plus digne.

Quel est l'ami de la « R.P. » qui hésitera à prouver dans ces conditions l'efficacité de son amitié ?



ALBERT CAMUS

UN COPAIN

L'idée ne nous était pas venue de parler d'Albert Camus à l'occasion du Prix Nobel. Certes, semblable distinction nous réjouit, parce qu'il est toujours agréable de voir un jury d'intellectuels reconnaître le talent là où il existe, saluer une conscience authentique, récompenser un homme qui a su tracer sa voie à lui seul sans jamais proclamer qu'elle fût géniale. Mais la « R.P. » n'avait pas la prétention de confirmer ou de critiquer l'attribution d'une distinction à la fois littéraire et morale. Après les flashes des photographes, après les grandes interviews, après les monceaux de télégrammes de félicitations au lauréat, nous pensons pouvoir un jour serrer la main de Camus avec un peu plus de solennité peut-être, à l'occasion d'une rencontre.

Si nous nous hâtons de le féliciter ici, c'est que nous reniflons une odeur de cabale dans l'atmosphère d'un certain Paris. Oh ! ce n'est certes pas l'annonce d'une grande bataille : il faudrait pour cela qu'il y ait en face autre chose que des mesquins ; une affaire de règlement de comptes plutôt.

Dans la plupart des journaux littéraires et tout au long des chroniques, les critiques s'écritent depuis plusieurs semaines à faire d'Albert Camus un ruminant de principes, un pisse-froid solennel, un débitant de majuscules que les Suédois auraient choisi parce qu'il serait à la fois pontifiant et inoffensif. Et certaines de ces bonnes âmes vont jusqu'à dire que le nouveau Prix Nobel a choisi un socialisme facile, celui qui n'entraîne aucun risque et procure des dividendes.

Et quand leur laborieuse recherche de la vacherie n'aboutit pas, ils soulignent alors leurs textes de dessins ou de photomontages. Le lecteur a ainsi un Camus membre de l'Armée du Salut ou terroriste en cache-col. C'est, semble-t-il, le fin du fin de l'analyse littéraire.

Albert Camus est, en effet, impardonnable. Il ne joue pas le jeu des clans, il ne participe à aucune combine, il vit en dehors des « écoles » et autres bandes de débrouillards. Il ne qualifie pas de chef-d'œuvre le roman du petit camarade et n'éreinte pas avec cruauté le livre du concurrent. En un mot, il ne sait ni ne veut vivre sordidement, à l'affût de la pige mégotée et de la gloire traficotée. Et le voilà qui trouve un public, en France et à l'étranger, que « La Peste » se vend à 400.000 exemplaires, que ses essais philosophiques sont traduits en japonais et en iranien, en espagnol et en arabe. Et le voilà Prix Nobel à quarante-quatre ans. De quoi faire crever de rage ses juges dont le premier doit sa renommée à « Caroline chérie », ce qui lui donne le droit évident de trancher en matière de style, de ton et de socialisme.

Condamné par les littérateurs de droite, Camus est évidemment dédaigné, vilipendé, attaqué par les intellectuels de gauche. Curieuse coïncidence que celle de la pensée réactionnaire classique et du raisonnement totalitaire moderne se retrouvant pour écarter, sous des prétextes multiples mais qui se ramènent tous à l'impossibilité de classer l'homme dans un système, un gêneur de taille, un penseur qui ne marche pas au pas, un chercheur qui ne se contente pas des articles de confection.

Ce que les staliniens, les post-staliniens et leurs suiveurs ne pardonnent pas à Camus, c'est de ne pas se contenter d'un système, mais de le vérifier au feu des événements et de le ramener au niveau des individus, c'est de faire de l'expérience une méthode. Pour les pseudo-scientifiques des dogmes dictatoriaux — gauche et droite confondues — Camus devient remords, parce que constant dans sa volonté de connaître, de comprendre et de tenter, toujours en fonction de l'homme.

Albert Camus ne choisit pas la solitude ; ce sont les pharisiens de toutes les églises et de toutes les chapelles qui la lui imposent. Et par un phénomène de retour qui ne peut stupéfier que les esprits étroits, sa popularité s'enracine, se multiplie et se développe par solidarité retrouvée avec tous ceux qui, à tâtons, par des cheminements multiples, découvrent les problèmes essentiels et se retrouvent idéologiquement seuls, et solidaires.

Aucun des aboyeurs n'a eu la correction de saluer en Camus un écrivain dont certaines pages resteront bien après les modes ou les polémiques, bien après les prix et les consécration. Mais outre sa pensée originale, son sens de l'humain, ses dons de conteur et son art de la forme, ce qui nous attire chez Albert Camus, c'est sa façon et sa qualité de « compagnon » écrivain, d'« ouvrier » qui s'est formé à diverses écoles et a su dépasser ses maîtres en créant un style qui lui est propre, ce qui est la marque et la consécration du métier. Nous sentons en Camus un auteur qui œuvre, qui respecte le lecteur et ne se tolère aucune facilité. Peut-être faut-il rechercher l'origine — en tout cas la pratique — de cette discipline dans le fait que Camus a été longtemps malade, qu'il a dû lutter pour vaincre et sa maladie et lui-même. Les protestants du corps existent comme les protestants de la pensée. Ils se distinguent par un dur et continu effort. Camus, sans rien sacrifier de sa pensée, veut que le lecteur la comprenne. Peu d'essayistes, peu de philosophes, peu de romanciers contemporains s'en soucient, si bien que les charabias dont nous sommes gratifiés nous sont présentés avec garantie de profondeur. L'ennui c'est que certaines subtilités d'écrivain ne peuvent pas toujours être distinguées des erreurs typographiques.

Ce même souci du travail bien fait, nous le retrouvons dans l'activité de Camus au théâtre, que ce soit comme auteur, comme adaptateur ou comme metteur en scène. Nous parierions même que Camus, quand il parle en public, lui qui déteste les monologues devant la foule, effectue un travail identique pour dire ce qu'il pense et se faire entendre. D'où cette absence totale d'effets oratoires, et, pourtant, cette communauté quasi immédiate entre l'orateur et l'auditoire.

Ceci dit, reste ce qui, pour nous, est l'essentiel. Camus est un homme de vie, donc de contradictions, susceptible d'erreur ou de faiblesse. Il est proche de ceux qui vivent, se trompent et s'arrêtent parfois pour souffler. Il le sait et il le dit. Nous ne savons où ses détracteurs sont allés se percher ou s'aplatir pour voir un Camus rigoriste, hautain et froid. Ce que nous savons de Camus, au contraire, c'est une volonté tendue pour sauver l'essentiel de ce qui fait un homme, à savoir la fidélité à des règles morales

et le respect de ces règles lors même qu'elles sont dures et ne peuvent être appliquées sans un combat constant, quotidien. Ce que nous savons de Camus, c'est sa solidarité mille et mille fois manifestée, envers les militants d'Espagne, de Bulgarie, de Hongrie. Pas seulement à l'occasion de meetings ou de manifestes où tant de bonnes âmes viennent pointer pour que leur soient payés un jour les jetons de présence historiques, mais là où il n'y a d'autres témoins que des anonymes, des sans poids, des sans grade ou des condamnés. Ce que nous savons de Camus, c'est le billet glissé au « déchargé » et la souscription à la liste qui circule de main en main, c'est le refus de l'estrade et des présidences et la préférence pour l'action limitée mais utile, à mesure d'homme. Ce que nous savons de Camus c'est sa démission de l'Unesco lorsque l'Espagne de Franco y est entrée (comptez-vous bien, intellectuels de gauche, qui avez un penchant pour les majuscules sans principes). Ce que nous savons encore de Camus, ce sont des articles, des manifestes, des appels, des préfaces — ces pages qui sont le gagne-pain de l'écrivain — donnés sans compter, et qui ont alimenté tant de brûlots non conformistes, tant de publications

hérétiques, tant de campagnes d'agitation sans le sou.

D'autres que nous le savent. Les vieux rebelles italiens des Etats-Unis qui recueillent ses écrits, les étudiants de Montevideo qui le publient dans leur bulletin ronéotypé, les jeunes ouvriers de Prague ou de Varsovie. Et cet inconnu de Barcelone qui envoyait une carte postale à Camus avec ce simple mot : « Gracias ».

C'est pour tout cela, c'est pour eux et c'est pour nous, que nous saluons en Albert Camus, un copain. Le Prix Nobel lui a été décerné par de graves Suédois que nous ne connaissons pas ; mais nous connaissons d'autres Suédois qui depuis dix ans publient tout ce qu'ils peuvent de Camus et sur Camus : nos camarades du « Dagstidningen Arbetaren », le journal syndicaliste des dynamiteurs de Stockholm, des bûcherons de Dalécarlie, des mineurs du cercle polaire, et de la jeunesse estudiantine d'Upsala et de Goteborg.

Un tel pacte nous lie plus à Camus qu'un Prix Nobel sans doute. Mais il n'y a aucune raison pour que, l'ayant aimé aux jours de peine, nous nous éloignons de lui au jour de l'honneur.

HOMMAGE A UN JOURNALISTE EXILÉ

En 1955, un groupe d'intellectuels rendait hommage à Eduardo Santos, ancien Président de la République de Colombie, éditeur du grand quotidien libéral de Bogota El Tiempo. Le journal, considéré comme le plus important d'Amérique latine depuis l'expropriation de La Prensa, avait été en butte à diverses vexations de la part d'un régime réactionnaire et militariste ; plusieurs attentats furent dirigés contre lui, et en septembre 1952 des manifestants gouvernementaux mirent le feu à l'immeuble du Tiempo. En août 1955, la police enjoignait au directeur du journal d'avoir à publier un communiqué de la présidence du Conseil en le présentant comme émanant de la rédaction. Eduardo Santos refusa de s'incliner ; son journal fut interdit.

Albert Camus salue Eduardo Santos et, par delà ce cas, pose le problème de la liberté de la presse et celui du courage individuel. C'est le texte de son allocution, inédit en français, qu'il a offert à la Révolution prolétarienne. En nous transmettant ces pages, Camus a voulu y joindre un post-scriptum dont la netteté appelle une réponse, et une action.

C'est avec fierté que nous accueillons ce soir parmi nous un ambassadeur qui ne ressemble pas aux autres. J'ai lu en effet que le gouvernement qui a eu le triste privilège de suspendre le plus grand journal d'Amérique du Sud avait offert auparavant à son directeur, le président Eduardo Santos, une ambassade à Paris. Vous avez refusé cet honneur, Monsieur le Président, non par dédain pour Paris, nous le savons, mais par amour pour la Colombie, et sans doute parce que vous savez que les gouvernements considèrent parfois les ambassades à l'étranger comme des lieux de relégation dorée pour les citoyens gênants. Vous êtes resté à Bogota, vous avez donc géré, selon votre vocation, et vous avez été censuré, sans égards diplomatiques cette fois, et avec le plus parfait cynisme. Mais, du même coup, on vous a fourni les seuls titres qui vous

valent aujourd'hui d'être considéré par nous tous comme l'ambassadeur véritable de la Colombie, non seulement à Paris, mais dans toutes les capitales où le seul mot de liberté fait battre les cœurs.

Ce n'est pas si facile qu'on croit d'être un homme libre. A la vérité, les seuls qui affirment cette facilité sont ceux qui ont décidé de renoncer à la liberté. Car ce n'est pas à cause de ses privilèges, comme on voudrait nous le faire croire, qu'on refuse la liberté, mais à cause de ses tâches exténuantes. Pour ceux dont c'est au contraire le métier et la passion que de donner à la liberté son contenu de droits et de devoirs, ils savent qu'il s'agit d'un effort de tous les jours, d'une vigilance sans défaut, et d'un témoignage quotidien où la fierté et l'humilité ont des parts égales. Si nous sommes tentés, aujourd'hui, de vous dire notre affection, c'est que vous avez porté ce témoignage entièrement, sans vous épargner vous-même. En refusant le déshonneur qu'on vous offrait et qui consistait à accepter de prendre à votre charge le désaveu et la contrition qu'un gouvernement osait vous dicter, en laissant détruire votre beau journal plutôt que de le mettre au service du mensonge et du despotisme, vous avez été certes, de ces témoins inflexibles qui, en toute occasion, méritent le respect. Mais cela ne suffirait pas encore à faire de vous un témoin de liberté. Bien des hommes ont tout sacrifié à des erreurs, et j'ai toujours pensé que l'héroïsme et le sacrifice ne suffisaient pas à justifier une cause. L'entêtement à lui seul n'est pas une vertu. Ce qui, au contraire, donne à votre résistance sa vraie signification, ce qui fait de vous le compagnon exemplaire que nous voulons saluer, c'est que dans les mêmes circonstances, alors que vous étiez le président respecté de la Colombie, non seulement vous n'avez pas utilisé votre pouvoir pour censurer vos adversaires, mais vous avez empêché que soit suspendu le journal de vos ennemis politiques.

Cet acte-là suffit pour saluer en vous un véritable homme libre. La liberté a des fils qui ne sont pas tous légitimes ni admirables. Ceux qui ne l'applaudissent que lorsqu'elle couvre leurs privilèges et qui n'ont que la censure à la bouche lorsqu'elle les menace ne sont pas des nôtres. Mais ceux qui, selon le mot de Benjamin Constant, ne veulent ni souffrir ni posséder des moyens d'oppression, qui veulent la liberté à la fois pour eux-mêmes et pour les autres, ceux-là, dans un siècle que la misère ou la terreur vouent aux folies de l'oppression, sont les grains sous la neige dont parlait un des plus grands d'entre nous. La tempête passée, le monde se nourrira d'eux.

De pareils hommes, nous le savons, sont rares. La liberté aujourd'hui n'a pas beaucoup d'alliés. Il m'est arrivé de dire que la vraie passion du XX^e siècle était la servitude. C'était là une parole amère et qui faisait injustice à tous ces hommes, dont vous êtes, et dont le sacrifice et l'exemple, tous les jours, nous aident à vivre. Mais je voulais seulement exprimer cette angoisse que je ressens tous les jours, devant l'abaissement des énergies libérales, la prostitution des mots, les victimes calomniées, la justification complaisante de l'oppression, l'admiration maniaque de la force. On voit proliférer ces esprits dont on a pu dire qu'ils semblaient faire du goût de la servitude un ingrédient de la vertu. On voit l'intelligence chercher des justifications à la peur, et les trouver sans peine, puisque chaque lâcheté a sa philosophie. L'indignation se calcule, les silences se concertent, l'histoire n'est plus que le manteau de Noë qu'on étend sur l'obscénité des victimes. Tous fuient enfin la responsabilité vraie, la fatigue d'être fidèle ou d'avoir une opinion à soi pour se ruer dans les partis ou les phalanges qui penseront, s'indigneront et calculeront enfin à leur place. L'intelligence contemporaine ne semble plus mesurer la vérité des doctrines et des causes qu'au nombre de divisions blindées qu'elles peuvent mettre en avant. Dès lors, tout est bon qui justifie l'assassinat de la liberté, que ce soit la nation, le peuple ou la grandeur de l'Etat. Le bien-être du peuple en particulier a toujours été l'alibi des tyrans, et il offre de plus l'avantage de donner bonne conscience aux domestiques de la tyrannie. Il serait facile pourtant de détruire cette bonne conscience en leur criant : si vous voulez le bonheur du peuple, donnez-lui la parole pour qu'il dise quel est le bonheur qu'il veut et celui dont il ne veut pas ! Mais à la vérité, ceux mêmes qui se servent de semblables alibis, savent qu'il s'agit de mensonges ; ils laissent à leurs intellectuels de service le soin d'y croire et de démontrer que la religion, le patriotisme ou la justice exigent pour survivre le sacrifice de la liberté. Comme si la liberté, lorsqu'elle s'en va de quelque part, ne disparaissait pas la dernière, après tout ce qui faisait nos raisons de vivre. Non, la liberté ne meurt pas seule. En même temps qu'elle, la justice est à jamais exilée, la patrie agonise, l'innocence tous les jours est recrucifiée.

Certes, la liberté ne suffit pas à tout et elle a des frontières. La liberté de chacun trouve ses limites dans celle des autres ; personne n'a droit à la liberté absolue. La limite où commence et finit la liberté, où s'ajustent ses droits et ses devoirs s'appelle la loi et l'Etat lui-même doit être soumis à la loi. S'il s'y dérobe, s'il prive les citoyens des bénéfices de cette loi, il y a forfaiture. En août dernier, il y a eu forfaiture en Colombie, comme depuis vingt ans il y a forfaiture en Espagne. Et là comme partout, votre

exemple nous aide à nous souvenir qu'on ne compose pas avec la forfaiture. On la refuse et on la combat.

Le terrain de votre combat a été la presse. La liberté de la presse est peut-être celle qui a le plus souffert de la lente dégradation de l'idée de liberté. La presse a ses souteneurs comme elle a ses policiers. Le souteneur l'avilit, le policier l'asservit et chacun prend prétexte de l'autre pour justifier ses empiètements. Parmi ces messieurs, c'est à qui voudra protéger l'orpheline et lui donner un abri, que cet abri soit prison ou maison de prostitution. L'orpheline, vraiment, est fondée à décliner tant de services empressés et à décider qu'elle doit lutter seule et, seule, décider de son sort.

Non que la presse soit en elle-même un bien absolu. Victor Hugo disait dans un discours qu'elle était l'intelligence, le progrès et je ne sais quoi encore. Le déjà vieux journaliste que je suis sait qu'elle n'est rien de pareil et que la réalité est moins consolante. Mais dans un autre sens, la presse est mieux que l'intelligence ou le progrès ; elle est la possibilité de tout cela, et d'autres choses encore. La presse libre peut sans doute être bonne ou mauvaise, mais assurément, sans la liberté, elle ne sera jamais autre chose que mauvaise. Quand on sait de quoi l'homme est capable, dans le pire et le meilleur, on sait aussi bien que ce n'est pas la personne humaine en elle-même qu'il faut protéger, mais les possibilités qu'elle enferme, c'est-à-dire finalement sa liberté. J'avoue, pour ma part, que je ne puis aimer l'humanité entière, sinon d'un amour vaste et un peu abstrait. Mais j'aime quelques hommes vivants ou morts avec tant de force et d'admiration que je suis toujours anxieux de préserver chez les autres ce qui, un jour peut-être, les rendra semblables à ceux que j'aime. La liberté n'est rien d'autre que la chance d'être meilleur, tandis que la servitude est l'assurance du pire.

Si donc, malgré tant de compromissions, ou de servilités, il faut continuer de voir dans le journalisme, lorsqu'il est libre, une des plus grandes professions de ce temps, c'est dans la seule mesure où elle permet à des hommes, comme vous et vos collaborateurs, de servir au plus haut niveau leur pays et leur temps. Avec la liberté de la presse, les peuples ne sont pas sûrs d'aller vers la justice et la paix. Mais sans elle, ils sont sûrs de n'y pas aller. Car il n'est fait justice aux peuples que lorsqu'on reconnaît leurs droits et il n'y a pas de droit sans expression de ce droit. On peut en croire sur ce point Rosa Luxembourg qui disait déjà « Sans une liberté illimitée de la presse, sans une liberté absolue de réunion et d'association, la domination de larges masses populaires est inconcevable. »

Il faut donc être intransigeant sur le principe de cette liberté. Elle ne fonde pas seulement des privilèges de culture, comme on essaie hypocritement de nous en persuader. Elle fonde aussi les droits du travail. Ceux qui, pour mieux justifier leurs tyrannies, opposent le travail et la culture, ne nous feront pas oublier que tout ce qui asservit l'intelligence enchaîne le travail, et inversement. Quand l'intelligence est bâillonnée, le travailleur ne tarde pas à être asservi, de même que lorsque le prolétaire est enchaîné, l'intellectuel en est vite réduit à se taire ou à mentir. En bref, celui qui attente à la vérité, ou à son expression, mutilé finalement la justice, même quand il croit la servir. De ce point de vue, nous nierons jusqu'au bout qu'une presse soit vraie parce qu'elle est révolutionnaire ; elle ne sera révolutionnaire que si elle est vraie, et ja-

mais autrement. Tant que nous garderons ces évidences à l'esprit, votre résistance, Monsieur le Président, gardera son vrai sens, et loin d'être solitaire, elle éclairera la longue lutte que vous nous aiderez ainsi à ne pas désertier.

Le gouvernement colombien a accusé *El Tiempo* d'être un super-Etat dans l'Etat et vous avez eu raison de réfuter cet argument. Mais votre gouvernement avait raison aussi, quoique dans un sens qu'il n'accepterait pas. Car il rendait hommage, disant cela, à la puissance de la parole. La censure et l'oppression fournissent seulement la preuve que la parole suffit à faire trembler le tyran à la seule condition qu'elle soit appuyée par le sacrifice. Car la parole nourrie par le cœur et par le sang peut seule réunir les hommes alors que le silence des tyrannies les sépare. Les tyrans monologuent au-dessus de millions de solitudes. Si nous refusons l'oppression et le mensonge, au contraire, c'est que nous refusons la solitude. Chaque réfractaire, lorsqu'il se dresse devant l'oppression, affirme du même coup la solidarité de tous les hommes. Non, ce n'est pas vous-même ni un lointain journal que vous avez défendu en résistant à l'oppression, mais la communauté entière qui nous unit par delà les frontières.

N'est-il pas vrai d'ailleurs que votre nom à travers le monde, a toujours été lié à la cause des libertés ? Et comment ne pas rappeler ici que vous avez été et que vous êtes l'un des plus fidèles amis de notre Espagne, l'Espagne républicaine, aujourd'hui dispersée par le monde, trahie par ses alliés et ses amis, oubliée de tous, l'Espagne humiliée qui ne tient debout justement que par la force de son cri. Le jour où l'autre Espagne, chrétienne et pénitentiaire, rentrera avec ses geôliers et sa censure dans l'organisation des nations dites libres, ce jour-là, je le sais, vous vous tiendrez avec nous tous, silencieusement, mais sans esprit de retour, aux côtés de l'Espagne libre et malheureuse.

De cette fidélité-là, laissez-moi vous remercier au nom de ma seconde patrie et au nom de tous ceux qui, réunis ici, vous disent leur reconnaissance et leur amitié. Soyez remercié d'être parmi les quelques-uns qui, au temps de la servitude et de la peur, se tiennent ferme sur leur droit. On se plaint un peu partout que disparaisse le sens du devoir. Comment en serait-il autrement puisqu'on ne se soucie plus de ses droits ? Qui est intransigeant quant à ses droits garde seul la force du devoir. Les grands citoyens d'un pays ne sont pas ceux qui plient le genou devant l'autorité mais ceux qui, contre l'autorité s'il le faut, ne transigent pas sur l'honneur et la liberté de ce pays. Et votre pays saluera toujours en vous son grand citoyen, comme nous le faisons ici, pour avoir su, au mépris de tout opportunisme, faire face à l'injustice intégrale qu'on vous infligeait. A l'heure où le réalisme le plus court, une conception dégradée du pouvoir, la passion du déshonneur, les ravages de la peur défigurent le monde, à l'heure même où l'on peut penser que tout est perdu, quelque chose au contraire commence puisque nous n'avons plus rien à perdre. Ce qui commence, c'est le temps des irréductibles, voués désormais à la défense inconditionnelle de la liberté. C'est pourquoi votre attitude sert d'exemple et de réconfort à tous ceux qui, comme moi, se séparent aujourd'hui de beaucoup de leurs amis traditionnels en refusant toute complicité, même provisoire, même et surtout tactique, avec les régimes ou les partis, qu'ils soient de droite ou de gauche et qui justifient, si peu que ce soit, la suppression d'une seule de nos libertés !

Pour finir, permettez-moi de vous dire qu'en lisant l'autre jour l'admirable message que vous avez adressé à votre peuple, j'ai mesuré en même temps que votre fermeté et votre fidélité la longue peine qui a dû être la vôtre. Quant l'oppression triomphe, nous le savons tous ici, ceux qui croient pourtant que leur cause est juste souffrent d'une sorte de malheur étonné en découvrant l'impuissance apparente de la justice. Ce sont alors les heures de l'exil et de la solitude, que nous avons tous connues. Je voudrais pourtant vous dire que, selon moi, ce qui peut arriver de pire au monde où nous vivons, c'est qu'un de ces hommes de liberté et de courage dont j'ai parlé, chancelle sous le poids de l'isolement et de la longue adversité, doute alors de lui-même et de ce qu'il représente. Et il me semble qu'à ce moment, ceux qui lui ressemblent doivent venir vers lui, oubliant les titres et les précautions de style, avec le seul langage du cœur, pour lui dire qu'il n'est pas seul et que son action n'est pas vaine, qu'un jour vient toujours où les palais de l'oppression s'écroulent, où l'exil s'achève, où la liberté flambe. Cet espoir tranquille justifie votre action. Si les hommes, après tout, ne peuvent pas toujours faire que l'histoire ait un sens, ils peuvent toujours agir pour que leur propre vie en ait un. Croyez-moi si je vous dis qu'à travers des milliers de kilomètres, depuis la lointaine Colombie, vous et vos collaborateurs nous avez montré un peu du dur chemin qu'il faut encore parcourir ensemble, vers la liberté. Et acceptez, au nom des amis fidèles et reconnaissants qui vous accueillent ici, que je salue fraternellement en vous et en vos collaborateurs, les grands compagnons de notre commune libération.

Albert CAMUS.

POST SCRIPTUM

OCTOBRE 1957.

Puisque je m'adresse à des syndicalistes, j'ai une question à leur poser et à me poser. Allons-nous laisser assassiner les meilleurs militants syndicalistes algériens par une organisation qui semble vouloir conquérir, au moyen de l'assassinat, la direction totalitaire du mouvement algérien ? Les cadres algériens, dont l'Algérie de demain, **quelle qu'elle soit**, ne pourra se passer, sont rarissimes (et nous avons nos responsabilités dans cet état de choses). Mais parmi eux, au premier plan, sont les militants syndicalistes. On les tue les uns après les autres, et à chaque militant qui tombe l'avenir algérien s'enfonce un peu plus dans la nuit. Il faut le dire au moins, et le plus haut possible, pour empêcher que l'anticolonialisme devienne la bonne conscience qui justifie tout, et d'abord les tueurs.

A. C.

LA DEMOCRATIE OUVRIERE EST PESSIMISTE

Le manifeste initial de *Tempo Presente* prévoyait la confrontation des formules idéologiques et des réalités ; on ne peut donc que féliciter la revue d'amorcer un débat fondamental. Elle rompt par là avec la mode qui consiste à fournir au lecteur la solution du casse-tête en dernière page.

Car, en publiant ses notes sur « Les appareils et la démocratie » Silone a ouvert un débat qui, s'il semble porter sur un aspect technique du mouvement socialiste, conduit en fait à réexaminer l'ensemble des institutions et des méthodes socialistes. En tirant à nous le premier problème, voilà que d'autres suivent qui ne peuvent en être séparés. Comme le prestidigitateur extrait de son chapeau haut-de-forme un objet auquel un second est attaché qui en tient un troisième, et ainsi de suite. Encore, le magicien sait-il ce qu'il a préalablement placé au fond du chapeau, alors que nous allons à la découverte ou à la redécouverte.

Plutôt que de construire une nouvelle thèse sur l'appareil parfait dans la démocratie la meilleure, il nous semble utile de rassembler quelques faits et quelques situations qui permettent d'éclairer le problème sous divers angles. Si d'autres témoignages peuvent être ainsi réunis et confrontés, alors des conclusions plus générales et des conséquences pratiques se dégageront. Travail d'équipe donc, et non catéchisme d'appareil.

Certes, le stalinisme représente le type le plus parfait de l'appareil tout puissant et se suffisant à lui-même, et il est bon de rappeler que le principe de son fonctionnement a été mis au point par Lénine. On peut douter cependant que sa mise en œuvre eût remporté des succès aussi étendus et aussi nets s'il n'avait correspondu à une tendance générale, s'il n'était un échantillon presque pur d'un phénomène qui n'est ni exclusivement russe ni spécifiquement révolutionnaire. Il est par contre utile de se demander, et de vérifier l'hypothèse ensuite, si l'appareil stalinien n'a pas emprunté ses méthodes au comportement de la plupart des mouvements politiques — voire de toute organisation sociale — se bornant à systématiser ce qui existait ailleurs et avant lui, à l'état naturel, sous une forme inachevée et dispersée. Il faut également se poser la question de savoir si le développement de l'appareil politique ne correspond pas à une évolution générale des sociétés où la volonté des citoyens — ou de sujets — et leurs possibilités d'intervention se trouvent limitées par les dimensions mêmes des organes sociétaires.

Il ne semble pas que la technique bolchevique soit foncièrement originale. Le mépris de la base, le double vocabulaire, le cloisonnement entre initiés et suiveurs, l'utilisation des réflexes traditionnels pour des fins politiques particulières, l'amoralité des procédés utilisés pour la conquête des postes-clés, tout cela pourrait être décelé dans n'importe quel parti, dans chaque syndicat, et tout au long de l'histoire du mouvement syn-

dical ou politique. Ainsi, quand Henri de Man lança son fameux « Plan » en Belgique, il avait en tête un certain nombre de projets économiques et financiers relevant de la pure technocratie ; mais les propagandistes socialistes du Plan, sachant qu'ils ne pourraient susciter l'enthousiasme des mineurs du Borinage ou des dockers d'Anvers en évoquant le contrôle des crédits ou la balance des comptes, parlèrent des quarante heures, des riches qui allaient « cracher au bassin », et de la marche vers une société égalitaire. Quand vers les années 30, les leaders syndicaux allemands s'adressaient aux marins de Sankt-Pauli ou d'Altona, ils n'utilisaient pas le même langage que pour discuter, au sein des Commissions paritaires, avec les représentants de la *Hamburger Linie*. Par ailleurs, soyons convaincus que les procédés employés dans les Trade-Unions britanniques ou dans les fédérations américaines pour assurer l'avènement et la stabilité des bonzes ne relèvent pas du code de la chevalerie.

Mais ces méthodes de clans dirigeants ne se manifestaient que dans des domaines limités et se trouvaient neutralisées par un jeu identique mené par d'autres organisations. Tout pouvoir était et est limité au sein des organisations et dans le domaine extérieur, par la dimension des secteurs contrôlés, par la multiplicité des pouvoirs, et aussi par les opinions, voire les intérêts des dirigeants eux-mêmes. Les chefs socialistes hollandais, ou suédois, ou suisses, pouvaient construire un appareil dont le fonctionnement était en grande partie indépendant des volontés exprimées par les membres ; ils étaient contraints de tenir compte de leurs adversaires libéraux, conservateurs, chrétiens, sur les plans politique et syndical ; ils se trouvaient dans une société où les groupes d'intérêts et les associations à buts définis pullulaient ; ils devaient donc, pour maintenir un pouvoir limité, revenir fréquemment aux sources de leur puissance, c'est-à-dire à leurs mandants. En bref, ce qui assurerait et assure encore un minimum de démocratie intérieure, c'est la présence de concurrents extérieurs, d'antagonismes multiples. Le jeu démocratique s'établit non pas suivant des règles fixées une fois pour toutes et dès le départ, mais comme méthode empirique, comme recherche tâtonnante d'un équilibre qui n'exclut pas le mouvement, et comme aveu d'une respectueuse et relative impuissance.

Avec le bolchevisme le tableau change. Le Parti est au pouvoir et dès que l'élimination des organisations concurrentes est obtenue — le Parti devenant Etat — les freins, les adversaires, les institutions disparaissent, du moins sous la forme de ce que nous appelons la démocratie classique, celle du type parlementaire et politique. L'appareil bolchevik fait le vide, liquide tout ce qui n'est pas lui-même et finit par détruire les éléments qui lui étaient incorporés à sa naissance mais qui n'étaient pas de purs exécutants mécaniques. Rien d'extraordinaire, encore une fois, sinon le degré.

Le Parti socialiste S.F.I.O., démocratique par définition, fonctionne très différemment selon qu'il se trouve dans l'opposition ou participe

(1) Voir l'article d'Ignazio Silone paru dans « *Tempo Presente* » (juin 1957) et dans la « *R. P.* » (août 1957).

au pouvoir. Minoritaire, son appareil s'efforce de capter toutes les énergies qui peuvent le pousser et l'actionner. Gouvernemental, il se sert de son poids, de ses moyens — et de ceux du gouvernement — pour museler, ou gaver, ou tenir en laisse ses militants. Le parallèle entre les bolcheviks russes de 1921 et les social-démocrates français de 1957 peut paraître absurde ; il est cependant valable si l'on s'en tient au fonctionnement intérieur d'une machine politique dont les membres, tout en étant prisonniers de leur impuissance, sont solidaires.

La mise en place par le P.C. russe d'appareils extérieurs crée des situations nouvelles. L'appareil du Kremlin va utiliser, exploiter, canaliser les réflexes ou les poussées sociales tout en évitant d'en subir l'influence. C'est là le phénomène nouveau. L'appareil français, allemand ou italien ne doit plus être le jouet des contradictions ou des faiblesses qui surgissent des situations locales ; mais comme ces appareils sont prisonniers des insuffisances humaines ou dépendent des obstacles naturels que l'U.R.S.S. ne peut conditionner, ils sont sans cesse remaniés ou épurés. D'où la nécessité pour le Kremlin, après quelques tâtonnements, de choisir des buts limités pour le succès desquels l'exploitation des sentiments, des intérêts ou des espérances d'une population peut être confiée à l'appareil de tel ou tel pays. Nous verrons ainsi tour à tour ou simultanément — et en opposition à toute logique apparente — le pouvoir soviétique utiliser le nationalisme, la lutte des classes, le sentimentalisme pacifiste, l'anticléricalisme, la mauvaise conscience chrétienne, les sociétés de pêcheurs à la ligne ou les clubs ésotériques.

Pour expliquer la discipline et la relative cohésion des appareils nationaux dont l'orientation est dictée de l'extérieur, il faudrait étudier nombre de situations collectives et de destinées individuelles. Mais on peut, en observant les réalités banales et quotidiennes, déterminer que l'obéissance correspond, pour un grand nombre de cas, au fait que le militant du P.C. n'a d'importance qu'en fonction du Parti, alors que réduit à ses seules qualités ou possibilités il ne serait rien ou pas grand-chose.

D'autre part, nous avons par trop tendance à ne voir, dans le jeu de l'appareil soviétique, que le côté politique et les manifestations publiques. En réalité, ce jeu est plus étendu. Il est évident que les tacticiens du Kremlin comptent davantage sur les tendances au commerce international de certains groupes nationaux américains que sur le P.C. des Etats-Unis. De même, il peut arriver qu'en France, une opération que mènerait un radical-socialiste ou un modéré nationaliste soit jugée préférable à une campagne que l'appareil communiste français officiel orchestre-rait.

N'oublions donc pas que l'appareil politique et ses succursales avouées ne sont qu'un élément d'un système complexe. Ce qui ne doit pas nous empêcher de connaître le « secteur public » puisque nous avons à le combattre chaque jour.

L'utilisation par l'appareil communiste des mouvements existants, de leurs défauts et de leurs contradictions, ne dépend pas en principe de la nature des organisations à conquérir, à liquider ou à exploiter. Ceux qui ont pu croire qu'en Italie ou en France par exemple, la tradition libertaire avait préparé le terrain social à l'implantation communiste sont hypnotisés par un seul facteur et en négligent d'autres (par exemple que l'Allemagne a eu, jusqu'en 1933, un fort parti communiste ou encore que les communistes sont majoritaires à Java), ce qui leur

interdit de tirer une règle générale. En réalité, l'avantage que possède la tactique de pénétration communiste, c'est qu'elle est dégagée de toute rigidité doctrinale, voire de toute doctrine, car l'habillage des phénomènes divers par une phraseologie à sens multiples n'est pas une doctrine.

Cela dit, il faut reconnaître que dans l'exploitation pragmatique d'un phénomène répandu encore que mal connu, celui qui caractérise le double fonctionnement de la pensée des hommes — idées et réalité — les communistes ont acquis une habileté extraordinaire. Nous doutons même qu'ils le fassent sur la base d'une exacte connaissance du phénomène. Car il arrive que les dupeurs soient eux-mêmes dupés en passant du monde des idées au monde des réalités.

En 1937, alors que les travaux de l'Exposition internationale de Paris étaient en cours, une assemblée de terrassiers se tint à la Bourse du Travail de Paris. C'était encore la période d'euphorie du Front Populaire et des récentes conquêtes sociales. Arrachart — un homme d'appareil authentique — fit un grand discours sur la nécessité « d'en mettre un coup » pour prouver au monde qui avait — disait-il — les yeux fixés sur la France du Front Populaire, que les travailleurs de Paris étaient capables d'ouvrir l'exposition à la date voulue. Toutes les cellules étaient mobilisées, tous les militants donnèrent de la voix. Seule, une minorité d'anarchistes mena la bagarre, à coups de gueule et à coups de poing, pour défendre les quarante heures. Rien n'y fit, et une large majorité se dégagea — on vota à main levée — pour décider que les terrassiers travailleraient le samedi. La victoire de l'appareil était nette. Cependant, le samedi suivant, aucun terrassier ne vint travailler ; l'habitude était déjà prise de mettre le week-end à profit pour aller prendre l'air sur les bords de la Marne. Arrachart avait vaincu dans l'univers étrange et rituel des meetings, mais il avait été battu sur le terrain des faits.

★★

L'autre grand allié de l'appareil, c'est le caractère de moins en moins professionnel de l'industrie — avec le sentiment d'angoisse et le besoin de sécurité complémentaires de cet état de choses. Ainsi, à Carrare, les travailleurs du marbre, hommes de métier fiers de leurs connaissances et de leurs traditions étaient — et sont encore — en majorité libertaires, républicains, « mazzinistes ». Par contre, les ouvriers de la nouvelle zone industrielle (coke, produits chimiques) sont, pour la plupart, de dociles suiveurs de Togliatti ou de Nenni. Il n'y a pas là un phénomène exceptionnel, mais un exemple entre cent de la nécessité, ressentie par les prolétaires sans métier, interchangeable et par conséquent sans défense, de rechercher la protection du Parti qui sait tout et de l'Etat qui peut tout. Ce n'est pas par hasard que les masses ouvrières des usines de textile du Nord de la France furent très tôt quesdistes, c'est-à-dire favorables à une organisation centralisée où l'adhérent était cotisant plutôt que participant, alors que les charpentiers en bois ou les cordonniers étaient syndicalistes ou libertaires. Il n'est pas moins significatif que ce soit au moment où l'industrie de l'imprimerie se rationalisait en France — rationalisation entraînant l'incorporation, dans les ateliers, de travailleurs semi-qualifiés — que la Fédération du Livre se soit laissé influencer par les staliniens. Exemple encore : les syndicats autonomes de la métallurgie parisienne sont formés surtout de « compagnons » qualifiés.

Dès lors, l'idée même d'une opposition au sein

d'une section politique ou d'un syndicat devient difficile, soit parce que les discussions portent sur des sujets « théologiques » ou théoriques et sont livrées dans un jargon incompréhensible pour un esprit non religieux, soit parce que les dimensions du monde moderne empêchent les militants de tenter d'intervenir sur les réalités quotidiennes. Chez Renault, où travaillent quelque cinquante mille salariés, le seul lien existant entre les ouvriers est l'usine. Sortis de la « boîte », ils s'en retournent chez eux le plus rapidement possible et se retrouvent aussi étrangers et aussi éloignés de leurs camarades d'atelier que n'importe quel autre citoyen. Seuls les appareils peuvent encore tenir, précisément parce qu'ils sont formés d'hommes qui ne subissent pas le conditionnement du travail dans une vaste entreprise ou de l'éloignement du domicile. (On se demande ce qu'il resterait des formules de Gorter et de Pannekoek sur la valeur absolue des Conseils d'usine, dans les conditions actuelles).

Déjà en 1937-1939, les militants ouvriers opposés à la direction stalinienne des Métaux avaient pu être éliminés pour des raisons semblables. Dans les boîtes de 2 à 3.000 ouvriers, un militant non communiste pouvait prendre la parole en assemblée générale d'usine, et mettre parfois le leader officiel en minorité. Mais, réduit à ne plus pouvoir parler que dans son atelier à la suite de la suppression des assemblées générales décidée par la direction communiste de l'organisation, il n'arrivait plus à convaincre que ses collègues proches. En réunion de délégués sa voix était étouffée. La démocratie formelle était respectée, mais la démocratie réelle avait disparu.

A première vue, il paraîtrait donc assez logique que les adversaires du stalinisme tentent de créer un appareil en tous points semblable à celui des Russes, pour lutter à armes égales. À la pratique, cette tactique — que nombre d'extrême-gauche cessent en permanence — se révèle impraticable et néfaste. Impraticable parce qu'il n'existe pas, dans le monde non communiste, un centre — personnel ou collégial — semblable à celui qui fonctionne au Kremlin. Les États-Unis n'ont ni politique internationale, ni programme mondial, moins encore de perspectives. Ils utilisent empiriquement les adversaires des Russes, tous les adversaires, sans se rendre compte que ce magma, bourré de contradictions, n'a aucun avenir ni aucune consistance. (Burnham croyait dur comme fer que le R.P.F. était le grand obstacle au communisme en France ; alors que dans ce courant patriotard, antiallemand et mégalomane, la politique internationale russe trouve d'excellents alliés). Néfaste parce que le courant général qui va vers le « managerialisme », la technocratie et le bureaucratisme — et dont le système russe est un pur échafaudage — se trouverait ainsi renforcé dans les systèmes et les régimes où existent encore des possibilités de fonctionnement et de développement d'une démocratie réelle. Absurde enfin — pour des socialistes du moins — puisque la logique intérieure de semblable appareil exige le commandement unique, la discipline des masses de manœuvre, en bref, l'opposé de la démocratie.

En résumé, les tentatives faites dans le sens d'une politique manœuvrière calquée sur les tactiques communistes aboutissent à liquider toute stratégie — c'est-à-dire les buts premiers — et à briser ce qui dans le lent et continu effort des forces démocratiques, s'était constitué et enraciné.

Nous sommes donc, dans le mouvement syndi-

caliste, socialiste, libertaire, placés devant deux menaces : celle de nos propres organisations où se manifestent, en germe ou pleinement, les défauts de la bureaucratie, de l'appareil tout puissant ; et celle caractérisée par l'avance, lente ou rapide, ouverte ou sournoise, des hommes de l'appareil russe.

Mais l'obstacle à l'appareil, ce sont les réalités et les hommes qui préfèrent les réalités, et l'action sur elles, à l'ivresse idéologique.

Il est certain qu'en Tchécoslovaquie, en Hongrie ou en Pologne des majorités ont pu voter sans grandes difficultés certaines décisions que chaque élément majoritaire évitait d'appliquer individuellement le lendemain. Mais point n'est besoin d'aller aussi loin pour observer ce double jeu évident. Il y a en France plusieurs entreprises où la C.G.T. était la seule organisation ouvrière présente et où, à quelques jours d'intervalle, le syndicat communiste qui remportait des victoires écrasantes lorsqu'il était question de formules générales, subissait des échecs évidents lorsqu'il combattait par exemple un contrat collectif dont les avantages étaient clairs pour les salariés. (Dans une grosse entreprise parisienne de produits alimentaires, la C.G.T. remportait dernièrement 90 % des voix aux élections des représentants du personnel, alors que peu de temps auparavant 90 % de ce même personnel avait adopté les propositions de salaires progressifs établies par la direction, et cela contre l'avis de la C.G.T.). Le monde du réel, à portée d'yeux et de main, n'est en rien semblable au monde des idées où les facteurs affectifs — de l'esprit de communauté à la maladie mentale — jouent pleinement.

Puis qu'une question de statuts et de mesures techniques, la lutte contre l'omnipotence des appareils nous semble relever d'une méthode et d'une conception. Si l'on reconnaît que l'évolution économique actuelle conduit à une compartimentation de plus en plus poussée des activités sociales, avec des manœuvres qui ne sont plus que des servants ou des prolongements de machines, véritables unités de masse, et des cadres de plus en plus spécialisés, il va sans dire que le fonctionnement des organisations politiques ou syndicales ne peut qu'en être influencé et suivre la même évolution. Du moins peut-on se rendre compte que la marche aveugle d'une économie en expansion, si elle peut absorber des richesses et des énergies considérables, ne conduit pas nécessairement à plus d'initiative, à plus de participation, à plus de conscience chez les serviteurs — ou chez les gérants — de cette économie.

Les appareils, et pas seulement en politique, semblent faire partie intégrante de la société en devenir. On peut douter que la construction d'appareils, même à buts démocratiques, influera sur la marche d'une société dont ils sont les sous-produits.

Cette constatation pessimiste ne résout nullement le problème posé par Silone, mais elle peut contribuer à dissiper certaines illusions de facilité. Il faut sans doute remonter aux questions de base. Il n'est pas de démocratie d'opinion valable si les opinions ne se déterminent pas en fonction de situations réelles avec, comme but constant, l'intervention lucide du plus grand nombre pour modifier ces situations. Être citoyen de plein exercice là où rien ne peut être changé par une intervention volontaire et responsable, ne signifie pas grand-chose. C'est cependant ce qui caractérise la démocratie formelle, comme celle des idées, des élections, des passions. La démocra-

tie réelle commence là où le citoyen travaille, produit, consomme, se loge. L'inciter à participer à la gestion des lieux de travail, des instruments de production, des circuits de distribution, des méthodes de construction, c'est remettre le citoyen à l'école de la démocratie authentique.

La recherche des meilleures institutions et des garanties les plus solides pour le fonctionnement aussi parfait que possible des organisations démocratiques, ne peut par conséquent être menée suivant des principes de rentabilité immédiate.

Quand les syndicalistes français défendent l'inéligibilité des militants politiques aux fonctions syndicales, ou interdisent la réélection des dirigeants syndicaux, ce n'est pas sans savoir que ces règles ont leurs défauts. Mais, après de nombreuses expériences, ils ont appris qu'une organisation où un seul homme est en mesure de comprendre et d'affronter les situations qu'elle doit modifier, n'est ni un instrument d'émancipation ni une école de démocratie.

Louis MERCIER.

KADAR FAIT ASSASSINER

Sous le titre : « La situation en Hongrie et la Règle de Droit », la Commission internationale de juristes a publié un rapport sur le fonctionnement de la justice en Hongrie (avril 1957) et un supplément (juin 1957).

Les éléments de ce rapport se basent exclusivement sur les sources officielles hongroises (quotidiens, radio, services de presse). C'est dire que le nombre de cas étudiés ne correspond nullement à l'ampleur de la répression. Ces cas peuvent cependant être considérés comme des échantillons, à la fois pour le type de justice appliquée par le gouvernement Kadar, la nature des délits et des crimes imputés, l'origine sociale des accusés, la graduation des peines, le degré de la terreur.

Le procureur général, Dr Gyula Szenasi, dans un article du *Magyarország* (27 mars 1957) a établi quels étaient les devoirs des magistrats : être aux ordres. « ...Leur indépendance et leur impartialité signifie en pratique, lâche opportunisme... » Les ordres viennent du ministère public : « L'acte d'accusation dressé dans l'esprit du parti, bien étayé par des preuves et renforcé, s'il y a lieu, par des considérations politiques ».

Si les tribunaux militaires reçoivent les félicitations des autorités pour leur rigueur, les tribunaux civils ne sont pas encore bien en main. Le 19 mai, *Nepszabadsag* déclare : « Notre administration judiciaire doit se débarrasser des juges qui ne sont pas faits pour leur profession ». Avis aux tièdes ! Si les condamnations ne sont pas assez fortes, le tribunal recommencera. Le même *Nepszabadsag* signale en effet qu'une « Chambre populaire » a dû examiner les affaires une seconde fois « pour infliger les châtiments nécessaires ».

Pour 296 procès dont la presse ou la radio ont parlé, il y a eu 79 condamnations à mort. La plupart des procès sont secrets. Au terme de nombreux procès les condamnations ne sont pas rendues publiques.

Quels sont les chefs d'accusation ? Propagande écrite ou orale (tracts, déclarations, possession ou utilisation de matériel d'impression, organisation ou incitation aux manifestations ou à la grève), détention d'armes, aide au franchissement de frontières. Pour les journées révolutionnaires elles-mêmes : attaque armée, participation au soulèvement, vol de marchandises soviétiques, dissolution de kolkhoze, révolte, sabotage, assassinat de dirigeants communistes, assassinat de soldats soviétiques, organisation de groupes contre-révolutionnaires, fonctionnement de postes émetteurs clandestins, etc.

Parmi les accusés on note en grande majorité des ouvriers, des étudiants et des écrivains à Budapest, quelques militaires à Budapest et dans les garnisons de province, des étudiants et des professeurs dans les centres universitaires, des groupes d'apprentis et de lycéens.

La peine de mort frappe surtout ceux qui se sont attaqué à des militaires soviétiques (Jozsef Pinter, ouvrier de Budapest, est condamné à la peine capitale et exécuté pour avoir tiré sur un tank de l'Armée rouge ; quatre condamnations à mort à Miskolc pour attaque de formations militaires soviétiques) ; ensuite ceux qui ont exécuté des policiers ; enfin ceux qui ont fait sauter des ouvrages d'intérêt stratégique au cours des combats et ceux qui ont tenté d'informer l'opinion internationale.

Ensuite viennent les peines de prison. La moyenne est de 10 à 15 ans, suivant un éventail largement ouvert qui va de six mois à la détention à vie. L'organisation d'une grève « vaut » 6 ans, celle d'une manifestation, 14 ans ; le recel d'armes se paie de 6 mois à 15 ans.

Le tribunal de Budapest envoie deux écoliers en maison de correction pour distribution de tracts. Il inflige des peines de 18 mois à 4 ans de prison à six apprentis, tous mineurs d'âge, pour détention d'armes. Il condamne trois étudiants à mort pour assassinat et distribution de tracts antigouvernementaux.

Comme le disait Kadar à l'Assemblée nationale : « Les châtiments doivent être sévères et si quelqu'un a commis un crime capital, il doit avoir pour ce crime ce qu'il mérite. Pourquoi ? Afin que nous puissions détourner des crimes contre le peuple ceux qui n'en ont pas encore commis ».

ILS ONT VOTÉ . . .

AVEC LEURS JAMBES !

Selon le bureau d'information ouest-allemand, l'annuaire statistique de la République démocratique allemande ferait état d'une diminution de la population en Allemagne de l'Est, malgré l'excédent des naissances sur les décès.

Ce qui veut dire tout simplement qu'en 1955 : 253.000 Allemands de l'Est se sont réfugiés à l'Ouest — et 279.000 en 1956. Et l'exode continue au même rythme en 1957.

Plus d'un demi-million de « déserteurs » en deux ans. Et combien sont-ils ceux qui voudraient fuir et ne le peuvent ou ne l'osent ?

Propos d'automne

J'entendais autrefois un ami — qui fut un militant de haute classe — répondre spirituellement à ceux qui lui reprochaient certaines variations : « On a le choix entre se répéter ou se contredire. Or, c'est si banal de se répéter... »

Pour nous qui ne nous piquons pas d'originalité, nous éprouvons une sorte de jouissance douloureuse à revenir constamment sur ce que nous avons déjà dit... sans grand succès.

Et le titre de nos propos n'est pas seulement « saisonnier ».

C'est bien l'automne de notre vie militante. Que les jeunes soient cependant convaincus que nous pensons plus à leur printemps de demain qu'à notre été d'hier.

Une crise ministérielle pas plus grave que d'autres

La crise ministérielle — qui sera sans doute résolue lorsque ces lignes paraîtront — a paru exceptionnelle.

En régime parlementaire normal le vote hostile de l'Assemblée nationale doit orienter la solution de la crise. Or, c'est sur la loi-cadre pour l'Algérie que le gouvernement Bourges-Maunoury a été mis en minorité. Et pendant les laborieuses négociations de ces dernières semaines, on n'a guère débattu du problème algérien. Il est cependant établi que les 700 milliards de crédits pour la « pacification » représentent la cause majeure et permanente du déficit budgétaire.

On peut, en évoquant le passé, supposer qu'autrefois il aurait été plus facile de dégager une équipe gouvernementale d'Union nationale, inspirant confiance aux éléments conservateurs, non par son programme positif, mais par sa résistance au mouvement. Mais, sous le régime électoral actuel, la bureaucratie des partis exerce sur les élus une pression d'autant plus forte qu'elle dispose des positions électorales et qu'elle a ses intérêts propres à sauvegarder. L'élu d'autrefois pouvait risquer sa chance sur des déplacements de voix, même de peu d'amplitude. Aujourd'hui, l'ordre de présentation de la liste, les apparentements (remplaçant les désistements d'autrefois) dépendent de cette même bureaucratie. L'électeur ne choisit plus entre des candidats, mais entre des alignements derrière des cadres anonymes. Système qui favorise la démagogie post-stalinienne disposant facilement d'une masse de manœuvre au service de la diplomatie moscoute.

D'excessives alarmes

Cependant tout cela reste accessoire et provisoire. La fracassante cacophonie des oies du Capitole n'impressionne que parce que l'on ignore ou oublie les avertissements d'hier tout aussi lourds de panique artificielle que ceux d'aujourd'hui. « Le gouffre ouvert sous nos pas... la dernière chance du régime... le danger fasciste... la banqueroute ou la révolution... » On a déjà entendu cela. L'expérience nous apprend que les vrais meneurs du jeu n'excitent les oies que pour détourner l'attention du public et lui dissimuler les vrais problèmes.

Ce qui nous inquiète le plus, c'est que les plus clairvoyants des militants syndicalistes hésitent à découvrir brutalement l'essentiel. Or jamais il ne nous a paru aussi urgent de sortir de la Nation et d'échapper aux servitudes de l'étatisme et du nationalisme.

On craint la démagogie post-stalinienne. On a

raison. Mais ce n'est pas sur le terrain de la revendication ouvrière qu'elle est la plus dangereuse. Dès que l'on échappe à l'artificielle généralisation des grèves, et que l'on rend aux organisations syndicales leur faculté de lutte autonome sur leur terrain propre, on sort de la cohue animée par les agents de Moscou.

Ceux-ci sont beaucoup plus nocifs, lorsqu'ils entretiennent la pire des démagogies, la démagogie nationaliste. Ils redoutent un arrangement algérien qui mettrait fin au double terrorisme incontrôlable. Ils excitent la germanophobie (le geste spectaculaire de Tito provoquant la rupture avec l'Allemagne de Bonn confirme les craintes que nous exprimions ici sur les dangers d'une nouvelle « Petite Entente ». Or Tito joue ici le jeu de Moscou...). Ils réveillent le « mythe de l'indépendance nationale, face à l'Allemagne riche par ses exportations et ses réserves de dollars — face à l'Amérique dont les crédits pourraient s'accompagner de servitudes politiques » (*sic!*).

C'est donc en se plaçant résolument sur le terrain international (européen d'abord, si possible) que l'on s'opposera le plus efficacement aux agents de Moscou.

Si nous n'avons pas le courage d'élever le problème algérien au-dessus des impératifs nationaux, nous subissons de plus en plus le conflit avec les nationalismes arabes fortifiés dans ce qu'ils peuvent contenir de prétentions réactionnaires — et nous perdrons de plus en plus la confiance des peuples libres. Or le poids de la guerre d'Algérie pèse lourdement sur le budget... mais les investissements nécessaires en Algérie pèseront encore plus lourd, même si la pacification réussit.

Ménagère... ou salariée ?

On nous alarme avec la liquidation de nos réserves d'or et de dollars ; on insiste sur le déficit de notre balance commerciale. On voudrait entendre sur ce problème évidemment sérieux d'autres avis que ceux des experts et des comptables. Car le caractère de la crise n'est pas mis en relief par de scrupuleuses additions. A nous qui tentons de comprendre par delà notre incompetence, il nous semble qu'une « fièvre de croissance » est mal repérée par l'usage du thermomètre médical. Or il s'agit bien de l'expansion industrielle — phénomène qui n'est pas strictement français — et du conflit permanent entre cette évolution dynamique et le « statisme » de nos structures économiques, sociales et politiques.

Ce qui est affligeant, c'est de voir dominer encore dans les milieux syndicalistes, la mentalité « de la ménagère » qui s'hypnotise sur les prix, peut-être parce qu'elle n'est pas « salariée » ou ne raisonne pas en salariée. Une vieille parente de Morlaix, scrupuleuse et digne, habituée aux lentes prospectives sous les Halles de la ville et aux laborieux marchandages de clôture, nous exprimait, il y a quelque trente ans, son amertume de voir les ouvrières de la Manufacture des Tabacs bouleverser la stratégie des ménagères en bâclant leurs achats entre deux demi-journées de travail. Symbolique discordance. La Manufacture de Morlaix fut pendant quelques temps à la pointe de la bataille revendicative. Les salariés arrachaient à l'Etat-patron beaucoup plus que ce que les patientes ménagères rognèrent aux fermiers du Léon.

Faut-il répéter qu'en ces dernières années, la hausse indéniable du salaire réel a prouvé qu'en période d'expansion, la courbe des prix ne suit pas celle des salaires ?

Et si l'expansion est freinée, si les baisses déjà enregistrées à la Bourse de New-York annoncent une nouvelle crise mondiale, alors il se produira une baisse générale des prix. La ménagère verra peut-être avec satisfaction, une abondance de marchandises invendues, offertes à vil prix sur les tréteaux du marché, mais l'indemnité de chômage — si son mari la touche — lui suffira-t-elle pour profiter des bonnes occasions ?

Le déficit de la balance commerciale

Les oies crient parce que la balance des comptes est déficitaire. Ce n'est pas là quelque chose de nouveau, ni d'affolant. Lorsque l'augmentation des importations porte essentiellement sur les produits énergétiques et les biens d'équipement, lorsque l'on constate d'autre part l'augmentation de l'exportation des biens manufacturés, les deux conditions d'une expansion continue se trouvent réalisées. Or de la comparaison entre le premier trimestre 1956 et le premier trimestre 1957, il ressort une augmentation des importations de 121 milliards (soit 35 %) sur lesquelles les achats de produits énergétiques et de matières premières ont réclamé une majoration de 62 milliards, ceux de biens d'équipement (matériel de transport et appareils et engins mécaniques et électriques) une de 26 milliards (1).

La progression des exportations pendant le même temps atteint 16 % du total du premier trimestre de 1956 soit 43 milliards dont 35 milliards pour la vente de produits manufacturés. Il y a fléchissement sur le sucre et les produits du règne animal et végétal.

Cette expansion s'est encore fortement accentuée pendant le deuxième trimestre de 1957. Par comparaison avec la période correspondante de 1956, la production industrielle française a augmenté de 9,7 %, le plus fort pourcentage de la Communauté Charbon-Acier.

Cependant c'est à la fin de cette période que l'on a jugé catastrophique la situation de la balance des paiements. Faut-il en conclure que l'expansion industrielle provoquera toujours une progression des importations supérieure à celle des exportations et donc alourdira toujours le déficit ?

Le processus inverse au contraire s'impose logiquement — c'est-à-dire que le développement industriel devrait déterminer en même temps que l'exportation de produits fabriqués, la réduction jusqu'à l'annulation de l'achat des biens d'équipement et même des produits énergétiques. C'était bien l'évolution constatée de 1954 à 1955 : le déficit commercial de 148 milliards s'était abaissé à 82 milliards.

En 1956, un bond extraordinaire l'a élevé à 413 milliards. C'est que l'année a commencé par des gelées tardives et mortelles et s'est terminée par l'affaire de Suez. La première cause explique sans doute un énorme gonflement des importations de céréales. Mais c'est surtout dans le quatrième trimestre que se sont développées les importations de viande et produits laitiers. On pense que c'est l'effet de l'augmentation de la consommation et aussi de la politique gouvernementale de « blocage » des 213 articles.

Quant à l'affaire de Suez, il n'est pas utile d'insister sur ses déplorables conséquences. Mais il n'est pas inutile de préciser que c'est bien la politique gouvernementale principalement en Algérie et à Suez qui porte la responsabilité de cette anormale aggravation du déficit budgétaire et commercial.

(1) Renseignements pris dans la *Documentation française* du 15 octobre 1957 : le commerce extérieur de la France.

Deux observations complémentaires sont cependant à retenir.

C'est d'abord le déficit constaté dans le commerce des produits agricoles. Que la France soit la plus importatrice qu'exportatrice, paraît invraisemblable. Aucun pays de l'Europe occidentale ne bénéficie d'aussi grandes possibilités agricoles. Mais aucun ne subit des structures aussi archaïques.

C'est aussi l'affligeante constatation que souvent les acheteurs français préfèrent les matériels étrangers, parce que les prix français sont prohibitifs. Dans le domaine des machines-outils, c'est l'impossibilité pour les fabricants français de satisfaire dans un temps assez court qui oriente vers l'étranger.

On allègue facilement le niveau élevé des salaires français. En particulier sur la base 100 en janvier 1947, les salaires des industries mécaniques et électriques auraient atteint l'indice 500 en janvier 1957. Mais pour apprécier la concurrence, il faut comparer le prix de l'heure travail dans les pays dont l'expansion industrielle se poursuit dans des conditions analogues. Or si en octobre 1956, en plaçant les salaires français à l'indice 100, on avait 343 aux Etats-Unis, 133 en Suède, 93 en Angleterre, 89 en Allemagne occidentale — après la réforme monétaire du 10 août 1957, sur la base 100 pour la France, on obtient 403 pour les Etats-Unis, 112 pour la Belgique, 109 pour l'Angleterre, 107 pour l'Allemagne occidentale.

Et quant aux charges sociales, si elles atteignent 41,85 % des salaires français, elles représentent 41 % des salaires allemands, soit une différence presque négligeable.

Les voies de l'indépendance syndicale

Nous ne nous sentons guère qualifiés pour proposer des remèdes à la crise actuelle. Nous serions même tout disposés à écouter respectueusement les « experts », si nous ne décelions pas quelques contradictions dans l'opinion des gens « autorisés ». Aussi préférons-nous les respecter... sans les entendre... Au reste nous demeurons sur le terrain que nous avons choisi. Ce qui nous importe c'est d'assurer sa pleine efficacité à l'action syndicale. Il ne nous appartient pas d'en fixer les lignes générales. Mais nous pouvons chercher avec d'autres les moyens d'un syndicalisme réellement indépendant.

Il ne s'agit pas actuellement d'une controverse sur les fins du syndicalisme, sur son orientation idéologique, sur le vieux conflit entre le réformisme et la Révolution.

D'abord l'indépendance — ce qui détermine notre irréductible méfiance à l'égard de l'Etat tutélaire. Sans doute n'avons-nous jamais cédé aux séductions de ce paternalisme social représenté par l'Etat arbitre impartial et juge souverain. Mais lorsque cet Etat se présente comme le plus grand entrepreneur du pays, lorsqu'il dirige ou contrôle les plus importantes activités économiques (2), le syndicalisme, antithèse historique du capitalisme — dont les difficultés internes n'eurent souvent pas d'autre cause que sa position en face de l'Etat — doit se définir aujourd'hui en fonction du développement du capitalisme d'Etat.

Il n'y a donc pour nous qu'une alternative : manifester pour que le capitalisme d'Etat se renforce, dans l'espoir d'un paternalisme social que l'on baptisera socialisme national, ou agir sur le terrain de

(2) Le rapport de la Commission de vérification des comptes publié au *Journal officiel* du 26 février 1957 précise que « le secteur public industriel s'est encore étendu... » et « qu'une fois passée dans le secteur public, une entreprise ne peut plus guère en être retirée ».

classe, face aux détenteurs de la propriété et de la puissance, pour garantir l'emploi des travailleurs, augmenter la part des salaires dans « le revenu national », assurer à chaque salarié — hors de tout privilège hiérarchique — la satisfaction de besoins naturellement croissants.

Choix dans l'abstrait ? Choix de thèses qui concluent un débat doctrinal ? C'est exactement le contraire. On ne sollicite pas d'adhésions de principe. On ne désire pas un vote d'orientation. Mais une orientation de l'action. Seulement celle-ci implique une élimination préalable de toutes les solutions étatiques — c'est-à-dire de tout ce qui artificiellement estompe ou obscurcit l'action de classe — de tout ce qui artificiellement modifie les données des problèmes économiques.

Expliquons-nous à l'aide d'exemples.

La peur de l'inflation et de la hausse des prix

On comprend fort bien la peur de l'inflation. On comprend moins facilement que l'on camoufle l'inflation pour maintenir le prestige du franc ou payer les lourdes charges de la politique algérienne. Il est normal que des hommes de gouvernement envisagent de réduire la consommation intérieure — ou de réduire les importations nécessaires aux industries essentielles — ou d'affaiblir la revendication ouvrière en abaissant l'offre de travail audessous de la demande, c'est-à-dire en supprimant le plein emploi — ou de reconstituer l'épargne, pour la drainer vers les emprunts d'Etat, en pratiquant une politique de déflation qui revalorise les créances et paralyse le capital en formation.

Tout cela qui sauvegarde ou rétablit le crédit et l'autorité de l'Etat est peut-être nécessaire. Ce qu'il ne faut pas nier c'est le caractère conservateur et réactionnaire d'une telle politique. La mission des syndicats c'est de s'y opposer — et s'ils ne peuvent vaincre, de résister en reculant.

On admet que les hausses des prix bouleversent les budgets familiaux. Mais on sait que la baisse généralisée et persistante des prix révèle une crise catastrophique. On sait aussi que l'intervention de l'Etat, par le système des subventions directes ou indirectes (3), par des compressions spectaculaires, charge le contribuable pour alléger le consommateur et surtout rend impossible une appréciation exacte des prix de revient. Cependant le paternalisme étatique explique fort bien les invraisemblables manipulations de l'indice des 213 articles. Là encore, il est normal qu'un gouvernement ou un parti de gouvernement soit tenu de mesurer les allocations familiales ou le salaire minimum interprofessionnel. Ce souci de justice sociale — plus ou moins sincère — doit émouvoir l'électeur ou le citoyen. Seulement, il s'agit d'assurer la paix dans l'ordre et l'équilibre. Et le syndicalisme se manifeste par son opposition à l'ordre établi. S'il est des salaires anormalement bas, c'est par l'action dans l'entreprise, par la solidarité ouvrière

(3) Dans une étude des *Cahiers Fernand Pelloutier* (août-septembre-octobre 1957), André Drom publie d'intéressantes observations sur *l'expansion économique française*. Il signale en particulier la folle politique des interventions et subventions directes ou indirectes de l'Etat. D'après lui, « les manipulations de l'indice des 213 articles ont coûté l'an dernier plus de 120 milliards de francs ». La détaxation des produits alimentaires coûte par an plus de 22 milliards. Comptons encore 35 milliards et demi de taxes parafiscales destinées à aider divers secteurs de l'agriculture. Les compagnies pétrolières ont dépensé 18 milliards 800 millions sur « ressources affectées ». Notons encore 46 milliards à titre de remboursement des charges fiscales à certaines activités industrielles et agricoles et 25 milliards 850 millions de subventions économiques diverses.

dans l'industrie qu'il convient de les relever. On veut calculer les salaires selon les besoins. Peut-être faudrait-il renverser la formule ? Non pour se résigner à limiter les besoins à la mesure des salaires, mais au contraire pour augmenter les salaires afin de multiplier les besoins.

Déficit et progrès des services publics

Peut-être pourrait-on étudier dans le même esprit la gestion des services publics ou des entreprises nationalisées ? D'un côté on l'accable, en tirant argument des déficits. D'un autre côté, on vante les progrès techniques réalisés, et même la modération des tarifs.

Le plus grave, c'est que l'on a raison des deux côtés. Le sénateur Pellenc — dans la *Revue de Paris* de mars 1957 — fixait le déficit avoué des plus importantes entreprises nationalisées à 191 milliards pour 1956 — dont 145 pour la S.N.C.F., 14 pour les Houillères, 11 pour la R.A.T.P., etc. — Encore, d'après lui, fallait-il ajouter les exonérations fiscales, l'octroi de prêts (164 milliards en 1956), les dons du Fonds d'investissement, etc.

Mais il est également vrai que de remarquables efforts ont été accomplis dans toutes ces entreprises, pour élever et perfectionner leur appareil technique. *Le Monde* du 29 avril 1957 titrait ainsi un article : *Nos houillères battent paradoxalement deux records, celui de la production et celui du déficit*. On pourrait rendre le même hommage à la S.N.C.F., à l'Electricité de France, à la R.A.T.P., aux P.T.T.

Un déficit actuel correspondant à des investissements rentables à plus ou moins longue échéance peut être interprété comme un signe de santé et une garantie pour l'avenir.

Il s'agit de savoir si l'Etat n'est pas responsable des abus dans la multiplication des cadres (413 directeurs ou assimilés à la S.N.C.F.) C'est lui qui cependant impose des servitudes onéreuses (qu'elles soient justifiées ou non par l'intérêt public) et des tarifs ne correspondant pas aux prix de revient.

Là encore le paternalisme étatique tend à la baisse des prix, aux avantages accordés pour des raisons de politique sociale (aux familles nombreuses, aux mutilés, etc.). Le syndicalisme devrait s'orienter dans la direction opposée vers : *l'autonomie réelle des services publics, l'établissement de bilans parfaitement clairs, des salaires déterminés par le jeu de conventions collectives*. Il serait facile de prouver que ce sont justement les services publics où l'action syndicale fut la plus efficace qui bénéficient des progrès techniques les plus remarquables.

Qui voyage hors de nos frontières n'a jamais l'impression d'y être mieux servi qu'en France... quant aux transports publics et aux P.T.T.

Un syndicalisme supra-national

Mais l'étatisme se révèle encore plus nocif, lorsqu'il contrarie l'évolution fatale vers des communautés supra-nationales. L'exemple même de grands services publics comme les Transports et l'Electricité prouve que les servitudes nationales paralysent un développement qui saute par delà les frontières. Mais il est également vrai que les problèmes monétaires — qui obsèdent nos gouvernants — ne peuvent être résolus par des mesures strictement nationales. Par exemple, il y a un parallélisme évident (et de sens contraire) entre la situation de la France — dont les réserves monétaires s'épuisent, à cause du déficit de la balance commerciale — et celle de l'Allemagne dont les réserves se gonflent à cause de l'excédent des exportations sur les importations. Or il n'est pas établi que cette position « créancière » soit entièrement favorable. On

a constaté en 1956 un ralentissement du taux d'expansion de l'économie allemande. Des observateurs qualifiés jugent que la République de Bonn gagnerait à augmenter la consommation intérieure et faciliter l'exportation des capitaux.

Ce qui paraît évident, c'est qu'il existe une solidarité de fait entre les deux pays ; et que le nationalisme, entretenu par la démagogie post-stalinienne, gâche là encore les meilleures chances de la France. Il serait temps de réaliser hors des institutions officielles de véritables « combinats » syndicalistes franco-allemands, européens... sans exclure évidemment une collaboration concrète avec les syndicats américains. Jamais les « slogans » sur l'indépendance nationale ne nous ont paru aussi anachroniques et absurdes.

Et quand ils sont diffusés par les cosaques de Khrouchtchev, l'imposture s'ajoute à la stupidité.

Bonnet à poil et bonnet phrygien

Il ne faut pas s'étonner des réactions provoquées au sein de F.O. par la politique de la *Confédération Internationale des Syndicats libres*. C'est un nouvel accès d'un mal congénital du peuple français — petite bourgeoisie et classe ouvrière, hélas ! — dont les nerfs sont chatouillés par le « bonnet à poil » du chauvinisme et le bonnet phrygien du jacobinisme. On a connu cela en 1914, lorsque les grands fantômes de Jeanne d'Arc, de Danton et de Gambetta cautionnaient la proscription des pacifistes. Et en 1870, Jules Vallès (il le conte dans *l'Insurgé*) et les rares clairvoyants de l'extrême gauche entendirent les mêmes imprécations tricolores, lorsqu'« ils voulaient boucher avec de la charpie la gueule des canons ».

Le C.I.S.L... ce sont les étrangers qui osent toucher aux droits sacrés de la France. Et ce sont surtout les Américains... et l'Amérique, c'est le capitalisme, l'impérialisme... Alors, tandis que les amis de Lacoste, ceux qui résonnent... comme un Lebourré, psalmodient les versets du délire sacré : l'Algérie, c'est la France et cela ne regarde que la France... les camarades les plus fervents dans l'internationalisme et l'anticolonialisme n'osent intervenir... Si on allait les prendre pour des émissaires d'Irving Brown !

On n'est pas surpris qu'au C.C.N. F.O., Laurent des cheminots ait invité Bothereau à écrire à Eisenhower, à propos de l'affaire de Little Rock (4)... puisque Georges Meany (président de l'A.F.L.-C.I.O.) s'est permis d'écrire au gouvernement français, à propos de l'affaire d'Algérie. Laurent applique la logique du « pâté d'alouette » (une alouette - un cheval !). N'a-t-il pas assimilé le départ de Monatte pour le front en décembre 1914, à la mission de Jouhaux... à Bordeaux en septembre 1914 ?

Mais lorsqu'un militant aussi raisonnable et aussi sérieux que Le Pemp écrit dans *l'Ecole Libératrice*, après de pertinentes remarques sur l'affaire de Little Rock que « les Américains n'ont décidément pas de leçons à nous donner », il cède lui aussi à cette déplorable aberration collective.

Je lis avec attention la presse américaine. On s'y afflige en général de l'affaire d'Algérie. Mais les avis sont partagés. Et le ton est certainement plus modéré que dans l'ensemble de la presse du Monde Libre. L'un des papiers les plus durs — quoique équitable, à mon sens — a été publié dans le *New York Herald Tribune* du 14 mai 1957 sous le titre : *la France perdra l'Algérie*. Mais le signataire n'est pas américain : c'est Anthony Nutteng, ancien ministre d'Etat britannique.

Quant aux syndicalistes américains, leur position n'a jamais varié. Georges Meany écrivait encore le 4 avril 1957 : « *Nous pensons que le monde libre ne peut lutter avec succès contre le nouveau colonialisme (Hongrie) si une démocratie quelle*

qu'elle soit persiste dans le colonialisme de style ancien (Algérie, Chypre) ».

Sans doute, a-t-on le droit comme le fait Louzon de leur reprocher d'avoir soutenu — ou tout au moins de ne pas avoir combattu énergiquement — la politique de Washington au Guatemala ou au Proche-Orient. Mais ils s'en sont expliqués tout aussi franchement. Lorsqu'ils craignent l'influence déterminante de Moscou, ils veulent — et ils l'ont dit explicitement — que l'on dresse les barrières. Question d'appréciation de « la hiérarchie des périls », que l'on résout trop facilement... dans l'abstrait.

Leur solidarité avec les mouvements de libération d'Afrique du Nord est justement déterminée par leur conviction que le post-stalinisme n'en peut ambitionner le contrôle. Cela nous paraît incontestable. Que cela nous plaise ou non, leur tendance est donc nettement internationaliste.

Reste la rivalité sanglante entre l'U.G.T.A. liée au F.L.N. et l'U.S.T.A. de tendance messaliste.

Certes l'assassinat de Ahmed Bekhat, secrétaire général de l'U.S.T.A., survenant après ceux d'Ahmed Semmache (le 20 septembre), de Mellouli et Hocine Maroc (le 24 septembre), l'attentat contre Abdallah Filali, grièvement blessé, tous les coups portés à des militants authentiquement ouvriers ne permettent à aucun syndicaliste, à aucun adversaire français du colonialisme de se soulager par un geste à la Ponce-Pilate.

On peut s'interroger sur les responsables de cette extermination systématique. Le F.L.N. et l'U.G.T.A. qui lui est associée ont-ils voulu de propos délibéré liquider ainsi toute opposition ouvrière algérienne ? Sont-ils victimes de provocations ? Sont-ils dépassés par des équipes de tueurs irresponsables ?

Ce qui reste pour nous hors de débat, c'est notre solidarité avec l'U.S.T.A. que l'on voudrait écraser entre l'appareil répressif français et l'appareil terroriste arabe.

Les deux organisations algériennes ont également droit à l'existence, et c'est le régime d'exception, c'est la guerre algérienne qui favorisent les opérations clandestines, les exécutions sans jugement, les violences sectaires, les exactions atroces... Le souvenir de la Résistance française, avant et pendant la Libération de 1944, nous édifie suffisamment à ce sujet.

Pour que le débat soit clair, il faut là aussi un préalable : la reconnaissance du droit syndical aux indigènes, c'est-à-dire la libération politique et sociale de ceux-ci.

On n'a pas le droit de défendre les « messalistes » pour justifier la politique Lacoste. On a le droit et le devoir d'évoquer la question devant la C.I.S.L. Mais alors il ne faut pas instruire le procès de celle-ci, sous le prétexte qu'elle a préféré l'U.G.T.A. à l'U.S.T.A., alors qu'en fait on la condamne parce qu'elle a admis une centrale algérienne, comme on la condamnait, il y a quelques années, d'avoir admis une centrale tunisienne, ou d'avoir revendiqué le droit syndical pour les Marocains.

Celui qui porta la lourde responsabilité de la politique africaine de la C.G.T.-F.O. et dont le passé autorisait cependant de grands espoirs, lors de son entrée au bureau confédéral, André Lafond

(4) Est-il utile de rappeler qu'il s'agit de l'application au collège de Little Rock de l'arrêt de la Cour Suprême fédérale contre toute discrimination raciale dans les établissements scolaires.

L'affaire marque donc une étape victorieuse dans la lutte menée avec ténacité par nos camarades de l'A.F.L. et surtout du C.I.O. Et, pour une fois, Eisenhower montra quelque énergie... plus que Guy Mollet s'effondrant sous les tomates algériennes... Le pâté décidément, ne contient que du cheval.

prend position contre la C.I.S.L., avec une violence qui contraste avec sa prudence habituelle.

C'est dans l'organe officiel du syndicat F.O. de la R.A.T.P. (numéro d'octobre 1957), qui doit porter la propagande F.O. dans un personnel fortement influencé par les post-staliniens, que l'on trouve ces lignes ahurissantes extraites d'un article consacré au dixième anniversaire de F.O. :

« Il y a dix ans, nous rejetons le faux internationalisme de la F.S.M., instrument de l'impérialisme soviétique. Pouvons-nous aujourd'hui souscrire davantage à celui de la C.I.S.L., alors qu'elle couvre des organisations syndicales qui ne sont pas démocratiques, qu'elle tolère l'esclavage, suscite des nationalismes artificiels, qu'elle fait systématiquement — et souvent calomnieusement — notre procès pour mieux se taire devant des crimes ? »

Le dernier grief : « last but not least », diraient les Anglais (le dernier, mais pas le moins important) explique tout le reste.

Lafond peut condamner « un anticolonialisme qui provoque la naissance d'Etats où le capitalisme international poursuit son exploitation, dans la misère accrue des populations sous-alimentées, sous la coupe de tyrans ». Il met un peu trop visiblement le bonnet à poil sur sa tête : « C'est pour quoi nous nous sentons à nouveau Français, jaloux de nos possibilités et de notre passé ».

Aucun de ses griefs contre la C.I.S.L. ne résisterait à un examen sérieux... aucun sauf celui d'avoir fait le procès de la France, ou plutôt du colonialisme français. Tout ce qu'il dit en dehors de cela se rapporte uniquement à l'indépendance politique de la Tunisie et du Maroc. Son choix est fait. Le nôtre aussi.

Au congrès fédéral de la C.G.T.-F.O. de 1952, le lieutenant de Lafond en Tunisie se glorifiait à la tribune d'avoir renseigné la Résidence sur l'action des syndicats tunisiens.

Deux mois après, le grand animateur de ceux-ci, Ferhat Hached, tombait assassiné par... d'autres Français... « jaloux de leurs possibilités ».

Nous pouvons — avec plus de respect de la vérité que Lafond — critiquer les insuffisances de la C.I.S.L. Nous pouvons aussi regretter un choix trop rapide entre deux centrales syndicales algériennes, également proscrites par M. Lacoste. Mais nous ne pouvons lui reprocher d'avoir jugé plus digne de représenter le syndicalisme libre en Afrique du Nord, un Ferhat Hached, militant ouvrier indigène, que les auxiliaires de la police française.

Pour parler net, rien dans l'attitude de la C.I.S.L. en cette affaire ne motive des gestes de dissidence.

Même si des maladresses et des erreurs ont été commises. L'inqualifiable agression de Lacoste, contre Irving Brown, représentant officiel de l'A.F.L.-C.I.O., l'interdiction de l'enquête de la C.I.S.L. en Algérie, la persécution des syndicalistes algériens... tout cela s'inscrit au passif du socialisme et du syndicalisme français... tout cela motive quelque pudique retenue. On se félicite que Bothereau en cette affaire ait pesé la gravité de certaines initiatives spectaculaires. Et que la majorité du C.C.N. ait subi son influence.

Au reste, l'exemple est vraiment mal choisi. On ne peut même pas opposer la paille de Little Rock à la poutre algérienne. Ce pauvre Laurent a fabriqué du pâté d'alouette... avec du cheval exclusivement.

D'abord, parce que les syndicalistes et les libéraux américains mènent depuis des années une lutte tenace contre la discrimination dans les Universités et collèges — et que Little Rock maroue une étape victorieuse en cette bataille. Ensuite parce que Eisenhower, violant les traditions fédéralistes les plus solides et les plus respectables des Etats-Unis, a imposé par la force le respect de la

décision de la Cour Suprême. Tandis que le socialiste Guy Mollet s'est lamentablement effondré sous les tomates du 6 février algérien...

Alors, peut-être, en effet — n'en déplaise à Le Pemp et à Laurent — que l'affaire de Little Rock pourrait nous servir de leçon...

Roger HAGNAUER.

A BAS LES MATH !

La Fédération nationale des parents d'élèves des lycées et collèges a formulé un « plan d'urgence » demandant : « l'augmentation des heures de mathématiques dans toutes les classes ».

On voit l'intention : ils veulent qu'on fabrique des ingénieurs.

Et l'idée mise au service de l'intention est évidente : un ingénieur a besoin de mathématiques. Or cette idée est probablement idiote.

L'opinion que je viens de formuler là est si juste que... je suis tout embarrassé pour en faire la démonstration. C'est une question de fait. Et les faits sautent aux yeux.

Voyons, vous n'êtes pas, les uns et les autres, sans avoir, parmi vos connaissances, des « ingénieurs »... Que font-ils ces messieurs ingénieurs, dans leurs bureaux, ou dans leur lit, sur le coup de trois heures du matin, à l'heure où vient parfois la vision claire des choses ? Font-ils des « mathématiques » ? Allons ! Ils font des évaluations numériques ! Ils font, a dit l'un d'eux, « de la règle de trois ».

Le bagage du brevet supérieur, ou du Math Elem d'autrefois (1) ne suffirait-il pas ?

C'est bien évident...

D'où l'erreur provient, c'est facile à voir. Les braves « parents » associés ont constaté qu'il y a, en France, des épreuves de math à tous les concours d' « ingénieurs ». Ils en concluent : « Pour être ingénieur, il faut des mathématiques ».

Mais non ! C'est seulement pour passer le concours qu'il faut certaines connaissances mathématiques !

Celles-ci étant : 1) difficiles à acquérir, 2) pratiquement inutiles aux points de vue de l'efficacité technique future du sujet, ainsi que de sa « formation générale », la conclusion est évidente :

Si vous voulez de bons ingénieurs en grand nombre, supprimez le barrage mathématique !

Pendant un temps, qui a été long, il a fallu du latin pour tout. Aujourd'hui on semble avoir compris qu'on peut, sans dommage, laisser le latin aux latinistes.

La mathématique, science, et ensemble de sciences, admirable, laissons-la... aux mathématiciens.

Quand on aura fait cela, en France on aura fait, tout simplement, ce qui est fait, depuis toujours, à peu près partout ailleurs dans le monde.

En France, le « directeur général » d'une grande boîte où l'on fabrique est, à peu près obligatoirement, un polytechnicien.

En Angleterre, c'est un docteur en droit.

J. PERA.

(1) « Autrefois », cela veut dire : au temps de mon expérience, il y a une quarantaine d'années, on apprenait un grand nombre de vérités, démontrées avec simplicité. Aujourd'hui les jeunes gens apprennent moins de choses, mais elles sont exposées de façon redoutablement compliquée.

Des jeunes gens qui se préparent à des professions tout à fait diverses, on les traite tous comme s'ils étaient tous de futurs... agrégés de mathématiques. Ça, aussi, c'est probablement bête.

Une solution ouvrière pour l'Algérie ?

Raymond Baranton, militant socialiste et syndicaliste, nous envoie une lettre et une résolution :

Ci-joint un texte qui explique la position minoritaire de Ayrat Clichy, Baranton Paris, Boyer Indre, Delhomme Seine-et-Oise, Lançon Alpes-Maritimes, Mancini Paris, Margerin Nord, Mouradof Marne, Patoux Nord, Pêtre Savoie, Martinenghi Paris, Roussineau Vitry, Rouzaud Ariège, etc., au dernier congrès S.F.I.O.

Il serait intéressant que vous puissiez le publier car, à notre avis, tant que Messali Hadj et les travailleurs arabes, malgaches, africains, n'ont pas nettement refusé ce point de vue, il devrait être soutenu par les syndicalistes et socialistes révolutionnaires.

La thèse de notre excellent camarade Louzon, dont j'aime la clarté, n'est pas la seule possible pour des militants révolutionnaires. La nôtre mérite d'être exposée et, au besoin, discutée et réfutée par lui.

Bien fraternellement.

BARANTON,

de la Fédération des Employés F.O.

Minoritaires au sein de l'organisation syndicale et du parti S.F.I.O., nous sommes un certain nombre à maintenir une position que nous estimons « traditionnelle » entre deux positions dites « réalistes », celle de la majorité proclamant l'Algérie française et celle d'une autre minorité acceptant l'indépendance de l'Algérie réclamée par le F.L.N.

Dans cet organe où se réfugient les derniers tenants d'une libre discussion entre militants, je pense devoir expliquer notre point de vue.

1) Le socialisme est par essence fédéraliste. Quand nos aînés parlaient de « République universelle », quand la Commune de 1871 condamnait « la centralisation despotique, inintelligente, arbitraire et onéreuse » et préconisait « l'association volontaire », quand nous chantons « l'Internationale sera le genre humain », ils n'aspiraient pas et nous n'aspirons pas à la constitution d'un gouvernement mondial centralisé et unique siégeant à New-York, à Moscou ou à Paris.

Il a toujours été entendu que chaque agglomération humaine (ethnique ou géographique) devait gérer ses propres affaires en acceptant une coordination fraternelle, un planing d'échanges sur le plan international. Le socialisme est donc de ce fait contre tout colonialisme, il a toujours réprouvé les brigandages de l'Histoire, les asservissements ou les absorptions d'un peuple par un autre.

2) Les faits sont cependant ce qu'ils ont été et, comme le poète nous sommes venus trop tard dans un monde trop vieux.

Lorsque, d'ailleurs, les gouvernants capitalistes se mêlent de vouloir redresser à leur manière des injustices millénaires, ils ne le font qu'en commettant des injustices nouvelles. Exemple : Israël. Un territoire n'a été rendu au peuple juif spolié qu'en rejetant au désert des familles arabes qui y étaient installées, bien innocentes du crime commis il y a 2.000 ans.

Il est évident que les gouvernements ne pourront rendre justice au peuple d'Algérie, à leur manière, qu'en lésant des familles européennes qui y travaillent et dont le plus grand nombre est innocent de la violence commise en 1830.

Le socialisme propose sa solution fraternelle. Malgré les injustices initiales, condamnées par lui, la réunion de peuples divers est un élément qui peut servir à la construction du socialisme universel. Son

problème n'est pas la dispersion mais la transformation de la sujétion colonialiste en une association fraternelle. Chaque fois que des peuples unis se séparent, c'est un recul de l'esprit universel, une défaite du socialisme universaliste ou, au moins, un retard apporté à sa réalisation.

3) Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est incontestable mais il ne saurait être invoqué contre le socialisme, entre socialistes, parce que le socialisme fédéraliste se place au-dessus des nationalismes grégaires, périmés et archaïques.

Cette phrase paraît renfermer une contradiction, il n'en est rien : si nous voyons un de nos frères noirs se faire un pansement avec des herbes et de la terre mouillée, nous reconnaissons qu'il est libre, qu'il est souverain, que sa vie est à lui, mais nous avons le devoir moral de le renseigner sur les antiseptiques que nous avons découverts et de lui conseiller de les préférer à son ancienne méthode.

Les échanges culturels n'ont pas d'autre but mais doivent-ils se limiter aux connaissances médicales ou scientifiques ? Toute la question est là ! Notre devoir d'assistance fraternelle envers tous les hommes ne doit-il pas s'étendre aux fruits de l'expérience, à la maturité politique que nous pensons avoir acquise ?

En présence de frères arabes ou malgaches réclamant « l'indépendance nationale » nous avons le devoir de leur dire : « l'indépendance nationale est un boniment de propagande patriotarde qui ne correspond à rien dans la réalité du monde moderne. Aucun peuple n'est indépendant. Même les deux « grands » ne le sont que très relativement puisque leur rivalité les fait rétroagir l'un sur l'autre ».

« Au point de vue social, quand nous voyons, à côté des fabuleuses richesses de la bourgeoisie, la hideuse misère physique et morale des prolétaires des pays « indépendants » de l'Amérique du Sud, comment ne pas penser qu'ils seraient mieux défendus et plus réellement indépendants s'ils faisaient partie des Etats-Unis d'Amérique et étaient incorporés au puissant syndicalisme ouvrier américain ! »

« Vous avez le droit de réclamer la souveraineté de votre pays mais nous avons le devoir de vous dire que vous faites fausse route car nous, ouvriers européens, ouvriers de tous les pays, nous aspirons à perdre cette souveraineté théorique. Le socialisme révolutionnaire veut convaincre tous les peuples qu'il est bénéfique de consentir des abandons de souveraineté, de mettre fin au bon plaisir des gouvernants de chaque pays qui ont fait tant de mal, afin d'en arriver à la fédération internationale. Nous, c'est ce que nous vous offrons ».

NOTRE CONCLUSION ? La classe ouvrière organisée doit d'abord proposer la solution prolétarienne du fédéralisme égalitaire. La souveraineté interne dans chaque pays, en Algérie, en France, à Madagascar, en Guinée, etc. Au-dessus une assemblée fédérale et un exécutif fédéral compétents seulement en politique extérieure et pour les quelques lois intéressant l'ensemble de la Fédération, chaque pays assurant la présidence fédérale à tour de rôle, une citoyenneté fédérale garantissant que l'originaire d'un des pays fédérés n'est plus un étranger dans les autres pays de la Fédération.

En ce qui nous concerne, ce n'est que lorsque nos frères Musulmans, Noirs, Jaunes, nous auront refusé cette association fraternelle que nous approuverons la monumentale « de l'indépendance ».

Raymond BARANTON.

GRÈVE TOTALE A L'E. D. F. ET AU G. D. F.

Le 16 octobre 1957, la grève du personnel de l'Electricité et de Gaz de France a infligé un sérieux démenti à la légende, née de la campagne de la grande presse adversaire des nationalisations, qui affirmait que le personnel de ces deux industries jouissait d'une situation privilégiée par rapport aux salariés des industries voisines.

En constatant le grand succès de la grève, où les cadres ont pris une large part, la population a sûrement pensé que cette unanimité dans l'action, ce sursaut de protestation n'avaient pu être imposés que par des raisons sérieuses.

A la nationalisation, en 1946, les rémunérations du personnel étaient à peu près équivalentes à celles des professions similaires du secteur industriel et commercial. Mais depuis, elles n'ont cessé de subir un décalage par rapport à l'évolution générale des salaires en France.

En mars 1951, la situation avait été un peu redressée et si le pouvoir d'achat correspondant à cette période s'était maintenu, le personnel aurait sans doute été satisfait ; mais une hausse sérieuse du coût de la vie, qui n'a cessé de croître, a provoqué un juste alignement des salaires dans toutes les industries. Les gouvernements qui se sont succédé s'opposaient systématiquement à une majoration raisonnable des traitements du personnel de l'E.D.F. et de G.D.F.

Dans la « R.P. » de mars 1957, j'ai donné un aperçu du problème des entreprises nationalisées de l'Electricité et du Gaz et j'ai indiqué que, techniquement, c'était un succès, mais qu'en ce qui concernait les traitements du personnel, c'était un désastre.

A l'appui de cette affirmation, je citais d'une part, les salaires payés dans ces deux entreprises, y compris les avantages annexes, et d'autre part ceux dont sont bénéficiaires les salariés d'autres exploitations nationalisées et des industries privées de la métallurgie. Il ressortait de ces chiffres que le personnel de l'E.D.F. et de G.D.F. avait une rémunération bien inférieure à celle des camarades des autres industries.

Action des fédérations syndicales

Quatre organisations syndicales groupent les agents de l'Electricité et de Gaz de France : C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., et U.N.C.M. ; cette dernière groupe uniquement des agents de maîtrise et des cadres et adhère à la Confédération générale des Cadres (C.G.C.). Aux trois autres organisations adhèrent des employés, des ouvriers, des agents de maîtrise et des cadres également.

Devant la pénible situation qui est faite au personnel, les quatre fédérations ont examiné ensemble le problème des salaires. Lors de la première entrevue, F.O. affirma que la revendication de sa fédération concernant le salaire binôme était toujours valable, et que c'était uniquement par souci d'aboutir rapidement à des résultats concrets qu'elle se rallierait à la formule présentée par les autres fédérations et la défendrait.

Les organisations syndicales ont présenté aux directeurs généraux les revendications formulées en commun. De nombreuses discussions ont eu lieu mais qui n'ont abouti à aucun résultat. Le fait a été signalé au ministre de tutelle, ministre de l'Industrie et du Commerce, qui a reconnu que cette situation ne pouvait durer et a préconisé la constitution immédiate d'une Commission d'étude composée des directions générales de l'E.D.F. et

de G.D.F. et des organisations syndicales, pour examiner le fond du problème : ce qu'ont systématiquement refusé les directeurs généraux.

Après quelques séances de ladite commission et sur la base de documents établis par les directions générales, les directeurs généraux des deux entreprises étaient amenés à constater un écart de salaire de 20 % par comparaison avec les secteurs des industries similaires utilisant un personnel de qualification identique. Sur la base de ces mêmes documents, les organisations syndicales chiffraient ce décalage à 30 %.

Voici la comparaison de la situation acquise à Paris, au 1^{er} janvier 1957 (en y comprenant le 13^e mois et la prime de productivité) pour le personnel de l'E.D.F. et de G.D.F. et celle de la moyenne des salaires (y compris les avantages annexes) des entreprises Renault, Pétroles, Shell, Construction Electrique, prises comme références par les directions générales parce que compétitives.

Manœuvres : Salaire mensuel de début, Electricité et Gaz : 33.180 fr.

Salaire mensuel de début dans les entreprises similaires : 41.318 fr.

Soit un écart mensuel de 8.138 fr.

Ouvriers qualifiés : Salaire mensuel de début, Electricité et Gaz : 36.705 fr.

Salaire mensuel de début dans les entreprises similaires : 54.038 fr.

Soit un écart mensuel de 17.333 fr.

Agents de maîtrise : Salaire mensuel de début, Electricité et Gaz : 52.351 fr.

Salaire mensuel de début dans les entreprises similaires : 68.257 fr.

Soit un écart mensuel de 15.906 fr.

Ingénieurs : Salaire mensuel de début, Electricité et Gaz : 68.284 fr.

Salaire mensuel de début dans les industries similaires : 98.800 fr.

Soit un écart mensuel de 30.516 fr.

Les chiffres sont éloquents. Le personnel de l'E.D.F. et de G.D.F. a de sérieuses raisons d'être mécontent.

L'accord n'ayant pu se réaliser à la Commission d'étude, le litige fut soumis d'un commun accord, en application de l'article 9 du statut national, au ministre de tutelle. L'article 9 stipule :

« En cas de divergences persistantes au sujet de la fixation du salaire national de début et des majorations résidentielles, locales et départementales, le ministre chargé de l'Electricité et du Gaz sera appelé à arbitrer le conflit né de ce désaccord ».

Le 11 octobre, le ministre fit connaître aux représentants syndicaux la sentence qu'il avait l'intention de prendre : salaire de base fixé à 22.300 francs à la dernière étape de l'étalement de l'augmentation. Le coefficient de chaque agent est appliqué sur le salaire de base.

Bien que les organisations syndicales aient considéré que le personnel n'avait pas satisfaction, elles ont cependant donné leur accord sur les éléments d'arbitrage dégagés par le ministre, ceci pour mettre fin au conflit. Le ministre, M. Ramonet, s'était engagé à les faire accepter par le comité interministériel réuni le même jour.

Mais avec stupefaction, les fédérations syndicales apprirent que le comité interministériel rejetait les solutions du ministre de tutelle.

La mesure prise par le gouvernement est inexplicable et contraire à sa politique, du fait que

les revendications présentées par les organisations syndicales n'ont pas pour objet d'augmenter les salaires en fonction de la hausse récente du coût de la vie, mais de combler le retard existant du 1^{er} janvier 1957 entre les traitements du personnel électricien et gazier et ceux payés dans les industries similaires. En outre, le relèvement de salaire accordé par la sentence arbitrale n'avait aucune incidence sur les prix de l'électricité et du gaz. Voici l'extrait d'une lettre adressée le 30 septembre 1957, par les directeurs généraux de l'E.D.F. et de G.D.F. au ministre de tutelle :

« ...Afin que les mesures qui s'imposent restent compatibles avec les possibilités financières de nos établissements nationaux dans les conditions tarifaires actuelles, nous pensons que la remise en ordre ne peut intervenir que par étapes échelonnées de manière à permettre d'absorber, grâce à l'amélioration de nos résultats, les augmentations de dépenses correspondantes. »

Le texte est clair et ne permet aucune contestation.

Le refus du gouvernement de faire droit aux légitimes revendications du personnel, a imposé aux organisations syndicales de réagir vigoureusement. Les Commissions exécutives des fédérations ont décidé une grève totale de 24 heures du personnel de toutes catégories et de tous grades, le 16 octobre.

Les quatre organisations syndicales ont établi en commun des instructions précises aux agents de tous services. Des consignes particulières ont été données aux services de production, de transport et de distribution d'électricité, au dispatching, aux services de production de gaz, ainsi que pour la reprise du service fixée au 16 octobre à 17 heures. Elles ont été appliquées avec discipline.

Les organisations syndicales ont informé les directeurs généraux des instructions données au personnel, et donné l'assurance que les hôpitaux de Paris et de province seraient alimentés en courant électrique et en gaz.

L'unanimité dans l'arrêt du travail a été telle que l'on n'a jamais vu en France, dans les industries de l'électricité et du gaz, une grève de cette envergure. La grève a paralysé l'économie du pays. C'est dire combien le mécontentement du personnel est profond. Ce personnel est bien décidé à ne plus permettre la détérioration de son salaire.

Le gouvernement précédent avait commis une faute grave en rejetant la sentence arbitrale du ministre Ramonet. Il faut espérer que le nouveau ministre, tenant compte du sévère avertissement donné, mettra fin à cette injustice. Dans le cas contraire, le personnel de l'Electricité et de Gaz de France riposterait sûrement avec la même unanimité par un arrêt de travail de plus longue durée.

Incidents

La presse a monté en épingle des incidents qui se sont produits dans trois maisons où fonctionnent des couveuses pour bébés. Dans tous les départements, les centres de distribution d'électricité et de gaz avaient, la veille, informé tous les abonnés principaux que des coupures surviendraient le lendemain 16 octobre, de 6 à 17 heures.

Il arrive que le manque de courant soit dû à une autre cause qu'à une grève des électriciens. Il peut se produire que, par suite d'un violent orage par exemple, une localité soit momentanément privée d'électricité. Il peut y avoir manque de courant pour des causes d'accidents techniques. Le fait s'est produit il y a trois ans environ : toute une région avait été privée d'électricité pendant un temps assez long. Les hôpitaux, cliniques et maternités n'ont pas déploré d'accident, probablement parce que leurs groupes élec-

troènes — dont ils doivent obligatoirement être pourvus pour suppléer au courant électrique au cas où ce dernier serait défaillant — ont fonctionné.

Si des établissements où fonctionnent des couveuses ont manqué de courant électrique, les chefs de ces établissements devaient s'adresser directement au service d'électricité. Le service de sécurité aurait immédiatement fait le nécessaire pour rétablir le courant. En s'adressant aux autorités régionales, et avec l'encombrement des lignes téléphoniques, on courait le risque d'aviser le service de sécurité avec retard.

A Paris, la Santé publique a informé la fédération F.O. du manque de courant à la Maison de santé Dubois, rue du Faubourg Saint-Denis, et dans une maison de maternité, boulevard de Port-Royal. Quelques minutes plus tard, le courant était rétabli dans ces établissements.

A Argentan, on déplore malheureusement le décès d'un bébé nouveau-né, qui, en raison de sa déficience, avait été placé dans une couveuse. Certains quotidiens ont présenté les faits de telle façon que les grévistes semblaient devoir porter la responsabilité de ce malheur. Mais le véritable responsable n'est-il pas le gouvernement qui a rejeté la sentence arbitrale du ministre de tutelle ?

Cet accident aurait-il pu être évité ? Je n'hésite pas à affirmer que oui. Et ceci, d'après les renseignements adressés par le secrétaire du syndicat d'Argentan à sa fédération. En voici des extraits :

« Mardi 15 octobre, vers 17 h. 30, le gardien de service de la sous-station informe téléphoniquement les abonnés principaux, y compris l'établissement d'Argentan, de coupures possibles le lendemain 16 octobre entre 6 heures et 17 heures.

« Cet avis fut doublé le même jour par le Centre de Laigle. L'établissement fut donc avisé deux fois, le mardi 15 octobre, des coupures du mercredi.

Par conséquent, le mercredi 16, à 6 heures, ou 6 h. 30, le chef de l'établissement aurait dû s'assurer que le courant électrique fonctionnait à seule fin de demander au plus tôt, dans le cas contraire, le rétablissement du courant.

« 8 h. 30 : je rentre chez moi et, profitant de cette demi-liberté — il était à la disposition du service de sécurité — je prévient ma femme que je me rends chez le coiffeur.

« 9 h. 15 environ : sur le point de sortir de chez le coiffeur, ma femme me fait prévenir que le centre de Laigle me demande au téléphone. Je rentre chez moi aussitôt. J'y trouve mon ingénieur qui déjà demandait le centre de Laigle. La ligne téléphonique n'était pas libre. Nous renouvelons l'appel. et à 9 h. 35 environ, nous obtenons les services du centre qui nous avisent de renvoyer d'urgence du courant à l'établissement d'Argentan, pour alimenter les couveuses recevant des nouveau-nés déficients.

« 9 h. 45 : le poste d'Aube nous renvoie du 30 kw. à la sous-station d'Argentan où tous les départs 15 kw. étaient restés en position de « marche ». Nous faisons couper ceux-ci, sauf ceux qui alimentent l'établissement d'Argentan ».

Il ressort donc de ces explications que les électriciens d'Argentan, dès qu'ils ont été avisés, ont fait le nécessaire pour fournir du courant électrique. La lettre du secrétaire du syndicat se termine ainsi :

« Sous les réserves expresses que mes renseignements soient exacts, je suppose que l'établissement d'Argentan n'a pas pu avoir le siège du dis-

trict au téléphone au moment de son premier appel, mercredi matin. Cet établissement aurait ensuite dirigé ses appels téléphoniques sur la Préfecture qui aurait alerté le centre de Laigle qui, à son tour, nous a mis au courant de la situation de l'établissement et nous a renvoyé du courant à 9 h. 45. »

« De toute évidence, il est un fait certain : c'est que l'établissement n'a délégué personne, ni au siège du district, ni chez moi, ni chez l'ingénieur pour signaler son cas d'urgence, ce qui, à mon avis, aurait pu faire gagner un peu de temps sur l'heure de remise de tension.

« De plus, je signale que l'établissement d'Argentan ne possède pas d'alimentation de secours en électricité. »

Les précisions contenues dans cette lettre démontrent bien que ce malheur n'incombe pas aux électriciens. La dernière phrase situe nettement la responsabilité. En outre, il est démontré que le manque de courant s'est produit vers 6 heures du matin, et que le district d'Argentan n'a été avisé de l'urgence d'envoi du courant à cet établissement qu'à 9 h. 35.

Les arguments développés démontrent que les organisations syndicales ont pris toutes mesures pour assurer la sécurité et éviter tout incident.

Etatisation

Depuis la nationalisation de l'électricité et du gaz, les organisations syndicales protestent contre la politique suivie par les gouvernements qui se sont succédé depuis 1946, politique qui tend à empêcher toute indépendance de l'E.D.F. et de G.D.F. envers l'Etat.

Le gouvernement possède six représentants dans chacun des deux conseils d'administration ; il peut donc faire entendre sa voix, mais devrait se cantonner dans le rôle de contrôle prévu par la loi. Ce n'est pas le cas. Il lui arrive de donner des instructions aux directeurs généraux et de prendre même des décisions concernant la gestion des deux entreprises.

Les organisations syndicales estiment que l'E.D.F. et le G.D.F. sont des entreprises industrielles et commerciales ; les conseils d'administration doivent en assurer la gestion suivant les intérêts de l'entreprise et des usagers. C'est aussi pour définir ces principes que le personnel s'est mis en grève. Voici des faits qui démontrent la prévision du gouvernement à étatiser ces deux services publics :

L'Etat a imposé au Gaz de France l'achat de gaz des usines des cokeries de l'Est, alors que dans son usine d'Alfortville, de construction récente, il aurait produit ce gaz à un prix de revient inférieur à celui payé aux usines de Lorraine.

Le gouvernement a imposé une baisse autoritaire du gaz de 20 % à Paris et de 10 % en province pour éviter l'augmentation de l'indice des 273 articles.

Le gouvernement a pris la décision d'instituer une taxe sur les compteurs électriques pour compenser la suppression des dix milliards d'investissement que l'Etat avait promis. Cette décision a été communiquée au Conseil d'administration le jour de la parution de l'arrêté au « Journal officiel ».

Le 11 octobre, le gouvernement a interdit au ministre de rendre un arbitrage cependant prévu par le statut national pour régler les conflits, alors que ce statut est signé par le président du Conseil.

Clément DELSOL.

Les raisons d'un refus

Pourquoi je n'ai pas voté la résolution de la C.E. confédérale Force Ouvrière.

Cet article avait été transmis le 28 septembre à la rédaction de Force Ouvrière pour paraître en « Tribune Libre ». Il n'a pas été inséré ; au contraire une résolution de la C.E. de l'U.D. de la Loire ayant été amputée des paragraphes préconisant l'action revendicative, j'estime que la démocratie syndicale exige que la liberté d'expression ne soit pas étouffée et c'est dans ces conditions que je transmets ce papier à la R.P.

Pourquoi encore une fois n'ai-je pas voté la résolution présentée pour conclure les délibérations de la C.E. Confédérale du 24 septembre ?

Parce qu'à une analyse de la situation que fréquemment je partage, rarement est tirée la conclusion conséquente.

En l'occurrence, des déclarations des représentants de l'ensemble des fédérations faites le 24 septembre il découlait qu'aucune n'admettait le projet d'accord social tel qu'il était présenté par le gouvernement et que presque toutes étaient convaincues que dans la conjoncture actuelle la suspension des revendications de salaires ne pouvait être admise en échange de mesures sociales dont la réalisation était plus qu'illusoire.

En conclusion de ce tour d'horizon on pouvait escompter sinon la décision de directives précises d'action, au moins une nette prise de position face à « l'attrape nigauds » présenté. Au contraire il fut suggéré à la C.E. de renvoyer la prise de position à plus tard ; d'une part, afin que le C.C.N., qui se réunit à la mi-octobre, ne soit pas placé devant le fait accompli ; d'autre part, que dans l'intérêt du pays ne soient pas gênées les tractations en cours, d'un emprunt étranger qui pourrait améliorer la balance extérieure — actuellement catastrophique — de la France.

N'est-ce pas une curieuse conception de la démocratie syndicale que de renvoyer à plus tard une prise de position pour une question de forme, alors que l'organisme exécutif de la confédération a en mains toutes les données pour en décider ?

Le syndicalisme ouvrier doit-il être le garde-malade d'un régime capitaliste décadent qui s'enfonce dans ses contradictions ? Ne serait-ce pas au contraire l'intérêt de la classe ouvrière de le pousser dans ses retranchements, contrant tous les palliatifs qui ne font que masquer les véritables solutions économiques et hypothéquer un peu plus l'avenir ?

Comme je l'ai déclaré lors de la Commission Exécutive, alors qu'on sait bien que les réformes de structures économiques et fiscales qu'on préconise ne seront pas présentement prises en considération, une attitude d'attente risque d'avoir pour seules conséquences :

1) de freiner l'action revendicative des travailleurs, au moment où leur pouvoir d'achat « fiche le camp », en leur laissant supposer que quelque chose de valable peut sortir de ces tractations avec le gouvernement ;

2) de donner des arguments supplémentaires aux patrons pour repousser les discussions paritaires ; (la place nous manque pour reproduire, à l'appui de cette affirmation, une lettre de la Chambre patronale de la Métallurgie. — N.d.l.R.) ;

3) de donner finalement toute satisfaction au gouvernement qui ne cherche qu'à gagner du temps pour durer et pour cela à mettre les revendications ouvrières en veilleuse.

Tony PEYRE.

A propos de l'anticolonialisme américain

« Le Crapouillot » reste pour moi une lecture rafraîchissante que l'on savoure lorsqu'on a l'esprit desséché par le simoun des slogans. Aussi ma déception est-elle grande lorsque j'y trouve — très rarement — trace du conformisme banal. Surtout lorsque le cliché conformiste est abondamment utilisé par les conservateurs les plus bornés, les réactionnaires les plus virulents.

Le numéro du « Petit Crapouillot » d'avril 1957, en une note très brève, s'inspire en effet du parti pris « anti-américain », pour dénoncer « l'hypocrisie » des Américains qui osent s'élever contre le colonialisme, alors qu'ils descendent de la pire espèce de colons... de ceux qui ont exterminé outre-Atlantique les indigènes indiens.

Même si le reproche était totalement justifié, on comprend mal qu'il soit adressé à ceux qui en Amérique et dans le monde entier condamnent le colonialisme actuel, ou plutôt on comprend bien pourquoi certains s'efforcent de déprécier un mouvement d'opinion contre les survivances du colonialisme franco-anglais.

Galtier-Boissière et l'équipe du « Crapouillot » ne sont certainement pas de ceux-là. Ce qu'ils détestent dans le système américain, ce n'est certainement pas le peuple américain, c'est l'appâté du capitalisme, l'intolérance des communautés religieuses, l'écrasement de l'homme sous les machines techniques, politiques ou confessionnelles, surtout le racisme.

Ce sont là des fléaux européens qui se sont développés sur terrain vierge, en Amérique, avec une puissance d'autant plus lourde qu'elle était multipliée par les deux facteurs essentiels de tous les processus américains : l'étendue et la vitesse. Mais « l'antithèse » grandit aussi rapidement et c'est lorsqu'elle devient efficace que les réactionnaires européens cherchent dans « l'envers de la civilisation américaine » des alibis et des justifications.

J'ai pu, par exemple, observer sur place la lutte tenace à formes multiples menée par les syndicalistes américains contre la « discrimination raciale ». Je n'étais pas tellement fier en comparant les succès obtenus là-bas avec l'insuffisance méprisable de l'effort mené par les militants ouvriers d'Angleterre et de France contre l'exploitation des peuples d'Afrique et d'Asie colonisés par nos deux nations.

Il est vrai que les Indiens de l'Amérique du Nord ont été en partie liquidés par les Blancs, sans être soumis à l'exploitation et à l'extermination systématiques comme les Indiens de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud des premières colonies espagnoles. Ce qui n'est pas une circonstance atténuante. Ce qui veut dire tout simplement que le massacre dans le Nord fut le résultat de guerres menées aussi féroce ment des deux côtés.

La France et l'Angleterre en furent les premières responsables. Elles utilisèrent les Indiens comme troupes de choc et profitèrent des conflits entre les tribus. L'Amérique, au contraire, revendique l'héritage du Quaker William Penn, fondateur de la Pensylvanie, célébré par Voltaire pour avoir conclu avec les Indiens un « traité qui ne fut ni juré, ni violé ».

Après l'indépendance des Etats-Unis, la marche vers l'Ouest obligea les tribus indiennes à une longue retraite coupée de sanglantes rencontres. C'est ainsi que les « Natetex » chantés par Chateaubriand passèrent au delà du Mississippi. Mais la grande majorité des pionniers étaient des immigrants européens, chassés de leur pays d'origine par les persécutions et la misère. Ce n'est pas la « nation américaine » politiquement constituée qui semble directement responsable des massacres d'Indiens. Bien au contraire, on pourrait reconnaître que lorsque l'Etat fédéral eut acquis

une autorité réelle, après la guerre de Sécession, il s'efforça de sauver les survivants indiens.

Encore une fois, il ne s'agit pas d'excuser mais d'expliquer. Il s'agit surtout d'éviter la confusion entre deux phénomènes historiques nettement distincts.

Le colonialisme, tel qu'il s'est développé depuis la fin du XIX^e siècle était l'effet normal, selon tous les écrivains socialistes, de la volonté des capitalistes anglais et français de dominer le marché mondial par l'accaparement des sources de matières premières, l'utilisation d'une main-d'œuvre à vil prix, l'ouverture de nouveaux débouchés.

La colonisation de l'Amérique fut sans doute une conséquence du capitalisme européen. Mais si l'exportation des capitaux européens favorisa l'ascension des profits, l'émigration des hommes alléga « l'armée de réserve » constituée par le chômage endémique et donc favorisa la lutte ouvrière, en Angleterre principalement.

Sur un sol presque totalement vierge, il a fallu précipiter les étapes, atteindre en quelques années ce qui s'était accompli dans l'Ancien Monde en quelques millénaires.

La liquidation des Indiens n'est qu'un des aspects du passage d'une économie basée essentiellement sur la chasse à une économie agricole, c'est le conflit irréductible entre l'interminable piste du chasseur et l'arpent, limité par définition, de l'agriculteur (1).

Il suffit d'ailleurs pour apprécier la dissemblance entre les deux phénomènes de calculer le rapport numérique entre la population européenne et la population indigène, dans l'Inde, l'Indochine ou l'Algérie, et d'autre part de réfléchir sur le fait que l'on évalue à deux millions d'individus la population primitive du territoire des Etats-Unis peuplé aujourd'hui de plus de 150 millions d'habitants, avec une faible densité moyenne de population.

On aurait le droit de flétrir l'hypocrisie des Américains s'ils jetaient un voile pudique sur les épaisses macules de leur passé et de leur présent. Faut-il rappeler que ce sont des écrivains américains qui ont dénoncé les premiers les atrocités de la guerre contre les Indiens et de la persécution des Noirs, que ce sont d'admirables films américains qui ont vulgarisé cette épuration historique.

Ce qui au contraire permettrait de juger la sincérité anticolonialiste des Américains, ce serait leur attitude à l'égard des peuples qu'ils ont colonisés politiquement (2) depuis l'extraordinaire développement de leur capitalisme. Deux tests : les Philippines et Porto-Rico...

Il leur faudrait quelque cynisme ou quelque inconscience pour estimer purement favorable le bilan de cette colonisation. Mais ils ont parfaitement le droit d'exiger l'examen contradictoire de la politique qu'ils mènent depuis vingt ans dans leurs anciennes colonies. La comparaison avec la politique algérienne de la France nous vaudrait encore une leçon d'humilité. — R. H.

(1) Il est intéressant de constater que c'est la thèse soutenue par Tocqueville dans son livre prophétique : *La Démocratie américaine*.

(2) On parle beaucoup de « colonisation économique ». Le terme prête à confusion. Il y a colonisation lorsque la puissance politique intervient pour imposer l'exploitation économique. L'industrialisation a un autre caractère. Qu'elle provoque la lutte des classes, c'est fatal et salutaire. Mais dans le cas d'une colonisation politique, les colonisés subissent une contrainte politique qui exclut toute action de classe.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Un mois d'action (ou d'agitation)

Il fallait bien s'attendre, en octobre, mois de rentrée générale où tous les problèmes se posent à la fois, il fallait bien s'attendre à l'explosion ouvrière. Aucune argutie ne prévaut contre le fait : le salaire réel a baissé depuis un an. Beaucoup de travailleurs sont engagés dans des dépenses fixes (ou même en croissance) pour un petit « équipement » de base — c'est leur forme d'investissement à eux ; ne serait-ce que ceux qui, nouvellement logés, ont un lourd loyer à payer. Or, les dépenses pour les besoins élémentaires se sont accrues et continuent de s'accroître de façon très sensible. Ça ne peut plus aller. Que l'homme ne vive pas seulement de pain, cela n'arrange pas les choses. Si la consommation incompressible s'accroît en prix, faudra-t-il se résoudre à rogner des dépenses devenues nécessaires, c'est-à-dire faudra-t-il réduire son niveau de vie et retomber au-dessous de la « ligne de pauvreté » que l'on avait eu tant de mal à franchir ? Les ouvriers ne peuvent accepter cela.

On peut même s'étonner que leur révolte ne s'exprime pas encore avec plus de violence. C'est que, sur le marché du travail, la situation n'est pas si mauvaise ; il y a non seulement « plein emploi », mais sur-emploi. Les heures supplémentaires sont devenues chose normale, admise, et même, hélas ! désirée. L'ouvrier « se défend » ainsi, ou il croit se défendre.

Voici une preuve nouvelle que la « durée légale du travail » est purement et simplement lettre morte : à Scint-Nazaire, les recommandations du médiateur portaient sur une augmentation uniforme de 8 francs de l'heure, soit, ajoutait-il, 1.600 francs par mois. Ce qui frappé d'abord, bien sûr, c'est la maigreur de cette aumône (proposer une augmentation mensuelle qui représente une petite journée de manœuvre !) ; mais l'on voit aussi que le médiateur entérine les 200 heures par mois. Voilà la véritable durée normale du travail !

Saint-Nazaire et Nantes conservent leur place à l'avant-garde du mouvement. C'est par là qu'il faut regarder pour comprendre (ou pour essayer de comprendre). C'est là que l'unité d'action fonctionne. C'est là que nous retrouvons le mieux toutes les formes classiques de la lutte ouvrière, avec, hélas ! la tache de sang ineffaçable que laissent souvent ces explosions ouvrières. C'est là aussi où nous pouvons voir encore que les meilleures choses ne se présentent jamais à l'état pur et qu'il s'y mêle une gangue que les syndicalistes ne parviennent pas à éliminer. On en parlera ici et ailleurs. Contentons-nous, en manière de conclusion provisoire, de citer ces paroles de notre camarade Hébert, au meeting de Nantes du 25 octobre : « L'expérience exaltante que nous menons commence à gêner fortement le patronat et le gouvernement. Ils craignent la contagion de notre mouvement et sont décidés à le briser. »

Que la réserve et la prudence soient de rigueur, non à l'égard de l'action ouvrière, mais à l'encontre de l'agitation stalinienne qui l'utilise et l'exploite, nous en sommes bien d'accord. Mais ce n'est certes pas une raison pour faire nôtre l'argument de Bothereau dans son communiqué au lendemain de la journée du 25 octobre, argument qui peut se résumer à ceci : on ne fait pas grève quand il n'y a pas de gouvernement en place. Etrange conception de la lutte syndicale !

Derrière tout cela, derrière les difficultés du pouvoir, comme cause principale de l'inflation (et il ne s'agit pas « d'inflation salariale » !), il y a — personne n'en doute — l'Algérie. Le poids du problème algérien pèse sur tout et sur nous-mêmes. Il

nous touche déjà de près sous son aspect le plus tragique et le plus sordide.

Ahmed Bekkhat assassiné ! !

Au moment où nous écrivons ce papier, nous venons d'apprendre l'assassinat d'Ahmed Bekkhat, secrétaire général de la fédération française de l'U.S. T.A. (Union des Syndicats de Travailleurs Algériens). Nous avons rendu compte ici du congrès de cette organisation. Le hasard a voulu que le signataire de ces lignes rencontre, dans les jours qui ont précédé sa mort, le camarade Ahmed Bekkhat : ces quelques contacts ont été suffisants pour que je sois profondément affecté par cette disparition brutale, mais que l'on ne peut pas dire inattendue, la menace rôdant autour de lui depuis au moins plusieurs semaines. Quelle menace ? Il faut bien le dire : celle d'un gangstérisme impitoyable dont il n'est pas si facile de trouver la tête, mais qui porte incontestablement sa marque de fabrique et qui salit aujourd'hui, qui contamine et qui pourrait les causes les plus belles.

Pauvre vieux Bekkhat ! C'était un grand jeune homme — il avait vingt-sept ans ! — plein d'intelligence, de culture et d'un optimisme naturel qui n'est sans doute pas pour rien dans sa perte. A cela s'adjoignait une connaissance très sérieuse du mouvement : Bekkhat connaissait ses usines et les ouvriers algériens qui y travaillaient ; c'était un remarquable secrétaire syndical. Ils l'ont tué...

Qui « ils » ? Disons seulement : les salauds qui grouillent sur les terres les plus fertiles en dévouement et en idéalisme. Ici, nous sommes évidemment complètement libres par rapport à tous les mouvements nationalistes algériens. Mais je puis dire quand même que Ahmed Bekkhat était un camarade et que ce camarade syndicaliste a été honteusement assassiné.

Ni bourreaux, ni victimes, a dit Camus. Ce n'est pas tellement facile. Pas facile déjà d'être absolument certain de ne pas se faire, involontairement et de très loin, les complices des bourreaux ; beaucoup moins facile encore de ne pas être des victimes. Bekkhat y a échoué. Faudra-t-il qu'encore une fois les salauds soient triomphants ? Nous refusons néanmoins de désespérer et l'optimisme inébranlable du jeune Bekkhat nous soutiendra envers et contre tout.

Je ne puis mieux faire, pour conclure ce paragraphe que j'écris sous le coup d'une émotion récente, que de citer ce qu'écrivait ici même le camarade Lapeyre :

« Ainsi était rigoureusement officialisée (par la C.I.S.L.) une organisation n'ayant de syndical que le nom, mais présentant le grand mérite de connaître la manière de se faire respecter et craindre... afin de rester le seul interlocuteur valable. »

Notre assemblée générale du 12 octobre

Guilloré présente, comme il est maintenant de coutume chez nous, un « petit rapport moral ». Il râtche la situation de notre Union à celle de la classe ouvrière en cet automne 57. Après avoir rappelé notre activité dans l'enseignement et retracé le travail de préparation des brochures en instance, il aborde la question principale de cette réunion : celle de l'unité syndicale.

Sur ce point, il est quant à lui partisan de « jouer le jeu », c'est-à-dire d'être sans arrière-pensée pour l'unité syndicale et de démasquer les faux unitaires sur le terrain même où ils affectent d'être les plus forts. C'est pourquoi il faut soutenir la motion de Forestier-Lapeyre-Pastre.

Guilloré conclut sur le thème : syndicalisme de

masse et syndicalisme d'affinité. Les deux termes ne sont pas contradictoires. Il faut se battre avec la masse, mais le « petit groupe » est nécessaire pour se défendre d'une solitude décourageante, pour faire revivre les vraies valeurs du syndicalisme, pour qu'elles ne quittent jamais l'avant-scène. Avec la masse, même dans un syndicat unique si les garanties élémentaires de démocratie et de pensée libre y sont reconnues, mais aussi avec le groupe d'affinité où l'on se retrouve entre copains pour étudier et mieux combattre.

Cette position devait être assez vivement combattue par plusieurs camarades ; par Lazarevitch qui s'oppose à la déclaration Forestier-Lapeyre-Pastre qui tend à l'unité des hiérarchies syndicales. Pour lui il n'y a qu'un seul facteur réaliste : la lutte revendicative quotidienne où jouent les vrais rapports de forces. Le pluralisme syndical, dit-il, est infiniment préférable à l'unité syndicale qui a déjà failli être mortelle et qui le redeviendrait. La négation aussi est constructive. Au lieu de s'enliser dans le réformisme ou dans les illusions cogestionnaires, il faut faire un centre d'éducation syndicaliste ; au lieu de se mettre à la remorque des mouvements nationalistes algériens, il faut faire vivre un cercle de travailleurs algériens. Il faut aussi réunir et aider pratiquement les travailleurs étrangers.

Mercier constate que nous sommes beaucoup plus des observateurs que des participants et des animateurs. L'unité syndicale ne serait qu'une mystification. Il n'est pas vrai qu'il y ait une véritable majorité ouvrière à la C.G.T. Il ne faut pas cesser de dénoncer celle-ci comme la succursale du P.C. Une seule manière de la combattre : s'atteler au concret. La société se modifie sous nos yeux ; la classe ouvrière doit jouer son rôle dans cette transformation. Ce n'est pas, pour lui, faire du réformisme que de proposer des solutions ouvrières à des problèmes comme ceux de la réforme fiscale, de la construction ou de la cogestion.

Barton pense aussi qu'il faut refuser l'unité avec la C.G.T. Celle-ci n'organise pas la majorité de la classe ouvrière. Nous sommes contre les appareils séparés de la classe ouvrière. Un unique problème : organiser les ouvriers là où ils sont, par une libre confrontation des opinions sur le lieu même du travail. Nous devons être animés par un esprit purement pragmatique. Il nous faut étudier toutes les techniques de l'action ouvrière, en particulier celles du syndicalisme américain, trop méconnu ; nous y trouverons les éléments d'un contrôle ouvrier.

Le Bras constate également qu'il y a peu de syndiqués dans les organisations syndicales. C'est l'esprit d'Amiens qu'il faut opposer aux appareils. La rareté de la main-d'œuvre donne pour le moment un avantage à la classe ouvrière.

Hirzel (du Cercle Ouvrier Renault) dit que nous n'exprimons pas les vrais besoins, les vraies préoccupations des ouvriers sur le tas. Ceux-ci se désintéressent de plus en plus des syndicats. Ils sont, dans leur majorité, en dehors des organisations officielles et ils s'opposent de plus en plus à leur politique de hiérarchisation. Il s'appuie sur une série d'enquêtes menées par son groupe chez Renault. Il montre par des exemples comment l'action tenace d'un petit groupe traduit bien davantage les aspirations ouvrières. Le rôle de l'Union des syndicalistes doit être d'animer des groupes de camarades qui, par leur contact réel avec les ouvriers, expriment avant tout les idées des ouvriers.

Fucier, lui aussi, nous met en garde contre la duperie d'une nouvelle unité syndicale.

Martin (de Paris-Chèques postaux) a repris pour son compte le texte Forestier-Lapeyre-Pastre. Il faut crier haro sur les « hiérarchies ». La revendication d'une augmentation uniforme répond actuellement aux désirs des travailleurs et bat en brèche les manœuvres des appareils. L'Union des syndicalistes doit

aider les militants, et surtout les jeunes, dans cette tâche d'actualité.

Riguidel soutient la façon « adroite » de prendre position sur l'unité syndicale. Il faut dire aux travailleurs que nous côtoyons que l'union est possible dans le temps, mais après la libération des syndicats, tâche préalable à accomplir. Nous ne devons pas verser dans une sorte d'anti-communisme « officiel ». Il ne reste que 500 terrassiers syndiqués, mais ils sont à la C.G.T., organisation, disent-ils, « qui nous défend le mieux ». Nous devons tenir compte de cet état d'esprit. Quant à notre programme, il semble que nous n'avons jusqu'ici défendu qu'un syndicalisme incomplet : au syndicalisme des producteurs il faut adjoindre celui des consommateurs. Nous devons, malgré ses faiblesses, soutenir le mouvement coopératif et faire de l'action directe aux Halles et sur les marchés.

Thersant, en s'appuyant sur ses expériences, estime en fin de compte que la seule proposition pratique à dégager du débat est celle qui a été faite au début : se prononcer pour une organisation syndicale unique, mais faire vivre des groupes d'affinité, ce terme devant être davantage précisé.

En conclusion de cette longue discussion qui ne nous a pas permis d'épuiser l'ordre du jour, il est décidé de tenir une assemblée générale prochaine où la parole serait donnée à Hirzel qui, en s'appuyant sur le travail de son groupe chez Renault, nous éclairerait sur la situation réelle des ouvriers à l'usine, et surtout sur leur état d'esprit actuel, sur leurs aspirations d'aujourd'hui, à seule fin que nous cessions de défendre, selon lui, des idées mortes.

Assemblée générale

Le samedi 16 novembre 1957, au local du 79, rue Saint-Denis, premier étage (métro : Châtelet).

ORDRE DU JOUR :

1. Les liaisons internationales de l'Union des syndicalistes (rapporteur Mercier).

2. Situation, mentalité, aspirations et formes d'organisation de la classe ouvrière sur la base d'expériences pratiques actuelles. (rapporteur : Hirzel, du Cercle Ouvrier Renault).

3. Questions diverses.

NOTA. — Le premier point n'a pu être traité dans notre dernière assemblée générale. C'est pourquoi nous lui donnons cette fois la première place. Il s'agira surtout d'une brève information.

Situation financière de l'Union

En caisse au 10 octobre 1957 :	
Espèces	18.257
C. C. P.	16.405
	34.662
Répartition de cette encaisse :	
Pour les brochures	17.300
Pour la solidarité	2.400
Pour le local	4.000
Pour les divers	10.962
	34.662

NOTA. — Il a été dépensé 5.000 francs pour la solidarité (dont 4.000 pour les camarades hongrois et 1.000 pour les malgaches).

Ce compte rendu financier est communiqué par le camarade trésorier Robert Marcheti, 1, rue Dulaure, Paris XX^e. - C.C.P. Paris 7473-08.

Nous rappelons que la carte de l'Union coûte 200 francs et qu'elle comporte six cases destinées à recevoir chacune un cachet pour chaque versement de 200 francs.

R. GUILLORÉ.

Notes d'Economie et de Politique

LACOSTE LE TORTIONNAIRE

J'espère que tous les lecteurs de la « R.P. », et notamment ceux d'entre eux qui sont instituteurs ou institutrices, auront lu dans l'Express du 27 septembre le récit des tortures que les subordonnés de M. Lacoste firent subir à Léone Mezurat, française, institutrice en Algérie.

« Ils se sont emparés de moi. Ils m'ont attachée ; ils ont pris ma robe de chambre dans mes bagages, ils m'ont lié les mains l'une à l'autre. Ils m'ont mis un pôle électrique au pouce gauche et j'avais les bras liés avec une grosse corde. Ils m'ont assise par terre, puis ils ont passé une barre de fer sur le bras, sous les cuisses et sur l'autre bras. Il est impossible de faire un geste dans cette position. Il y avait deux soldats qui tenaient la barre de fer de chaque côté et un autre qui avait ses pieds dans mon dos. Des soldats français de la métropole. Le lieutenant qui m'a interrogée est même Parisien, un rappelé. »

« Au début, ils mettent le courant par pressions successives. J'avais une borne au pouce gauche, l'autre à l'oreille gauche. Ça donne des coups inouïs dans la tête. (Il y avait encore la marque quand j'ai été voir l'Inspecteur d'Académie). La cicatrice est restée. Là, ils m'ont mis le courant par chocs successifs. Par moment, ils arrêtaient et disaient « Maintenant, tu vas parler ». C'était pour me faire peur sans doute.

Je disais : « Mais je n'ai rien à dire. Je ne peux rien dire ! » Et puis ça a duré tout un moment. Je ne peux pas évaluer.

Ensuite, quand ils ont vu que je ne parlerais pas, ils m'ont mis le courant continu. Je ne voudrais pas que ça arrive à quelqu'un d'autre. Ils laissent le circuit jusqu'à l'étouffement, on ne peut pas avaler sa salive. On a la figure qui enfle énormément et qui est pleine de tics. Ça vous paralyse. J'ai voulu parler et j'ai eu la langue coupée par mes dents. On dirait qu'on a la tête détachée au ras du cou, c'est pour ça, je crois, qu'on appelle la torture électrique « le tourniquet ». Comme si vous aviez la tête liée à un lampadaire qui tournerait à une vitesse incroyable. Vous ne pouvez pas avaler votre salive ni parler.

La seule chose que j'entendais, c'était mon cœur et je me disais : « Pourvu qu'il s'arrête ! » Tout ce que je souhaitais, c'est qu'il s'arrête. Je me rends compte qu'ils me laissaient le courant jusqu'à la limite et même quelquefois plus loin. Il est arrivé que je me sois évanouie. De ça, je suis sûre.

Ça a duré à peu près trois heures. A ce moment-là, j'étais complètement éffondrée. Et j'entendais qu'ils me disaient : « Et ta clique, et ta clique, dis-nous seulement un nom ! À qui as-tu remis les documents ? Un seul nom à Paris ! »

Je n'arrivais même plus à parler. Après, ils m'ont un peu laissée. »

« Ils ont continué le courant continu. Je pense que je me suis évanouie trois ou quatre fois. Ils me relevaient, me redressaient. Pendant le deuxième temps, je bavais une salive très curieuse. Ce n'était pas liquide, c'étaient des grains de sable. La bouche emplie de grains de sable et j'ai vu que ça sortait rouge. Ça tombait sur ma robe. »

« Puis ils ont torturé devant moi un vieil homme. Ils l'ont fait mettre tout nu et ils l'ont torturé aux jambes et à la verge. Ils l'ont interrogé en arabe. Un vieux musulman.

J'ai fini par perdre connaissance. Le lendemain à 11 heures, je vivais encore. »

« Le soir à dix heures, le soldat qui m'avait prêté la couverture est venu la rechercher, ainsi que le lit. Je me suis retrouvée sur le ciment. Pendant cinq jours. Il y avait deux femmes musulmanes enfermées avec moi ; elles avaient été torturées aussi. Je ne sais pas quand elles étaient arrivées, je ne m'en suis pas aperçue. Elles m'ont dit que j'avais les mains recroquevillées au début comme des pattes d'oiseau. Il paraît que ça fait toujours ça. J'avais froid, elles se sont occupées de moi, m'ont serré dans leurs voiles. Un soldat a dit à l'une d'elles devant moi : « Et tâche de tenir ta langue parce que tu as un fils de deux ans et demi. Si tu commences à dire ce qui s'est passé, on ira le chercher et on le torturera devant toi ». Elle a répondu : « Inch' Allah ».

« Pendant cinq jours, je suis restée là, près de la chambre des tortures. J'ai beaucoup souffert de mon interrogatoire, mais le plus pénible c'étaient les cris de ceux qu'on torturait. Encore maintenant, la nuit, je ne peux pas dormir, je me réveille, j'entends ces cris. Toutes les nuits et même le jour on entendait ces hurlements. C'était atroce. Encore aujourd'hui je souffre plus de ces cris que de mon propre interrogatoire. »

« Ils m'ont dit de rejoindre Chréa et d'obéir, « car les trous sont encore prêts dans la montagne ». Puis ils m'ont relâchée et encore menacée de me déporter dans un bordel du Sud où il y a des centaines, « beaucoup d'autres comme toi ! »

Ensuite, ils ont ajouté : « Si tu tentes de rejoindre Maison-Blanche (1), ton signalement est donné partout à Alger, on te descendra. Si tu te fais soigner, ou si tu vas voir un médecin, on te descendra. »

Ces déclarations, qui n'ont été publiées qu'après l'approbation du syndicat national des instituteurs, n'ont fait l'objet d'aucunes poursuites, ni contre le journal, ni contre l'auteur, et elles n'ont même donné lieu, que je sache, à aucun démenti.

Aussi est-il permis d'espérer — bien que ce ne soit pas sûr ! que même les crânes les plus bourrés ne pourront plus trouver que nous exagérons lorsque nous disons que Lacoste, et celui qui fut son chef direct, Guy Mollet, sont tombés plus bas que Hitler et Staline, et que le parti qui ose encore se dénommer « socialiste » n'est plus que le parti de la torture.

Quant à la grande presse qui, dans l'ensemble, n'a pratiquement rien dit du témoignage de Léone Mezurat, même pour demander simplement si c'était vrai ou faux, on sait qu'elle est parvenue, depuis longtemps, au dernier degré de la turpitude.

D'autre part, n'oubliez pas que Léone Mezurat est une Française, une Française de France, rien donc d'une « bicote » ou d'une « métèque » ! Et vous pouvez alors imaginer la façon dont sont traités les Musulmans ! Je doute fort que les membres de la fameuse Commission nommée

(1) C'est là qu'est l'aérodrome d'Alger. — R.L.

par Mollet pour enquêter sur les tortures et dont le rapport n'est toujours pas publié au moment où j'écris, aient osé enquêter, par exemple, sur les accusations portées par le F.L.N. contre le commissaire d'Alger Lofredo et le chef de la police judiciaire de Blida, Podevin, de peur que leurs cheveux ne se dressent sur leurs têtes !

Que la France se couvre de boue, aujourd'hui, en Algérie, il n'y a que les membres du parti de M. Mollet pour ne pas s'en rendre compte. Bien plus encore, que sa ruine matérielle, c'est sa ruine morale que le peuple de ce pays est en train de consommer.

UN REMEDE : LE BONAPARTISME !

Il y a des gens, une toute petite minorité de Français, qui protestent contre ces infamies. Ce sont des catholiques, des radicaux, des « progressistes », embryon d'une « gauche », pour employer le terme qui est le commun dénominateur sous lequel ils voudraient s'additionner. Mais nous sommes aujourd'hui si dégénérés que cette « gauche », loin de faire appel au peuple pour mettre un terme au scandale, ne voit comme remède que... la dictature !

Remède de Gribouille !

La dictature d'un militaire ! Et de quel militaire ! de celui qui de tous les militaires et de tous les Français est le plus stupide, n'ayant en place d'intelligence qu'une vanité si immense qu'elle confine à la démente.

Certes, aucun de ces hommes de « gauche » n'ose encore dire cela explicitement, ils n'en sont tous encore qu'aux travaux d'approche, mais ces derniers sont suffisamment avancés pour qu'on ne puisse avoir aucun doute sur leur direction. Non seulement l'Express ne manque aucune occasion de parler avec éloges de de Gaulle, mais France-Observateur, lui aussi emboîte le pas. Claude Bourdet s'en est allé rendre visite au « général » et, dans un article récent sur ce que pensent les ouvriers, un rédacteur fait dire au travailleur qu'il interviewe :

« Un retour de de Gaulle sans maladresse risquerait de passer assez facilement. Dans l'esprit des gens il y a un nouveau de Gaulle. Il y avait le de Gaulle du R.P.F. ; maintenant ce n'est plus le même. »

Quand, pour sauver l'honneur d'un pays, on en est réduit à faire appel à un Louis-Napoléon, c'est que ce pays est foutu !

LE RECU L DE L'OCCIDENT

Et s'il n'y avait que la France qui soit foutue ! Mais est-ce que tout l'Occident ne l'est pas ?

La lâcheté montrée par l'Occident et, tout particulièrement, par son chef de file, l'Amérique, il y a un an, a porté ses fruits. Contrairement à ce qu'espéraient certains, que l'événement de Budapest affaiblirait la Russie, Moscou n'a cessé de voir grandir depuis lors et son prestige et son influence.

Il s'est passé la même chose qu'il y a vingt ans : lorsque la France du Front populaire eut étalé sa lâcheté en refusant tout secours à la République espagnole assaillie par les avions de Hitler et les divisions de Mussolini, la position de Hitler ne cessa de se renforcer ; c'est à partir de ce moment qu'il put, sans crainte, occuper Vienne et Prague, puis attaquer la Pologne. Parallèlement, c'est au lendemain même du lâchage de la Hongrie par le « monde libre » que Moscou put commencer à prendre pied au Proche-Orient.

Pour mesurer le recul enregistré par l'Amérique en cette dernière région, reportons-nous à quatre ans en arrière.

En 1953 un diplomate américain, Loy Henderson, est envoyé en Iran afin d'y liquider le premier ministre Mossadegh coupable d'avoir nationalisé les richesses pétrolières de son pays. Dès que l'accord est conclu entre Washington et Londres sur la part qu'auront désormais les compagnies américaines dans l'exploitation des richesses qui avaient été jusque là le domaine gardé de l'Anglo-Iranian Co., Henderson fait le nécessaire : il organise le coup d'Etat militaire qui renverse sans coup férir le ministre réformateur, et le nouveau gouvernement transfère aussitôt les anciennes propriétés de l'Anglo-Iranian au consortium anglo-américain.

Et personne ne bronche !

Non seulement aucun des pays arabes : l'Egypte est encore au pouvoir de Farouk, l'Irak est entièrement dans les mains de l'Angleterre, l'armée jordanienne est organisée, payée et commandée par l'Anglais Glubb Pacha, et la Syrie ne s'est pas encore donné un régime démocratique ; le coup d'Etat iranien qui rétablit le pouvoir absolu du monarque et écarte toute menace à l'égard de la classe des propriétaires fonciers et autres privilégiés du régime, est donc accueilli par les dirigeants des Etats arabes avec la plus grande faveur.

Mais, bien plus ! la Russie, elle non plus, ne bouge pas ! Cependant l'Iran l'intéresse au premier chef. C'est l'un des deux seuls pays du Proche-Orient (l'autre étant la Turquie) avec lesquels elle ait une frontière commune. En outre, l'Iran renferme sans doute de grandes richesses pétrolières en dehors de celles qui bordent le golfe Persique, et la Russie s'en est fait donner peu auparavant la concession, une concession que la nationalisation de Mossadegh a rendue caduque.

Et cependant, Moscou ne dit rien ! Le Kremlin n'élève même pas une protestation. Tout se passe comme si l'Amérique seule, existait.

Tandis qu'aujourd'hui...

Aujourd'hui, comme il y a quatre ans, Washington prend l'offensive. Sous le couvert de ce qu'il dénomme la « doctrine Eisenhower », le Département d'Etat se met en devoir de faire de tout le Proche-Orient un protectorat américain. La Jordanie se montrant réticente, on y procède à un coup d'Etat, tout comme quatre ans auparavant en Iran : comme en Iran, le roi, appuyé par une fraction de l'armée, renvoie les ministres, suspend le Parlement et gouverne en souverain absolu.

Ensuite, c'est au tour de la Syrie, encore plus réticente : un complot y est organisé pour renverser le gouvernement issu des élections et mettre à la place l'un des anciens dictateurs militaires, mais, cette fois, le complot est éventé, les conspirateurs sont arrêtés, et le gouvernement de la République syrienne procède à une sérieuse épuration des officiers dont il n'est pas sûr.

Cependant, Washington ne se tient pas pour battu : le complot intérieur ayant échoué, il reste la ressource d'une attaque extérieure. Loy Henderson, le même que celui de l'Iran, est envoyé chez les différents voisins de la Syrie afin de nouer une coalition contre le « rebelle ». Ça ne colle pourtant pas très bien ; seule la Turquie se montre vraiment « compréhensive ». Qu'importe ! la Turquie suffit. Avec sa puissante armée, elle ne fera qu'une bouchée des troupes syriennes.

En conséquence, on commence par organiser de grandes manœuvres spectaculaires dans les Dardanelles où coopèrent étroitement soldats turcs, marins et fusiliers américains ; après les manœuvres, la flotte américaine reçoit l'ordre de ne pas quitter les eaux proches de la Syrie,

cependant que la Turquie concentre ses troupes terrestres à proximité de la frontière syrienne (1).

C'est donc, une fois de plus, la politique du « Big stick ». Une grande offensive se prépare qui va abattre la Syrie, et, par contre-coup, mettre aux genoux du dollar tout le Proche-Orient. On n'attend plus que l'heure H, l'heure H, qui sera suivie inévitablement et très rapidement de l'heure V, l'heure de la victoire.

Mais, patatras, voilà que tout s'effondre !

D'abord ceux des Etats arabes sur la neutralité bienveillante desquels on espérait au moins pouvoir compter, se montrent de plus en plus hostiles. Les temps ont changé depuis Farouk. L'invasion de la Syrie, loin de mettre au pas les autres Etats du Proche-Orient, risque bien plutôt de les dresser contre une Amérique, qui se contente de chausser les bottes de l'impériale Angleterre.

Et puis... et puis, surtout, il y a la Russie ! La Russie, en effet, intervient. Elle fait savoir sans aucune équivoque qu'au premier coup de canon tiré par la Turquie ou par les Etats-Unis contre la Syrie, elle entrera en guerre, avec toutes ses forces, et... avec toutes ses espèces d'armes, contre l'agresseur.

Alors, c'est le déculottage ! Jamais la Turquie n'a eu la moindre intention d'attaquer la Syrie, et ses concentrations armées à la frontière syrienne n'avaient que des buts parfaitement innocents ! Quant à la VI^e flotte américaine, elle est bien encore dans les eaux de la Méditerranée orientale, mais elle a soin que, des côtes syriennes, on ne l'aperçoive plus, et elle s'est même spontanément engagée à ne pas faire voler ses avions à l'est du méridien passant par le milieu de Chypre. Gageons qu'il ne se passera pas très longtemps avant qu'elle ne revienne en ses lieux de relâche favoris dans la Méditerranée occidentale.

En outre, dès maintenant, les 7.000 fusiliers-marins qui avaient été envoyés, il y a un mois, en renfort à la flotte de la Méditerranée, sont en train d'être ramenés en Amérique, ainsi que leurs dix-neuf bateaux de débarquement.

(1) Il est curieux de constater combien les Etats occidentaux, ces Etats fœnicièrement « honnêtes », qui n'ont rien à cacher, ont peur des enquêtes internationales. Rappelons que la Syrie avait tout juste demandé à l'O.N.U. d'envoyer à la frontière turco-syrienne une commission chargée uniquement de constater si, oui ou non, il y avait des troupes turques massées à cette frontière et ce qu'elles y faisaient. Les puissances occidentales, et, plus encore la Turquie, auraient dû sauter sur cette proposition : il y avait là une excellente occasion d'établir leur bonne foi. Or, non seulement elles s'en sont bien gardées, mais elles n'ont cessé de manœuvrer pour éviter que la proposition syrienne ne soit votée et ils n'ont respiré que lorsqu'elle dut finalement être enterrée.

C'est la même chose que pour l'affaire de Melouza, le F.L.N. ayant proposé qu'une commission internationale nommée par l'O.N.U. soit chargée d'établir à qui incombait la responsabilité du massacre, la France n'accepta pas. A ce propos, rappelons que depuis l'époque où le massacre eut lieu, toute la région de Melouza est devenue une sorte de territoire indépendant, sous l'autorité d'un Algérien musulman, nommé Bellounis. Ce Bellounis n'est pas F.L.N., et il n'est pas non plus d'obédience française ; il interdit aux troupes françaises de pénétrer sur sa principauté. Or, le commandement français respecte cette interdiction et même, si l'on en croit un communiqué officiel assez fumeux, il s'est engagé par une sorte de traité à la respecter. On est dès lors conduit à se demander si Bellounis ne connaît pas, à fond, et avec preuves à l'appui, les conditions dans lesquelles le massacre a eu lieu, et si la mansuétude montrée à son égard par les surbordonnés de M. Lacoste ne provient pas simplement de la crainte que, si on le fâche, il ne mange le morceau.

Tout comme, par la menace de ses fusées, Moscou avait, il y a un an, sauvé l'Egypte, d'Israël, de l'Angleterre et de la France, Moscou sauve maintenant la Syrie, de la Turquie et de l'Amérique.

L'an dernier, la Russie s'était sentie assez forte pour braver Londres et Paris, avec l'appui de Washington ; aujourd'hui, après avoir réalisé tout ce que signifiait l'abandon de la Hongrie par ses « amis » occidentaux, elle sait qu'elle peut braver, non moins impunément, l'Amérique elle-même.

Tels sont donc les résultats d'une politique qui, durant les quatre années qui séparent l'éviction de Mossadegh, du complot manqué contre la Syrie, n'a cessé de comporter ces deux caractères : l'injustice et la lâcheté. Là où il faudrait tenir parce que là est la justice, comme en Hongrie, Eisenhower-Dulles capitulent sans combattre ; là où les Etats-Unis poursuivent une politique injuste (1), ils essaient d'attaquer, mais au premier grognement de l'ours, ils s'enfuient.

IN MEMORIAM

Tout récemment une commission, composée des plus « éminents » professeurs et médecins, constituée par le gouvernement pour étudier la réforme de l'enseignement médical, a conclu que celui-ci devait être profondément transformé : c'est à l'hôpital que devrait désormais être dispensé l'enseignement médical, et non plus dans les salles de cours de la Faculté. Les médecins, tous les médecins, et non plus seulement ceux d'entre eux qui ont pu réussir les concours des hôpitaux, devraient apprendre leur métier en examinant et en soignant des malades, au lieu d'apprendre par cœur des manuels. Application partielle du principe proudhonien : c'est à l'atelier et non à l'école que l'on doit s'instruire.

On ne peut que se féliciter de telles conclusions.

Elles nous sont d'autant plus précieuses qu'elles ne sont que la suite — tardive — d'une action extrêmement vigoureuse qui avait été entreprise contre l'enseignement officiel, il y a une cinquantaine d'années, par l'un de nous, Raymond Lafontaine ; Raymond Lafontaine, collaborateur du Mouvement Socialiste lorsque celui-ci était le principal organe du syndicalisme révolutionnaire, puis de la Vie Ouvrière de Montatte.

Au cours des années 1900, en effet, l'Association corporative des étudiants en médecine — qui venait d'être fondée, et qui était essentiellement animée par Lafontaine, son secrétaire gé-

(1) Nous avons à maintes reprises répété que le Proche-Orient n'était pas « communiste », et qu'il ne se jetterait dans les bras de Moscou que s'il ne voyait pas d'autre moyen d'échapper à l'impérialisme occidental. Il semble bien que cette évidence commence à être aperçue par un certain nombre d'Américains. Voici, par exemple, ce qu'écrit dans le *New York Herald* du 26 octobre, un de ses principaux collaborateurs, Don Cook, au retour d'un voyage au Proche-Orient :

« La défaite que nous avons subi au Proche-Orient cette année est le résultat d'erreurs politiques et de fautes diplomatiques qui ont maintenant fait perdre aux Etats-Unis tout le prestige momentané dont ils jouissent et il y a un an lorsqu'ils votèrent avec la Russie pour arrêter la guerre de Suez et obliger les Anglo-Français à évacuer l'Egypte.

...Nous avons avant tout manqué de reconnaître et de réaliser que la question qui se pose au Proche-Orient est la question arabe et non la question du communisme.

...En confondant, au Proche-Orient, le nationalisme arabe avec le communisme, nous avons jeté le nationalisme dans les bras mêmes de ceux dont nous voulions sauver le monde arabe. »

néral, entouré d'un petit groupe d'amis — décida de mener une action énergique pour une réforme totale de l'enseignement médical afin que l'hôpital devienne le centre principal de l'enseignement. Cette action fut conduite selon le principe même qui était alors à la base de toute action ouvrière, celui de l'action directe. L'action directe sous ses deux formes. D'une part, manifestations violentes et sabotages (au cours d'un sabotage extrêmement poussé d'un concours d'agrégation, Lafontaine fut arrêté, passa en correctionnelle et condamné). D'autre part, essai de mettre debout, directement, en dehors de l'Etat, un enseignement médical libre conçu selon les nouvelles formules.

Bien entendu, ce mouvement rencontra l'hostilité forcenée de tous les pontifes de la médecine d'alors (1). Une hostilité qui était trop puissante pour que le but visé pût être atteint. D'ailleurs la guerre de 14 arrivait ; et le mouvement pour la réforme des études médicales ne reprit pas après elle, pas plus que ne reprit l'action révolutionnaire du mouvement ouvrier.

(1) Une exception cependant, qu'il serait injuste de passer sous silence. Un professeur en retraite de la Faculté, l'anatomiste Farabeuf, soutint à fond le jeune mouvement.

Pourtant, aujourd'hui, ce sont ceux-là même qui combattaient le plus ardemment nos amis, les représentants les plus officiels de la médecine la plus officielle, qui préconisent, exactement, ce que la minorité révolutionnaire des médecins réclamait alors.

Ce fait illustre remarquablement un processus qui se retrouve fréquemment dans toute évolution sociale. Les révolutionnaires ne sont jamais qu'une poignée qui lutte désespérément dans une lutte sans espoir. Ils ne peuvent être vaincus, et ils le sont. Ils le sont parce qu'ils sont en avance sur leur temps ; ils voient ce que les autres, la masse des non-révolutionnaires ne verra que plus tard. Ils sont le flambeau qui éclaire les voies nouvelles ; après eux, ce flambeau semble s'éteindre, mais il a projeté de telles lueurs sur l'avenir que celui-ci est amené nécessairement à emprunter le chemin que le révolutionnaire avait montré.

Le docteur Lafontaine est mort il y a quelques années, après une maladie extrêmement longue qui l'avait écarté encore jeune, de la vie militante, mais le rapport déposé par la commission présidée par le professeur Debré témoigne de sa victoire.

Robert LOUZON.

Lettre de Tunis

La Tunisie et son gouvernement sont dans une passe difficile. Le « droit de suite » du radical Morice a fait peur aux capitaux qui voulaient s'investir et a accentué le départ de ceux qui étaient investis, provoquant un véritable marasme économique.

Devant cette peur et cette évasion, et le refus de la France de donner les milliards promis, la Tunisie a bien tenté un effort sur elle-même, mais sans conviction, sans croire qu'elle parviendrait à se passer de l'aide française.

De plus, l'emprunt, qui a à peine dépassé le milliard, a provoqué dans les milieux bourgeois un vif mécontentement, ainsi que les journées de l'Armée. Parce que les affaires ne vont pas et aussi par le fait de certains procédés de souscription « volontaire » peu orthodoxes.

En outre, la preuve n'aurait pas été faite de l'investissement de ce milliard.

L'Etat apparaît dispendieux, malgré les discours prônant l'austérité. Trop de voyages, trop d'ambassades. Toutes choses coûteuses dont l'utilité n'est pas démontrée.

On reproche aussi, au pouvoir, sa politique de parti. On peut être bon destourien et mauvais administrateur. Souvent des gens qualifiés sont obligés de céder le pas à des non-qualifiés, mais mieux en cour dans le parti ou proche parent d'un monsieur en place.

On dit même que la suspension du journal « Es-Sabah » ne serait pas tellement due au fait d'avoir critiqué le roi Séoud d'Arabie, qu'à celui d'avoir osé exprimer le désir que le président de la République devint l'arbitre des partis au lieu d'être le chef d'un seul.

On critique la politique agricole. Trop de sévérité à l'égard des agriculteurs qui ne se sont pas acquittés de leur prêt envers l'Etat. Il était d'usage de leur accorder un plus long délai, d'attendre une année de bonne récolte. Ce qui ne paraît pas avoir été le cas en 57.

Les oléiculteurs ne peuvent profiter de leur position privilégiée de primeuristes. Les licences d'ex-

portation leur seront refusées aussi longtemps qu'ils n'auront pas aidé l'Etat à écouler le stock d'huile constitué tant pour prévenir la hausse de cet article que pour aider certains producteurs.

Les oléiculteurs font observer qu'ils sont tenus de livrer conformément à l'échantillon accepté par l'acheteur, sous peine de nullité du marché et de la perte d'une clientèle qui leur échappe dès que les pays d'Europe ont commencé leur récolte.

Les bureaux ne veulent pas comprendre que c'est la paralysie.

Autre reproche, celui de payer trop cher l'aménagement de terres qui, en définitive, ne conviennent pas aux agriculteurs qu'on veut y installer parce qu'elles ne sont pas appropriées à la culture préconisée.

Les cultivateurs se contenteraient du dixième du prix de revient de l'hectare aménagé si on leur en remettait le montant directement. Ils estiment qu'ils trouveraient avec cette somme une terre qui ferait mieux leur affaire.

Ça ne va pas non plus dans l'enseignement.

Les jeunes maîtres des campagnes sont écœurés. Ils ne sont pas assez nombreux. Trop mal logés. Trop d'élèves pour des locaux insuffisants. Un enseignement à la chaîne.

Les enfants ne font que passer par l'école. Ils doivent changer de cours, qu'ils soient aptes ou non à suivre la cadence, pour laisser la place aux nouveaux.

Si ce n'était le repas gratuit de midi, très important pour les pauvres gens du bled, l'utilité d'envoyer leurs enfants à l'école serait contestable pour les parents déjà peu disposés à se séparer d'une main-d'œuvre d'appoint pour les travaux des champs.

Pendant que sur les routes, des chômeurs sont employés à récupérer les caniveaux devant une bouilloire de thé. « Nous savons très bien que nous ne sommes pas ici pour un travail rentable, mais plutôt pour une apparence de justification des 300 francs par jour que l'on nous donne comme secours... intermittent. »

Or la pierre ne manquerait pas, et des gens de métier seraient même disposés à aider, gratuitement, à la construction de locaux pour les maîtres et les élèves.

La cellule ne paraît pas le savoir.

Parce qu'on manque de médecins dans le bled — où personne ne veut se fixer —, on veut obliger les médecins des villes à un tour de rôle. Un mois, voire 15 jours. Afin, par surcroît, de se « racherter » (! ?).

Outre que le déplacement n'est pas une chose simple quand on a une clientèle, il y a aussi que tout le monde est maintenant indigent dans le bled, par le miracle bi-cartite de la cellule, qui est chargée de ce service.

★★

On pourra dire que ces critiques sont plus ou moins fondées, mais on ne peut nier le mécontentement.

Bien sûr, sans la guerre d'Algérie, elles auraient été atténuées par les milliards qui n'auraient pas manqué de venir dans le pays, ne fût-ce que parce que les salaires sont maintenant très bas. Les défauts des bureaucrates et les abus des cellules seraient apparus comme des péchés véniels, inhérents à l'inexpérience d'un jeune Etat. Peut-être même ne les aurait-on pas relevés. Mais la guerre est là, avec le marasme économique. Et en dépit de la constance du président de la République à miser sur l'Occident, les promesses de la France, toujours renouvelées, ne sont jamais tenues. Ce qui porte de l'eau au moulin des adversaires du président et de son gouvernement dont les succès — seulement — sont montés en épingle.

La France paraît peu se soucier de perdre ses meilleurs amis.

La classe ouvrière

Il est normal que les bourgeois se plaignent. Ils ne sont jamais contents, même quand ça va bien, à plus forte raison quand ça va mal. Mais si ça ne va pas pour les bourgeois dans une révolution où leurs hommes tiennent les leviers de commande, que dire des travailleurs !

Ça va très mal !

La misère augmente, en même temps que le nombre des chômeurs. Et la vie est chère, même pour les gens qui travaillent, car les salaires sont dérisoires.

De plus, alors que les autres classes sociales ont des représentants qui ne négligent pas les revendications de leurs mandants au sein de l'Union Nationale, les représentants de la classe ouvrière paraissent n'avoir pour unique souci que de la tenir en laisse.

L'an dernier, nous assistions à une scission de l'U.G.T.T. — voulue par le pouvoir. Cette année, la réunification s'est faite — par la volonté du pouvoir — après avoir mis sur une voie de garage un secrétaire général que les travailleurs aimaient bien.

Les secrétaires généraux actuels sont membres du Bureau politique du Néo-Destour, dévoués donc corps et âme à leur parti pour qui l'Etat sacrosaint doit être le seul dispensateur du bien et du mal, sans aucune contestation possible.

Nous sommes en République. Nominale. Mais le pouvoir du président est absolu. Pas de Constitution, malgré une Constituante.

Bien sûr, le président est le père du peuple, et un père ne peut que vouloir le bien de ses enfants. En principe.

En fait, les ouvriers la pétent, et eux, d'habitude combattifs, sont obligés de la boucler.

De la police aux gouverneurs en passant par les cellules du parti et les cadres de l'U.G.T.T. la consigne est de faire régner le calme !

Pour ne pas effaroucher les capitaux investis ou à investir. Pour tranquilliser le bourgeois local.

Plus d'élections de délégués. Mieux, afin que les mécontentements s'expriment de moins en moins dans les assemblées, on a cloué le bec aux petits

syndicats. Le dernier congrès de l'U.G.T.T. fait obligation de représenter 250 membres pour avoir droit à une voix. Il est vrai qu'une forte minorité s'est manifestée, mais ce n'est qu'une minorité.

Les secrétaires généraux sont devenus des hommes d'Etat. Ils se promènent beaucoup à l'étranger en missions gouvernementales ou autres. Mais guère dans le pays, si ce n'est à l'occasion des déplacements présidentiels.

On comprend leur intérêt pour la cause algérienne. Ainsi, leur réunion à Tanger, avec les trois autres organisations nord-africaines s'explique parfaitement. Mais le voyage à l'O.N.U...

Bravo pour la résolution en vue d'accélérer l'action en faveur de l'indépendance de l'Algérie, mais comme le passage de cette résolution sur la sécurité sociale sonne faux.

Il apparaît aux ouvriers comme un mirage, tout au plus une belle promesse réalisable... à très long terme.

La preuve, c'est qu'on n'a guère d'échos d'une campagne, à cette fin, dans le pays.

Pessimiste ? Non.

Indigné seulement par le calvaire supplémentaire imposé aux travailleurs de ce pays, qui ont tant fait pour sa libération, et à qui on demande encore de servir d'appât pour amorcer le capital.

La bataille des coopératives, — le seul système qui aurait permis à la classe ouvrière d'espérer — décidée par le Congrès de l'U.G.T.T. de septembre 1956, n'a même pas été engagée.

Le pouvoir n'en veut point. Les militants ouvriers s'inclinèrent.

Ils ne doivent pas trouver à leur goût la palme du martyre — toujours possible.

Elle a pourtant permis à l'U.G.T.T. de se hausser au plan international, cette palme.

Les bureaucrates oublient vite.

Mais les ouvriers n'oublieront pas.

Après la guerre d'Algérie — ou de l'Afrique du Nord — on entendra parler d'eux.

Si la dignité est, à juste titre, chère aux gens du pouvoir, il faut bien admettre qu'elle tient autant à cœur aux travailleurs. Plus même, parce qu'ils ont le ventre vide, eux qui produisent tout.

Et d'avoir fait l'expérience douloureuse que la fraternité est seulement vraie dans le maquis ne sera pas un des moindres facteurs déterminants de la bataille de demain. La lutte sera dure. Comprimé pendant de longues années, le bourgeois, pressé de rattraper le temps perdu, a hâte de se manifester pleinement. Il n'a pas le temps de s'embarrasser de métaphysique. Il va droit au but, brutalement.

Cette brutalité galvanisera l'énergie ouvrière de ce pays, et des pays voisins.

Le bourgeois ne pourra pas mater une Algérie libre.

Un atout maître, pour la révolution ouvrière nord-africaine.

J.-P. FINIDORI.

L'orgueil d'un grand passé ne vous permet pas de voir ni votre état actuel, ni ses causes, ni le danger qui vous menace.

Votre danger n'est pas du côté de la Russie... Votre danger est dans l'avortement de la Révolution.

1868 — HERZEN.

Rien, pas même le salut de la patrie, ne me ferait sacrifier la justice. Contre l'intérêt de mon pays je suis prêt à soutenir, de mon vote et de ma plume, la cause de l'étranger si elle me paraît juste et qu'il ne soit pas possible de concilier les deux intérêts.

PROUDHON.

ECHEC DU CONGRÈS C. G. T.

J'ai tardé longtemps à t'écrire, espérant pouvoir ainsi t'informer sur la façon dont nous sortirions de l'impasse dans laquelle s'était engagé le congrès de la C.G.T., et comment nous nous dégageons de la situation compliquée jusqu'à l'absurde qui caractérise le mouvement ouvrier argentin, profondément divisé mais toujours représenté par cette centrale. Mais rien ne s'est produit dans le sens d'une solution ; la situation a empiré et s'est compliquée davantage, à tel point que personne, pas même les militants les mieux intégrés dans l'activité syndicale, ni ceux qui représentent des organisations importantes, n'a la moindre idée sur la façon dont on pourrait se dégager de cet embrouillamini.

Le congrès de la C.G.T. a commencé le 26 août, sous la présidence de l'interventor de la C.G.T., le capitaine Patron Laplacete. Plusieurs semaines auparavant, les perspectives semblaient favorables pour un triomphe du secteur que, par facilité, il faut appeler « démocratique » et au sein duquel se trouvent nos camarades, quelques socialistes et des éléments sans parti, d'orientation acceptable, que l'on ne peut cependant appeler syndicalistes du fait qu'ils se bornent à vouloir des syndicats dégagés de toute politique. Ce secteur est formé par les organisations qui groupent un grand nombre d'affiliés (cheminots, employés de commerce, ouvriers et employés de l'Etat, ouvriers du textile, de l'imprimerie, etc.). Du fait que la représentation est proportionnelle au nombre des cotisants, il était possible de prévoir, sur la base des chiffres, que ce secteur engloberait plus de la moitié des délégués au congrès, en escomptant le ralliement de divers syndicats hésitants. Les congrès de préparation tenus par plusieurs syndicats avaient confirmé ce calcul en règle générale. Nos camarades se dépensèrent beaucoup pendant toute la période préparatoire et parvinrent à influencer nettement certaines organisations, comme celles des cheminots, des imprimeurs, des employés de commerce, des hôtels-restaurants. Cependant, et bien qu'il soit difficile d'avancer une opinion définitive, il semble qu'il y ait eu sous-estimation des forces propres de ces syndicats, et que le travail de mise au point des positions, de captation des éléments hésitants ou « neutres » n'ait pas été suffisant. D'autre part et surtout, il n'a pas été suffisamment tenu compte des méthodes que l'autre secteur — celui des péronistes, des nationalistes, des communistes et aventuriers de tous genres — allait utiliser sans aucun scrupule pour s'emparer du congrès ou en empêcher le déroulement. C'est ce qui se produisit effectivement.

Dès le début des séances, le congrès donna l'impression d'être une assemblée d'aliénés. Alors que les délégués du secteur syndicaliste démocratique maintenaient une attitude correcte et montraient une ferme volonté de ne pas répondre aux provocations, les autres se déchainèrent en insultes, en cris, hurlements et discours d'obstruction. D'autre part, une claque organisée, et bien décidée au scandale, tenta de couvrir la voix de ceux qui ne relevaient pas du conglomérat totalitaire ; si bien qu'il fallut interdire l'assistance du public aux séances suivantes, peu nombreuses en fait, puisque le congrès fut rapidement paralysé.

Dès l'examen des questions préliminaires, comme celle de la désignation d'une Commission de vérification des pouvoirs, on s'aperçut que les forces étaient équilibrées, du point de vue délégations, si bien que la supériorité d'une tendance sur l'autre pouvait en fin de compte dépendre d'un détail, d'une présence ou d'une absence. C'est ainsi qu'après que la Commission des pouvoirs eut délibéré pendant dix-huit heures, elle décida que tous les mandats seraient acceptés ; mais il y avait deux propositions, l'une émanant de la majorité de la Commission, l'autre de la minorité. Cette dernière, exprimant l'opinion des péronistes, développait des considérations politiques plus ou moins démagogiques. Lors du vote en séance plénière, la proposition de la minorité l'emporta par six voix sur un total

de six cents. Ce résultat s'expliquait par l'absence momentanée d'une trentaine de délégués de l'autre tendance et montre l'équilibre des forces qui existaient dans l'assemblée. Cet incident n'aurait pas eu d'importance particulière si, immédiatement après, une délégation péroniste n'avait mis en question la valeur représentative de plusieurs grandes organisations : cheminots, employés de commerce, travailleurs du textile et autres, et déclaré que ces délégations avaient été artificiellement gonflées. Surpris, les délégués réagirent avec indignation, mais en réalité ils donnèrent dans le panneau car, après une violente discussion, l'accord se fit pour désigner une « Commission de vérification » qui devait examiner la valeur statutaire des délégations mises en cause. Ce stratagème permettait de revenir sur le vote initial du congrès qui avait accepté de reconnaître valables tous les mandats. De plus, il est facile de comprendre qu'un examen sérieux exigeait beaucoup de temps, du fait que certaines organisations dont les délégations avaient été mises en cause comptaient cent ou deux cents sections affiliées sur toute l'étendue du territoire. Evidemment, ceux qui avaient crié « au voleur ! » étaient parmi les plus suspects d'irrégularité et leurs mandats étaient douteux.

Au total, après douze journées de réunions mouvementées et de querelles, le congrès se trouva dans une impasse, n'ayant même pas pu arriver à former un bureau présidentiel. Le jour qui suivit la décision signalée plus haut, les délégations de l'Union ferroviaire, de la confédération des employés de commerce, de la fédération de l'industrie du vêtement, de la fédération des employés et ouvriers municipaux, de la fédération gastronomique et de quelques autres organisations encore se retirèrent du congrès, estimant qu'elles ne pouvaient y participer du fait que leur représentativité était mise en doute et qu'il n'était pas possible de prendre des accords valables avec des délégués qu'il fallait considérer douteux. D'autres organisations suivirent, comme celle des ouvriers de l'imprimerie, qui considéraient que le retrait des fédérations les plus fortes — plus d'un million de syndiqués sur un peu plus de deux millions d'affiliés au total — enlevait toute valeur aux travaux du congrès.

Les assemblées n'obtinrent plus le quorum et le congrès, après l'échec des tentatives pour trouver un terrain d'entente entre les deux tendances, ne se réunit plus. Ceux qui se retirèrent exigèrent que le contrôle des pouvoirs s'étende à toutes les délégations, y compris à celles qui avaient émis des doutes sur la valeur des mandats de leurs adversaires ; mais les accusateurs éluèrent la question.

Voilà où en est la situation syndicale. Elle se complique du fait que le mécontentement gagne les travailleurs de tous les secteurs et de toutes les professions, à la suite de la hausse des prix et du refus obstiné du gouvernement à consentir des augmentations de salaires sous le prétexte que sans productivité accrue ces relèvements ne feraient qu'accroître le phénomène inflationniste.

Ce qui est évident c'est que l'inflation s'est développée depuis un an bien qu'il n'y ait pas eu d'augmentation des salaires, mais la politique officielle se cramponne à ses consignes ; en même temps, elle définit une nouvelle « réglementation » du droit de grève, ce qui correspond pratiquement à un système de répression de ce droit ouvrier. En dépit de cette tentative, les arrêts de travail pour appuyer certaines revendications ou par solidarité, se multiplient, les uns correspondant à la légitime volonté ouvrière, les autres reflétant les manœuvres politiques de ceux qui pêchent en eau trouble.

Dans cette atmosphère sociale et syndicale, le gouvernement et les groupes bourgeois agissent avec l'aveuglement réactionnaire qui a caractérisé presque de bout en bout la « révolution libératrice » et il faut s'attendre à ce que le mouvement ouvrier se divise en fractions ennemies.

(Buenos-Aires, octobre 1957.)

J. P.

CE QUE NOUS REPROCHONS AU MOUVEMENT SYNDICAL FRANÇAIS ET INTERNATIONAL

(Suite et fin)

2^o DEMANDE D'ENQUETE EN ALGERIE

A ces critiques, la C.I.S.L. peut justement répondre : le gouvernement français ne nous a pas donné la possibilité de nous informer de la situation.

C'est précisément ce qui est navrant, et pour le mouvement international, et pour notre confédération.

Le fait est là, brutal : la C.I.S.L. a demandé de pouvoir librement s'informer. Cela lui a été refusé.

Plus grave : la confédération française n'a pas été sollicitée pour appuyer l'autorisation réclamée, n'a rien fait, ou bien a été impuissante.

Or, tous ceux qui s'intéressent à ces questions savent que si la délégation de la C.I.S.L. n'a pu se rendre en Algérie, le prétexte fut que celle-ci devait comprendre Irwing Brown, représentant européen de l'A.F.L.-C.I.O.

Il est certain, mais ceci ne paraît pas devoir être publiquement reconnu, que l'entrée d'Irwing Brown a été refusée parce qu'il est considéré par les services de M. Lacoste comme un agent du Département d'Etat américain.

Les militants français en ont assez de ces histoires, insinuations et demi-mesures.

Nous connaissons Irwing Brown ; il est pour nous un bon camarade : cela ne nous empêche de répéter ainsi que nous l'avons déjà déclaré au congrès confédéral, que toutes les organisations internationales étant maintenant en place, nos camarades américains gagneraient à ne pas exiger d'un représentant permanent une activité dont il est fatal qu'elle interfère avec les organismes officiels internationaux.

Le secrétariat de la C.I.S.L. ne peut ignorer les raisons vraies du refus qui lui a été opposé : il ne peut non plus douter de l'intelligence politique du représentant américain. Il paraît en effet assez évident que si l'intéressé a eu un rôle important dans les affaires concernant le Maroc et la Tunisie, sachant ce que le problème algérien représente de différences essentielles, il a dû être fort prudent.

Pourquoi donc ce secrétariat n'a-t-il pas réagi vigoureusement ?

Pourquoi n'a-t-il pas exigé des explications de M. Lacoste ?

Pourquoi la Confédération française s'est-elle tenue à l'écart ?

Ne serait-ce pas qu'à l'accusation lancée contre Irwing Brown, agrémente de celle d'aider le F.L.N. le représentant américain pourrait démontrer fort facilement que ce sont des organisations françaises qui bénéficient en fait de son soutien effectif (lesquelles ne sont pas forcément adhérentes à la Confédération F.O. !).

3^o ARRESTATION DE BEN BELLA

Il s'agit là essentiellement d'un fait militaire et politique.

Si nous le rappelons c'est parce qu'il a été fait reproche aux syndicats de l'aviation civile de n'avoir pas protesté contre cet acte « criminel ».

Que la C.I.S.L. proteste, cela montre, comme nous le déclarons plus loin, son défaut de trop placer son action sur un plan politique.

Pour nous qui représentons, en la circonstance, la quasi totalité des personnels de compagnies ou de fonctionnaires intéressés à cette affaire, nous réclavons un peu de sérieux.

Ben Bella et sa suite font la guerre : ils ne s'en cachent pas : ils considèrent — et sont considérés — comme des chefs militaires.

Sans doute, dans cette guerre qui n'ose pas dire son nom, ont-ils été pris dans cet engrenage de conciliabules, de négociations et d'assurances se-

crètes : ce n'est en tout cas pas l'affaire des syndicalistes de déterminer si le fait militaire de leur arrestation fut une bonne ou mauvaise opération politique.

Mais il nous faut considérer que cette arrestation reste strictement d'un domaine qui n'est pas celui des organisations syndicales. Qu'irions-nous faire dans cette tragi-comédie où des chefs militaires en guerre sont assez inconséquents pour emprunter un avion immatriculé sous régime français, conduit par des pilotes français et ne pouvant naviguer qu'avec l'aide des services français de l'aéronautique, sous contrôle militaire puisqu'il s'agit d'une zone opérationnelle !

4^o CONGRES DE TUNIS

La tenue du congrès de l'Internationale à Tunis correspondait à un désir évident de propagande : il faut que la C.I.S.L., face à la F.S.M., apparaisse comme le soutien naturel des peuples des pays sous-développés.

Ce noble désir a pratiquement dégénéré en une grossière manifestation de propagande en faveur du F.L.N. et n'a fait que discréditer notre organisation internationale.

Il est en effet patent :

a) que l'organisation matérielle n'a pas laissé indifférent le F.L.N. c'est à un heureux concours de circonstances qu'il faut attribuer le fait que le P.C. tunisien par exemple était parfaitement au courant de tous les travaux, surtout et y compris ceux des commissions ;

b) que si le drame algérien est grave — mis à part le désir de servir un clan bien déterminé — il n'est pas naturel que sept jours sur huit soient pris sur cette question alors que le congrès aurait été bien inspiré de procéder à la critique de l'action du mouvement syndical international, lequel n'a pas à être tellement fier de son rôle lors de l'anéantissement par les troupes soviétiques du soulèvement du peuple hongrois ;

c) que ce ne fût pas un congrès syndical mais bien un congrès politique jouant à l'O.N.U. sans en avoir ni les moyens matériels, ni surtout les responsabilités.

Il faut d'ailleurs sérieusement se demander si un tel travers dans les discussions internationales ne provient pas du fait que les organisations américaines trouvent là un exécutoire naturel : la structure politique américaine ne permet pas aux travailleurs de s'exprimer politiquement par suite de l'absence de partis catalogués ouvriers ;

d) que la C.I.S.L. faisant totale confiance à l'U.G.T.A.-F.L.N. n'a pu mettre en échec une certaine pénétration communiste au sein dudit congrès.

Alors que le congrès n'a même pas connu un message de l'U.S.T.A., l'ex-leader algérien du parti communiste et de la C.G.T. (dont la seule apparition à la tribune d'un 14 juillet parisien créa des désordres présents dans toutes les mémoires) et actuellement chef de l'Amicale générale des travailleurs algériens (A.G.T.A.) d'obédience communiste puisqu'elle est sous la responsabilité de M. Tollet, a pu, en toute quiétude, et à titre d'observateur (? !) participer fort officiellement à tous les travaux de la C.I.S.L.

Une telle présence était d'autant plus insolite que cette « faveur » avait été refusée à l'U.S.T.A.

Pourtant, il est certain qu'Oldenbroeck, sans doute inquiet de la tournure prise par les événements, a tenté de redresser la situation compromise par la déclaration hâtive du comité exécutif de la C.I.S.L. : des rapprochements ont eu lieu avec l'U.S.T.A. : une aide a certainement été offerte.

Dans quelles conditions ?

Sous quelle forme ?

Avec l'accord de qui ?
Quels sont les dirigeants de la C.I.S.L. qui furent au courant ?
Qu'importe ? la réponse est venue fort désinvolte :

Alors que l'U.S.T.A. n'a pas eu droit à un simple observateur, que le Président Bécu, pour des raisons de principe d'organisation, a refusé le message U.S.T.A. (mais était-il seulement au courant des entretiens discrets Oldenbroeck-U.S.T.A.), le délégué communiste algérien, chef de l'A.G.T.A. lui, n'avait connu aucune difficulté pour son honorable participation !

5° ACCUSATIONS DE LA FRANCE DEVANT LE B.I.T.

Nous touchons là à un des points les plus douloureux.

Que des sévices aient été commis et que des actions contraires aux lois de l'humanité aient été commises : il ne faut malheureusement pas en douter. Le degré de fanatisme, la répétition d'attentats aussi absurdes qu'inhumains ne permettent pas d'excuser de tels agissements. Mais le rôle des dirigeants syndicaux n'est pas d'entrer dans ce jeu tragique et sans issue. Notre thèse a été sans équivoque :

— ou les accusations avancées par la C.I.S.L. sur les sévices corporels encourus par des syndicalistes, pour leur action syndicale, sont exactes et nous sommes indignes de rester sans réaction ;
— ou ils sont inexacts et la C.I.S.L. doit rectifier et montrer un peu plus de prudence dans ses affirmations.

Or, la façon de procéder de la C.I.S.L. est on ne peut plus critiquable.

Elle reprend purement et simplement des informations de l'U.G.T.A.-F.L.N. sans les contrôler, et dédaignant ou méprisant l'organisation française, jette tout cela en pâture à l'opinion publique.

Le cas précis du « secrétaire de l'U.G.T.A. torturé et exposé en place publique à Alger » nous avait assez inquiété pour qu'une enquête de nos camarades ait montré que les allégations de la C.I.S.L. étaient totalement inexactes ; et si, comme le disait François Mauriac, « vous nous avez trompés sur le seul point qu'il nous soit loisible de contrôler, pourquoi ajouterions-nous foi au reste ? ».

D'autant plus que si le projecteur fut mis sur cette affaire, on attend toujours l'opinion de la C.I.S.L. sur le génocide de Melouza.

Car nous pourrions faire beaucoup pour les syndicalistes auxquels s'intéresse la C.I.S.L. si une autre manière était adoptée ; il y a encore assez de militants français pour œuvrer utilement et efficacement, même si ces difficultés sont grandes.

Il faudra surtout relever dans une telle affaire que toutes ces accusations sont avancées sans aucun contrôle mais en rejetant de propos délibéré tout avis de l'organisation française. Que faut-il penser du secrétaire général de la confédération qui accepte, dans ces conditions, la vice-présidence de l'organisation internationale ?

6° LA MOTION DE TUNIS

Elle était indispensable pour le prochain débat devant l'O.N.U.

On relèvera qu'aucune allusion n'est faite à des élections, car la démocratie comprise par l'U.G.T.A.-F.L.N. ne peut admettre une telle éventualité !

Nombre de délégués seraient certainement surpris de la signification de leur vote peu compatible avec leurs sentiments démocratiques fort affichés : en bref, ces délégués ont refusé le droit à des élections au peuple algérien !

Et la meilleure dialectique n'empêchera pas ce fait curieux certes, mais évident.

Aucune critique non plus sur le refus inadmissible opposé par le gouvernement français à l'entrée de la C.I.S.L. en Algérie ; le secrétariat de la C.I.S.L. n'est guère ému de voir son autorité morale ainsi bafouée.

Il eût été pourtant très intéressant que l'organisation internationale donne son point de vue sur certains faits avancés.

« Est-il par exemple exact que des pressions allant jusqu'à la menace de mort ont obligé mu-

sulmans et Européens à verser des fonds aux Algériens en rébellion ?

« Il est évidemment difficile d'avoir à cet égard des preuves certaines, mais chacun connaît dans son entourage une ou plusieurs personnes victimes d'attentats bénins, qui sont en paix depuis que leur versement est fait.

« Il est de notoriété publique que certains grands domaines n'ont jamais subi aucune dégradation, ni dans leur matériel, ni dans leurs récoltes, ni dans leur personnel, européen ou musulman.

« Alors que des autobus sont fréquemment arrêtés et incendiés — après que les voyageurs aient été mis en sûreté sur le bord de la route — on a cité des sociétés de transports dont aucun véhicule n'a été inquiété. »

Ce sont des questions posées par la « Révolution prolétarienne » de juillet 1957.

Vérifications et contrôle effectués par une organisation syndicale internationale sur de tels faits économiques aideraient les uns et les autres à comprendre.

7° SOUTIEN DE L'U.S.T.A.

La C.I.S.L. a perdu le sens du ridicule : sans doute afin de rattraper son erreur grossière, la voilà se faisant le défenseur de l'U.S.T.A. !

Mais ceci vient après le congrès de Tunis, où il semble bien que les militants de l'U.S.T.A. n'aient pas goûté la désinvolture avec laquelle ils ont été traités par le secrétariat ; et ceci doit expliquer cela.

Il n'y a donc que le secrétariat de la C.I.S.L. pour ignorer le rôle de l'U.G.T.A.-F.L.N. dans les attentats et dénonciations dont sont victimes les militants de l'U.S.T.A.

**

Toutes ces fautes et erreurs de nos instances syndicales nationales et internationales que nous dénonçons n'autorisent pas à conclure que nous sommes insensibles aux actions des gouvernements, de leurs polices et de tous les organismes de répression.

C'est au contraire une action quotidienne et persévérante qu'il convient de mener, dans l'intérêt de ceux qui en sont victimes.

Mais la lourde tâche qui échoit aux syndicalistes, il nous faut amèrement regretter qu'il ne nous soit plus possible de compter sur notre organisation internationale pour aider les travailleurs à sortir de l'inférieur cauchemar dans lequel ils se débattent.

Notre C.I.S.L. est devenue une immense machine bureaucratique où tout esprit d'internationalisme prolétarien est en veilleuse.

Par anticommunisme systématique, elle veut supplanter la F.S.M. dans les pays sous-développés.

En prenant des décisions hâtives et dont elle n'a pas mesuré les conséquences sur le problème algérien, elle a perdu le rôle d'arbitre et d'élément conciliateur et de rapprochement qu'elle devait jouer.

C'est là le vrai sens du procès que nous lui faisons. Elle s'est finalement ravalée au rang de simple instrument de propagande ; tout en aggravant la situation, elle a meurtri profondément les syndicalistes français qui ne peuvent admettre que leur organisation nationale soit régulièrement et publiquement bafouée.

Tout cela pour apporter sa caution à un groupement dont le seul but reste d'être le seul interlocuteur valable et qui n'est que la filiale d'un organisme strictement politique dont la C.I.S.L. serait bien en peine de prouver qu'il reste imperméable à l'influence communiste.

**

Ces considérations doivent faire comprendre qu'il existe des organisations syndicales qui ne sont pas disposées à tout accepter pour des raisons d'Etat, qu'elles soient nationales ou internationales.

Mais ce droit que seules les organisations syndicales libres peuvent se permettre ne doit pas amener certaines interprétations abusives : quels que soient nos reproches, les militants de la Fédération des Travaux publics et des Transports restent fermement attachés à l'idéal des mouvements confédérés et internationaux.

Roger LAPEYRE.

Les luttes ouvrières dans la Loire au début du siècle

Avec un retard que la réduction de notre nombre de pages expliquait, nous publions de larges extraits du livre de Pétrus Faure sur les luttes ouvrières dans la Loire, au début de ce siècle.

Ces pages qui paraissent vieilles à beaucoup, ont l'avantage d'apprendre aux « jeunes » que les premières luttes revendicatives avaient vraiment le caractère d'une guerre sociale. Et pourtant, si les vieux n'avaient pas combattu... pour quelques sous... les jeunes ne bénéficieraient pas de la plus timide des lois sociales ou de la plus médiocre des conventions collectives.

La vallée rouge

La grève générale de la métallurgie du Chambon-Feugerolles, en 1910, suivie, l'année suivante, du lock-out patronal, fut un des mouvements grévistes des plus fertiles en incidents que le département de la Loire ait connus : bris de vitres, coups de pistolet, et même éclatement de bombes et incendies volontaires, se multiplièrent pendant deux années dans cette ville. Pendant de nombreux mois, tous les journaux de France parlaient du Chambon-Feugerolles comme d'un nid de révolutionnaires.

Cette grève, le souvenir de la fusillade de La Ricamarie de 1869 et d'autres conflits qui eurent lieu à Firminy, créèrent une réputation de violence à la population de cette région et valurent le nom de « vallée rouge » à la vallée de l'Ondaine.

La grève de 1910-1911 marqua d'ailleurs l'époque héroïque du syndicalisme au Chambon-Feugerolles. Les 3.000 ouvriers et ouvrières qui, pendant plusieurs semaines, firent grève, ne réclamèrent aucune augmentation de salaire ni aucune diminution d'heures de travail. Ils exigeaient seulement des patrons la reconnaissance officielle de leur syndicat...

Le Chambon-Feugerolles avait l'aspect d'un vaste camp retranché. Deux bataillons du 16^e d'Infanterie, deux escadrons du 30^e dragons, 200 gendarmes, 3 commissaires de police y séjournaient. Les soldats et gendarmes logeaient dans les écoles (dont les élèves étaient licenciés), à l'abattoir, à l'ancien hôpital et dans les usines. Le Parquet, composé d'un Juge d'instruction et d'un Substitut, restait en permanence dans la ville. Le Préfet de la Loire y venait presque journellement.

Cette débauche de forces de police n'avait pour résultat que de provoquer les grévistes et, par les contacts avec ces derniers, de faire naître des incidents. Les manifestations quotidiennes devenaient de plus en plus tumultueuses et violentes.

Quelques commerçants, contre lesquels des grévistes nourrissaient des griefs, eurent leur devanture endommagée.

Le Juge de Paix du Chambon-Feugerolles, M. Pingon qui, par son jugement, condamnait les grévistes de l'usine Besson à verser le salaire de trois journées de travail à leurs patrons, fut conspué devant la mairie par les grévistes. Comme c'était le jour du marché, la foule lui lança des trognons de choux et des œufs au visage. Le Maire du Chambon-Feugerolles qui, un instant après, s'était montré à la porte de la mairie, fut hué et reçut aussi des projectiles de même nature. Il dut rentrer dans la mairie et en sortir par une porte dérobée.

Presque toutes les vitres des usines furent brisées, en particulier celles des usines Paulet, Besson, Claudinon et de Mans. Cette dernière eut, pour sa part, plus de 700 vitres détériorées.

D'autre part, au début de la grève, les patrons expédiaient, la nuit, les stocks de marchandises qui se trouvaient dans les usines. Cette pratique fut découverte par les grévistes qui organisaient toutes les nuits des patrouilles de surveillance.

Deux voitures de charbon destinées aux usines Louison furent arrêtées et les chevaux dételés. Un camion qui conduisait à Saint-Etienne un important stock de boulons, ferrures et rivets, de l'usine Martouret, fut arrêté par les grévistes vers Trablaine. En un clin d'œil, les traits des chevaux furent cou-

pés et les caisses de marchandises éventrées et jetées dans le fossé.

Une expédition de limes de la maison Moulin, qui s'opérait dans un wagon près de la gare, eut le même sort : les paquets de limes furent jetés le long du talus du chemin de fer.

Ces incidents se produisirent en plein jour avec une rapidité telle que les gendarmes ne purent intervenir.

Les journées des 11, 12, 13, 14, 15 et 16 mars

Pendant ces six jours, l'émeute gronda au Chambon-Feugerolles. Le 11 mars, un groupe de manifestants se présenta devant le domicile de Mme Besson, mère des deux frères directeurs des usines. Ce logement, inoccupé par les propriétaires, se trouvait à l'angle des rues du Moulin (rue Voltaire) et Grand' Rue (rue Emile-Zola). La porte et une fenêtre enfoncées la veille par les manifestants avaient été consolidées dans la journée ; malgré cela, à coups de gourdins et de pierres, la fenêtre fut enfoncée de nouveau ; quelques chaises et une table furent enlevées et brisées dans la rue. Le sac aurait continué sans l'arrivée d'un fort détachement de gendarmes qui se trouvaient dans une salle de la mairie. Les grévistes continuèrent leur manifestation du côté de la Croix de Mission.

Le samedi 12 mars fut un vrai jour d'émeutes. A la réunion habituelle des grévistes, leurs délégués : Hollwarth, Vallon, Demeure, Préalat et Tyr au retour d'une rencontre avec MM. Mermier, Boudoin et Clapier, délégués patronaux, firent connaître que la formule d'arrangement qu'ils avaient présentée était refusé par les patrons et que, de ce fait, les pourparlers étaient rompus.

Un détachement de dragons fut envoyé sur les lieux. En arrivant au passage à niveau, près de la gare, les dragons durent tourner bride, les grévistes avaient établi une barricade avec des troncs d'arbres qui se trouvaient à proximité.

Les sapeurs-pompiers qui conduisaient une pompe à bras se présentèrent à leur tour. Les manifestants allèrent au-devant d'eux. La pompe fut renversée, une roue enlevée, les tuyaux crevés et les pompiers durent se disperser. Les gendarmes arrivèrent alors en nombre suivis des fantassins.

Ceux-ci enlevèrent les barricades, mais les gendarmes n'étaient pas à vingt mètres que la barricade était reformée. Ce fut une vive bataille. Plusieurs fois la barricade fut rétablie et enlevée ensuite par les soldats.

Toutes les forces policières qui étaient au Chambon-Feugerolles, gendarmes, dragons, fantassins, envahirent le quartier de la Cotille. Le Préfet et son Chef de Cabinet, les commissaires de police étaient également présents. Tous contemplaient le hangar qui achevait de brûler. A 11 heures du soir, il ne restait plus sur place que gendarmes, dragons et fantassins, les grévistes s'étant retirés.

Le même jour, vers 11 heures du soir, eut lieu la tentative d'incendie des usines de limes Claudinon-Guerin, à Trablaine. Les incendiaires qui étaient venus par la ligne du chemin de fer longeant l'usine, s'y prirent par trois fois pour accomplir leur acte. Malgré le pétrole et les papiers dont ils se servirent, l'incendie ne put se développer.

Le lendemain, dimanche, la journée fut relativement calme. Il n'y eut ni manifestation, ni réunion. Cependant, vers minuit, deux violentes explosions mirent en émoi la population endormie. C'étaient deux bombes qui éclataient près de la gare, au domicile d'un des frères Besson. Les dégâts furent peu importants. On trouva sur le perron de la maison, la mèche qui avait servi à amorcer les engins.

Le mardi, après la réunion habituelle, une importante manifestation fut organisée. La plupart des rues étaient barrées par les détachements de dragons et de gendarmes et beaucoup d'usines étaient occupées militairement.

Pour dépiéter le service d'ordre, les manifestants firent de longs détours par des rues étroites, pour

prendre ensuite la direction du « château Claudinon » au village de Bergognon. Par le chemin boueux de la Romière, les grévistes arrivèrent à 20 mètres des murs du château. Les fenêtres étaient éclairées et un peloton de gendarmes et de fantassins en assuraient la garde. Il était près de 22 heures.

Dans l'obscurité, le militant Tyr prit la parole. S'adressant aux soldats, il les invita à ne pas tirer sur leurs frères ouvriers. Une ovation fut faite à l'orateur, et deux coups de revolver furent tirés par les assaillants.

Soudain, à l'intérieur de la clôture, un roulement de tambour se fit entendre, puis l'officier cria : « Retirez-vous ». Les manifestants répondirent par des injures. Une deuxième sommation suivit un deuxième roulement de tambour et, sur l'ordre de Tyr, les grévistes se couchèrent par terre. Enfin, ce fut un troisième et dernier roulement de tambour et la dernière sommation : personne ne bougea. Le silence était complet, les manifestants, muets, attendaient le signal du feu.

Heureusement, il n'en fut rien, l'officier ne donna pas l'ordre. Après un moment d'attente angoissée, les militants, qui étaient au premier rang, entraînèrent les manifestants loin du château.

Un détachement de dragons et de gendarmes à cheval fut envoyé à toute vitesse pour renforcer la garnison du château.

Le même jour eut lieu la tentative d'incendie de l'usine Roland Peyron. Du liquide inflammable fut versé sur le portail en bois et le feu y fut mis. L'alarme fut donnée, les voisins purent facilement éteindre ce commencement d'incendie.

La journée du 15 mars

La journée du 15 mars faillit être tragique. Si les pouvoirs publics n'avaient pas cédé, ce jour-là, à l'ultimatum des grévistes, le sang aurait certainement coulé dans les rues de Saint-Etienne.

Dans la matinée, le militant Tyr était invité à se présenter devant le Substitut du Procureur de la République, siégeant en permanence à la gendarmerie du Chambon-Feugerolles. A peine arrivé, il était mis en état d'arrestation, conduit immédiatement en auto au Parquet et ensuite à la prison de Bellevue, sous l'inculpation d'incendie volontaire, bris de clôture et séquestration arbitraire.

Le Comité de grève se réunit aussitôt et décida d'envoyer une délégation au Préfet de la Loire pour réclamer la mise en liberté de Tyr. Il décida également qu'une réunion des grévistes aurait lieu à 13 heures précises.

A l'heure fixée, la salle était comble, il n'y eut pas de longs discours. Les orateurs demandèrent simplement à l'assistance d'aller à Saint-Etienne pour arracher Tyr de sa cellule. Ces propositions furent acclamées. Dans la salle il n'y eut qu'un cri : « A Saint-Etienne ! » Et aussitôt une importante manifestation, clairons et tambours en tête, prit la direction de Saint-Etienne où elle arriva à 15 h. 30.

Pendant ce temps, la délégation des grévistes était reçue par le Préfet, à 15 heures. Après discussion, celui-ci invita les délégués à aller trouver le Procureur de la République, auteur du mandat d'amener. Les délégués se rendirent alors au Palais de Justice pour être entendus par le Procureur Marchand. Après l'entrevue, le Procureur, accompagné de deux commissaires spéciaux, se rendit à la Préfecture pour parlementer avec le Préfet. A 15 h. 30, revenu à son bureau, il annonça aux membres de la délégation que Tyr serait mis immédiatement en liberté à condition que la manifestation ne rentre pas dans la ville. Il était trop tard, les grévistes étaient déjà près de la place Badouillère.

Les délégués se précipitèrent à leur rencontre pour leur annoncer la nouvelle. La colonne fit alors demi-tour et se dirigea à la porte de la prison.

Pendant ce temps, le Secrétaire général de la Préfecture, le Procureur de la République et le Commissaire Central se rendaient à la prison pour accomplir les formalités de la levée d'écrou.

La porte s'ouvrit et Tyr parut au milieu des cris de joie et des applaudissements. Ce fut ensuite d'un pas allègre et au milieu des chants que Tyr, entouré de ses amis, fut ramené au Chambon-Feugerolles.

On ne comprit pas bien l'attitude des Pouvoirs publics qui, ayant fait arrêter Tyr le matin, le faisaient relâcher l'après-midi.

Le Préfet de la Loire ne voulait pas d'histoire. On était à la veille des élections législatives et le Président du Conseil, Aristide Briand, était candidat dans le département.

Quoi qu'il en soit, la mesure fut sage. Les 1.500 grévistes, dont beaucoup étaient armés de matraques et des revolvers, étaient décidés à tout.

Les femmes étaient les plus excitées. Si une rencontre avait eu lieu avec les forces de police, on aurait eu certainement à déplorer un grand nombre de victimes. Heureusement il n'en fut rien.

Cette victoire provoqua une certaine détente. Il y eut bien encore quelques attentats, mais ils n'eurent pas la gravité de ceux que nous connaissons.

L'incendie de l'hôtel de ville

Les élections législatives suivirent de quelques jours la fin de la grève.

Elles eurent lieu le 24 avril. Dans la quatrième circonscription de Saint-Etienne, dont dépendait le canton du Chambon-Feugerolles, trois candidats étaient en présence : le député sortant Vidon, maire de Bourg-Argental, radical-socialiste ; l'avocat Ernest Lafont, socialiste, et l'avocat Boudoint, progressiste.

Le Maire du Chambon-Feugerolles, G. Claudinon, ayant refusé la candidature qui lui était proposée par ses amis, la municipalité de cette ville défendait la candidature Boudoint. Quant aux ouvriers, leur sympathie allait à Ernest Lafont, qui, pendant la grève, avait mis ses services d'avocat à la disposition de leur syndicat.

Le jour du scrutin, la journée fut calme. Cependant avant la clôture, le maire Claudinon fut insulté dans la salle de vote.

Pendant le dépouillement, les insultes recommencèrent. Le bruit était tel que le maire ne put proclamer le résultat du vote. Ce fut un de ses adjoints qui s'en acquitta.

Après le dépouillement, le Maire, qui quittait la salle pour aller à son bureau, fut bousculé. A peine était-il rentré dans son bureau que la porte fut enfoncée. Le Commissaire de police et une dizaine de gendarmes présents durent intervenir pour le protéger. Il se réfugia alors au domicile du secrétaire général de la mairie qui était au premier étage.

Les gendarmes réussirent à faire évacuer la foule qui se trouvait dans le bureau de vote et la porte de la mairie fut fermée. Ils se transportèrent ensuite, par une porte dérobée, devant la mairie pour la protéger. A peine étaient-ils arrivés qu'une grêle de pierres s'abattit sur eux et que plusieurs coups de revolver furent tirés. Le Commissaire de police fut blessé ainsi que sept gendarmes dont un assez grièvement.

Pendant ce temps, les manifestants enfoncèrent la porte de la mairie qui céda. Les bureaux furent envahis, le mobilier saccagé et de nombreux dossiers furent jetés dans la rivière « Le Valchérie ».

Le feu fut mis ensuite à un tas de papiers et quelques instants après le bâtiment était la proie des flammes.

Tout fut brûlé : les bureaux de la mairie et le mobilier du secrétaire général ; des archives datant du XII^e et du XIII^e siècles furent détruits. On retira seulement des décombres le plan et les matrices cadastrales qui furent préservés par un pan de mur abattu. Dès que le feu fut allumé, le maire Claudinon et la famille du secrétaire général Brunon se sauvèrent par une porte dérobée. Le Maire se rendit alors seul à son usine. En route il fut poursuivi par des manifestants et dut, pour se protéger, braquer son revolver sur eux.

Les pompiers du Chambon-Feugerolles tentèrent vainement de combattre l'incendie ; ils en furent empêchés par la foule. Un escadron de dragons venu de Saint-Etienne fut accueilli à coups de pierres et de revolver. Il put néanmoins refouler la foule qui se trouvait sur la place de la Mairie. Mais de nouveaux incidents se produisirent quand la pompe automobile de Saint-Etienne, réquisitionnée par le Préfet de la Loire, fit son apparition. Ses deux phares furent brisés à coups de cailloux et de revolver. Les pompiers furent menacés et quarante mètres de tuyaux contenus dans un dévidoir furent lacérés en un clin d'œil.

Sur la réforme de l'enseignement

De G. WALUSINSKI, de Saint-Cloud :

Je me suis senti et je continue à me sentir en désaccord avec certains d'entre vous. Mais ces désaccords portent beaucoup plus sur les questions de forme que de fond.

En particulier je suis heureux de trouver dans la R.P. une réaction contre le nationalisme et le racisme ambiants.

Il me paraît normal (comme il me l'a toujours paru) que Hagnauer et Louzon dépendent leurs thèses. Quand ces thèses sont justes je regrette qu'ils les dépendent souvent avec des arguments qui les affaiblissent.

Une remarque particulière en ce qui concerne la réforme de l'enseignement dont R. Hagnauer a raison de parler encore : malheureusement je crains que ce qui était bon du projet Billères ne soit jamais réalisé. L'opposition des bonzes de la société des agrégés est en grande partie responsable et R. Hagnauer a raison de dénoncer ces mandarins. Leur unanimité n'est qu'apparente. Dans la mesure de mes moyens, parmi les profs de math. j'essaie de grouper ceux qui voient de façon réaliste l'organisation inévitable et heureuse d'un enseignement moyen. Ce sera long mais nous arriverons à vaincre les résistances conservatrices qui sont d'autant plus enracinées chez beaucoup de professeurs qu'elles n'ont pas de raison d'être économique mais qu'ils croient trouver des justifications dans « la culture ». Comme si la culture n'était pas autant le présent et l'avenir que le passé.

Mais là encore deux méthodes s'opposent : ou polémiquer et avoir raison tout seul dans l'abstrait, ou infléchir les opinions de ceux qui veulent bien écouter, en se limitant aux faits.

Si Hagnauer a tort d'aimer la polémique, s'il a tort d'aimer être injuste, je veux dire aussi que je trouve excellent son petit mot sur Mérat.

Je suis très heureux de trouver dans la lettre de Walusinski, une double confirmation de ce que j'ai dit : 1) quant à l'action néfaste des mandarins ; 2) quant à la résistance (malheureusement trop discrète à mon sens) des professeurs syndicalistes.

Il est possible que j'aime la polémique. Je m'en défends. J'ai peut-être tort. Ne me reprochait-on pas autrefois à la R.P. d'être trop conciliant ? Je n'ai malheureusement plus le temps d'attendre la « sanction des choses ». Je crois utile de préciser le rôle néfaste joué par certains... et de secouer ceux que je voudrais plus efficaces.

Mais je n'aime pas du tout être injuste. Je ne pense pas l'avoir été dans mes appréciations sur les opposants au tronc commun. Si je me suis trompé et si on me le prouve, je rectifierai sans aucune gêne.

Il reste — faut-il le répéter ? — que la R.P. n'est pas réservée à Louzon et à Hagnauer... et que personne ne conteste à Walusinski le droit d'y défendre les thèses qu'il croit justes, avec des arguments qui les renforcent. — R.H.

Une défense de l'U.R.S.S.

Du camarade HENENSAL, des Côtes-du-Nord :

Si je lis toujours la R.P. avec plaisir, cel ne veut nullement dire que je suis d'accord avec la ligne suivie par la revue depuis la fin de la guerre. Le soutien constant apporté à cette lamentable F.O., les attaques non moins constantes contre la C.G.T. ou, pourtant, il n'y a pas que des communistes, l'esprit de dénigrement systématique, pour ne pas dire plus, de Louzon et d'Hagnauer envers l'U.R.S.S., quels que soient les changements économiques et sociaux qui s'y produisent, tout cela et bien d'autres choses me font plutôt râler. Mais il y a toujours quelques copains qui sont intéressants. Je voudrais bien y lire quelquefois, plus souvent, mon vieux Monatte et le non moins sympathique Rosmer. Et Péra qu'est-ce qu'il devient ?

Je ne suis pas communiste, mais j'estime que tout n'est pas si mal en Russie, que l'homme, qui n'est tout de même plus l'analphabète d'il y a quarante ans, pense, réfléchit et arrive sûrement à des conclusions qui ne sont pas en faveur de l'esclavage alors que pour Hagnauer et Louzon les Russes, tous les Russes, ne sont que des bouts de bois que manie comme il lui plaît le camarade Khrouchtchev, je sais bien, moi, que l'homme là-bas, vit, pense, souffre et peine, mais qu'il a certainement la volonté d'arriver à une liberté totale ; mais il sait aussi quels ennemis entourent l'U.R.S.S. et quelle est la volonté de ces ennemis d'abattre le communisme qu'il a tout de même aidé à édifier ; il est fier d'avoir fait de la Russie un grand corps capable de grandes choses et il sait bien que sa condition ne peut aller désormais qu'en s'améliorant...

Vous retardez les copains. Vous êtes sérieusement en retard. Croyez-vous que le monde est immobile comme vous ; que l'homme est là à attendre qu'Hagnauer avec ses vieilles histoires d'il y a trente ans lui donne la vapeur nécessaire pour débayer la place. Ce sacré bavard n'a d'yeux que pour le passé.

Quant à Louzon, le vieux copain Louzon que j'ai tant aimé voilà trente ans, il est moins désolant certes, mais j'aurais aussi pas mal de reproches à lui faire quand il envisage de partir en guerre préventive contre l'U.R.S.S. sans considérer que c'est justement le peuple russe qu'il prétend aimer qui trinquerait dans le conflit, sans parler du nôtre bien entendu...

Mon anarchisme s'accommode mal du communisme. Je ne suis pas assez discipliné ; mais si j'étais plus jeune et si mes forces étaient encore neuves, alors que je suis libre maintenant, j'irais de bon cœur m'atteler à l'ouvrage, là-bas, pour donner un coup de main aux copains.

Il y a de quoi être découragé quand on lit une lettre comme celle-là, qui émane d'un vieil abonné de la R.P. Non pas parce qu'il s'abuse un peu quand il prétend que nous apportons un soutien constant à Force Ouvrière, (que nous n'avons cessé de critiquer et qui a opéré un sérieux tir de barrage contre nous depuis la campagne que nous avons menée contre sa collusion avec le BEDES), mais de voir à quel point il se fait des illusions sur l'U.R.S.S. qu'il identifie au communisme.

L'U.R.S.S., même avec le développement de son industrie et ses expériences scientifiques, ne réalise nullement le communisme. (Le lancement spectaculaire du Spoutnik n'a pour résultat jusqu'à présent que de rendre plus arrogants les dirigeants russes, ce qui ne peut faciliter la « coexistence »). Un Etat qui se dit communiste ou même socialiste commet une escroquerie s'il n'apporte pas à ses populations plus de bien-être et plus de liberté. Et cela non pas pour les générations futures, mais pour celles qui vivent présentement. Or, nul ne peut contester qu'après 40 ans de régime bolchevik, le niveau de vie et de libertés est inférieur en U.R.S.S. à ce qu'il est dans nos pays capitalistes. Ouvriers et paysans vivent moins bien que nous et n'ont pas le droit d'engueuler leurs gouvernants, encore moins de changer quoi que ce soit à leur sort.

Domage que l'âge de notre camarade l'empêche d'y aller voir. En tous les cas, on peut les chercher les jeunes qui ont éprouvé le besoin d'aller « leur donner un coup de main ». L'exemple de notre Yvon qui lui, y est allé au début et en est revenu édifié, n'a guère été suivi. On va maintenant en U.R.S.S. pour assister à un festival ou pour effectuer en touriste privilégié, un voyage aux frais de l'Etat russe, mais on n'a pas envie d'y rester. Même quand on n'a vu que ce que l'on a voulu vous montrer. D'ailleurs les bolcheviks ne tiennent pas à ce que des Occidentaux restent chez eux. Ils savent qu'ils ne tarderaient pas à voir avec d'autres yeux la véritable réalité russe. — F. CHARBIT.

Dirigisme et socialisme

De Jean DUPERRAY, de la Loire :

Un point déjà évoqué souvent me turlupine. Est-ce un détail... est-ce au contraire l'essentiel ? Je sais que vous croyez généralement, à l'Union des syndicalistes, en bons « socialistes » français tradi-

tionnels, à la fois à la liberté et aux « plans » d' « économie dirigée », pensant les deux choses parfaitement conciliables, contre toute expérience, à condition qu'il s'agisse du bon plan dans la bonne société prolétarienne, et de la bonne économie dirigée contre toutes les mauvaises que nous avons connues.

Une des clauses de notre Union des syndicalistes est qu'il n'y a pas de liberté possible dans la concurrence entre les entreprises... alors que je pense, minoritaire à l'Union, que ce serait parfait en changeant une lettre : il n'y a pas de liberté possible sans la concurrence entre les entreprises.

Comment l'Allemagne a fait fortune en dix ans ? J'ai pu constater une fois de plus que la liberté économique, celle des prix, celle des salaires, celle de la concurrence, à conditions équivalentes ou plutôt, défavorables, entraînait la prospérité et la liberté individuelles, tandis que tout germe dirigiste entraînait à conditions plutôt favorables, la décadence, la contrainte et la réaction.

Je connais la sempiternelle réponse : tu parles de l'économie capitaliste... dans l'économie socialiste ce serait autrement. Oui mais toutes les fois que l'étatisme même soviétique ou syndicaliste au départ veut fabriquer du « socialisme » de façon « réformiste » ou « révolutionnaire », par un pluralisme ou une économie dirigée quelconque il fabrique du fascisme stalinien ou autre et ce qui est vrai expérimentalement dans la société capitaliste à ce propos, l'est à plus forte raison quand on sort des structures capitalistes. Il y a donc là quelque chose d'important et selon nous une confusion importante entre dirigisme et socialisme, et

la certitude qu'il ne peut y avoir de prospérité et de liberté par le dirigisme, ni dans le socialisme ni dans le capitalisme. Le capitalisme est mauvais par l'exploitation de l'homme par l'homme dans l'entreprise, mais pas par le libéralisme économique.

Ne pensez-vous pas qu'il faudra un jour ou l'autre sortir de vos routines pour examiner sérieusement ce problème dans la R.P. ?

Où il est question d'unité

Du camarade P. COTTET, de Paris :

Je viens de prendre connaissance d'un « tract » émis en de très très nombreux exemplaires par la C.G.T.-F.O. et qui a pour titre « mise en garde ».

« Il y a dix ans », disait ce document et de suite je pensais que l'on allait essayer de faire le bilan de ces dix ans d'existence de la nouvelle centrale syndicale jace aux doctrinaires de Moscou et aux tenants de la sacro sainte église catholique.

J'avais encore des illusions ! La C.G.T.-F.O. en effet se souciait comme d'une guigne de la situation des salariés de ce pays. Son seul souci était bien plutôt les risques d'action commune !

Je ne suis pas unitaire à tout prix, je ne renie ni ma liberté ni mon droit à l'examen et à la libre détermination, en dehors et souvent contre les partis politiques quels qu'ils soient. J'avais, avant 1947, quitté la C.G.T. pour essayer de voir les possibilités et les vues de la C.N.T. et si ensuite j'ai accepté d'être secrétaire d'un syndicat F.O. ce n'est qu'avec l'espoir de voir là se continuer l'effort véritable d'émancipation et de lutte vers le but, pour lequel j'adhérai à la C.G.T. en 1913.

Cercle Zimmerwald

La conférence de Michel Collinet sur le bolchevisme

Collinet vient de publier un livre : « Du bolchevisme », dont Hagnauer a rendu compte dans le numéro d'octobre de la « R.P. ». Il est venu traiter ce même sujet à la réunion du Cercle du 3 novembre.

Selon lui, il faut distinguer dans la doctrine bolcheviste une théorie du parti, une théorie de la révolution au XX^e siècle, une théorie de l'anti-impérialisme et la théorie du matérialisme dialectique.

Le plus important, et à quoi a entendu s'en tenir Collinet dans sa conférence, c'est la **théorie du parti**. Il étudie cette théorie dans sa naissance, dans son développement, dans sa mise en pratique.

La théorie bolcheviste du parti est l'œuvre de Lénine et de Lénine seul. Elle apparaît dès 1903 dans son célèbre **Que faire ?** Lénine a alors pour adversaires, entre autres, Trotsky et Plekhanov, son maître en marxisme.

Cette théorie, dont l'idée centrale est celle du « révolutionnaire professionnel », se rattache au blanquisme. De Blanqui est la formule : « Qui a du plomb a du pain ». De Blanqui, la conception d'un parti où entrent des déclassés aussi bien que des prolétaires et dont l'action se superpose au mouvement spontané des masses. Au delà du blanquisme, l'idée que Lénine se fait du parti de la révolution pourrait être rattachée au jacobinisme et en particulier à l'hébertisme.

D'autre part, la théorie bolcheviste du parti n'est pas étrangère à la pensée social-démocrate. Kautsky avait formulé la doctrine selon laquelle la classe ouvrière était incapable de s'émanciper sans une idéologie née en dehors d'elle et qu'une organisation politique devait faire pénétrer en elle. Lénine est d'accord avec cette doctrine quand il combat ceux qui posent les problèmes de l'action syndicale hors d'une perspective politique.

C'est en 1912 que Lénine réussit à faire triompher sa théorie du parti : au congrès de Prague, la scission est définitive entre mencheviks et bolcheviks. A cette date, Staline est coopté au comité central. C'est Lénine qui l'y fait entrer.

Dans la mise en pratique de cette théorie, le moment décisif est la rupture de Lénine avec la social-démocratie allemande, en 1917. La confiance qu'il avait dans la social-démocratie s'écroule, déception qui change l'amour en haine. Le bolchevisme va désormais lutter impitoyablement contre la social-démocratie, son esprit et ses formes.

Le peuple russe s'est soulevé contre le tsarisme et Lénine sa rallie à l'idée de Trotsky selon laquelle la révolution sociale peut commencer dans un pays arriéré. Mais il faudra qu'elle soit conduite par le parti. Sous le nom de dictature du prolétariat, c'est la dictature du parti qui va s'instaurer.

En mars 1922, un an après Cronstadt, Staline devient secrétaire du parti. Le bolchevisme entre dans sa **phase stalinienne**, où Collinet distingue deux périodes : celle qui aboutit en 1929 à l'élimination de Boukharine et celle qui est caractérisée par ce que Khrouchtchev a appelé « le culte de la personnalité ».

Staline mort, où en est la Russie ?

D'une part, la direction collégiale rétablie à la mort de Staline tend de nouveau à faire place, comme il en a toujours été, à la direction du secrétaire du parti. Mais, d'autre part, des forces qui ne sont plus spécifiquement celles du parti pèsent d'un poids nouveau.

Une discussion animée suit la conférence de Collinet. Il la conclura en affirmant qu'à son avis l'essentiel est de maintenir la liberté. C'est donc la liberté et par la liberté que doivent être réalisées les transformations sociales nécessaires. Avant tout, il est démocrate.

Cette discussion a rendu plus que jamais sensible qu'il importait de s'interroger sur la manière dont se pose aujourd'hui la question posée par Lénine en 1903 : **Que faire ?** Ce sera l'objet de la prochaine réunion du Cercle.

Prochaine réunion :

Dimanche 1^{er} décembre 1957

à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris (7^e).

Le débat ouvert à la suite de la causerie de Michel Collinet sur le bolchevisme reprendra sur ce sujet :

Que peut-on garder aujourd'hui de l'esprit de Zimmerwald ?

D'où vient l'argent ?

MOIS DE SEPTEMBRE 1957

RECETTES :

Abonnements ordinaires	102.880	
Abonnements de soutien	8.500	
		111.380
Souscription		14.800
Vente « R. P. »		1.800
Vente « Charte d'Amiens »		400
Vente « Hongrie ouvrière »		100
Vente « Chine »		1.200
Vente « Refus de parvenir »		1.650
Divers		1.320

		132 650
En caisse à fin août		417.485
		550.135

DEPENSES :

Frais d'expédition	7.800
Téléphone	6.935
	14.735

En caisse à fin septembre :		
Espèces	16.205	
Chèques postaux	519.195	
		535.400

MOIS D'OCTOBRE 1957

RECETTES :

Abonnements ordinaires	93.000	
Abonnements de soutien	25.000	
		118.000
Souscription		4.200
Vente « R. P. »		1.270
Vente « Charte d'Amiens »		2.000
Vente « Hongrie ouvrière »		400
Divers		450

		126.320
En caisse à fin septembre		535.400
		661.720

DEPENSES :

Impression et papier « R. P. » (juin 1957)	89.647
Impression et papier « R.P. » (juillet-août)	87.907
Impression et papier « R.P. » (septembre)	84.425
Impression et papier « R.P. » (octobre)	90.470
Frais d'expédition	28.366
Divers	400
	381.215

En caisse à fin octobre :		
Espèces	20.106	
Chèques postaux	260.399	
		280.505

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

André Ailx (Puy-de-Dôme) 4.000 ; B. Barlet (Loire) 2.000 ; Mlle Georgette Cattané (Paris) 5.000 ; André Cuny (Paris) 2.000 ; René Estève (Gard) 2.500 ; Pierre Germain (Dahomey) 2.000 ; Dr. René Goffin (Belgique) 3.000 ; A. Jouvesshomme (Seine-et-Oise) 6.000 ; J. Laplaud (Charente-Maritime) 2.000 ; Urbain Thévenon (Loire) 3.000 ; Gabriel Zahm (Paris) 2.000. — Total : 33.500 fr. (dont 8.500 en septembre et 25.000 en octobre).

LA SOUSCRIPTION

Mme Albenque (Algérie) 200 ; Roger Auriol (Haute-Garonne) 500 ; Paul Berlot (Seine) 500 ; Jacques Bethoux (Isère) 150 ; Adrien Bonnel (Oise) 200 ; Sylvain Broussaudier (Basses-Pyrénées) 500 ; Michel Catteau (Saône-et-Loire) 200 ; Robert Conte (Paris) 500 ; Yves Delaunay (Paris) 200 ; Auguste Fornerod (Suisse) 500 ; Jacques Gallienne (Tunisie) 500 ; Victor Gambau (Paris) 500 ; Mme Nelly Germain (Belgique) 300 ; Jean Glonta (Alpes-Maritimes) 500 ; Germaine Goujon (Seine-Maritime) 200 ; Marc Habouzit (Rhône) 500 ; Roger Hagnauer (Seine-et-Oise) 1.000 ; Armand Lagain (Côtes-du-Nord) 200 ; Roger Lapassade (Basses-Pyrénées) 500 ; Maurice Le-

prix (Seine) 500 ; Albert Lulé (Sarthe) 200 ; André Maître (Paris) 500 ; Georges Mauploux (Seine) 2.000 ; Marius Maurin (Pas-de-Calais) 200 ; Marcel Patin (Seine-et-Oise) 200 ; Paupy (Puy-de-Dôme) 500 ; Emile Petit (Paris) 200 ; Camille Philippon (Cher) 500 ; Robert Plassat (Seine) 500 ; Jean Prugnot (Seine) 600 ; Mme Yvonne Sansonetti (Ardèche) 200 ; Roger Séguéla (Aude) 600 ; Teilhac (Gironde) 350 ; Mme Teissier (Alpes-Maritimes) 1.000 ; Georges Thomas (Indre) 500 ; Pierre Vaquez (Oise) 200 ; Guy Vinatrel (Paris) 1.500. — Total : 19.000 fr. (dont 14.800 en septembre et 4.200 en octobre).

LES FAITS DU MOIS

MARDI 1^{er} OCTOBRE. — Le gouvernement Bourguès-Maunoury est renversé, à propos de la loi-cadre pour l'Algérie, par 279 voix contre 253 et 44 abstentions.

A Brighton, ouverture du congrès travailliste. **JEUDI 3.** — Rappel de l'ambassadeur tunisien à Paris.

En Pologne suspension de « Po Prostu », organe des étudiants.

VENDREDI 4. — Manifestation d'étudiants à Varsovie.

Lancement du premier satellite artificiel soviétique.

SAMEDI 5. — Nouvelle manifestation d'étudiants à Varsovie.

A Belgrade, Djilas est condamné à sept ans de prison.

LUNDI 7. — Etat de siège proclamé en Argentine, pour empêcher la grève générale.

MERCREDI 9. — Elections en Norvège. Victoire socialiste.

Grève dans la métallurgie stéphanoise décidée par la C.G.T., la C.F.T.C., F.O.

VENDREDI 11. — L'Internationale socialiste décide d'envoyer une commission d'enquête en Algérie.

SAMEDI 12. — A Constantine, exécution capitale de trois rebelles.

Comité national confédéral de la C.G.T.-F.O.

LUNDI 14. — Envoi d'un corps expéditionnaire égyptien en Syrie.

A Colombes, assassinat de deux militants maoïstes.

MERCREDI 16. — Grève du Gaz et de l'Electricité de France qui paralyse presque complètement l'activité du pays.

JEUDI 17. — Albert Camus, prix Nobel de Littérature.

Notes de l'U.R.S.S. et de la Syrie sur la menace d'agression turque.

A Milan, congrès du Parti Socialiste démocratique italien.

VENDREDI 18. — Violents combats aux abords de Milliana (Algérie).

Par 248 voix contre 198, l'Assemblée nationale refuse l'investiture de M. Antoine Pinay.

SAMEDI 19. — Les métallurgistes de la Loire-Atlantique repoussent les conclusions des médiateurs.

La Yougoslavie ayant reconnu le gouvernement d'Allemagne orientale, l'Allemagne occidentale rompt les relations diplomatiques avec elle.

VENDREDI 26. — Grève de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. L'ordre de grève dans les industries privées décidé par la C.G.T. et la C.F.T.C. n'a été que partiellement suivi.

Violents incidents à Saint-Nazaire : un ouvrier est tué.

Réunion à Tunis des dirigeants du F.L.N. algérien.

On annonce à Moscou que Joukov est déchargé de ses fonctions de ministre de la Défense.

DIMANCHE 27. — Assassinat à Colombes de Ahmed Bekhat, secrétaire général de l'Union Syndicale des Travailleurs algériens.

LUNDI 28. — Accord économique entre l'U.R.S.S. et la Syrie.

MARDI 29. — Par 290 voix contre 227 l'Assemblée Nationale refuse l'investiture de M. Guy Mollet.

Reprise du travail aux chantiers de St-Nazaire. Fin du congrès de la Fédération Postale F.O.

MERCREDI 30. — M. Félix Gaillard chargé de former le gouvernement.

56
57
FRANCE
PARIS 56
14 XI 57
FRANCE

Pour vous libérer des slogans sur l'Extrême-Orient

LISEZ

LA CHINE

Ses trois millénaires d'histoire

Ses cinquante ans de révolution

par Robert LOUZON

400 francs franco

Pour vous libérer des mensonges du totalitarisme

LISEZ

Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière

(Documents hongrois authentiques

Avant propos de Louis MERCIER)

L'exemplaire : 50 fr. — Colis de 20 : 500 fr.

Pour vous libérer de la corruption bourgeoise

LISEZ

Refus de parvenir

de A.-V. JACQUET

650 francs

Adresser les commandes à LA REVOLUTION PROLETARIENNE